SCIENCES HUMAINES

Les Grands Dossiers SCIENCES HUMAINES

LE NOUVEL ÂGE DES IDÉES POLITIQUES

Penser, critiquer, anticiper, lutter au 21e siècle



Où va la France ?
Crise dans la Ve République

Où va le monde ?
Le basculement autoritaire

Populismes, radicalité, néolibéralisme, communs, écosocialisme, décentrement, féminismes, islamisme, intersectionnalité, producérisme, woke/antiwoke, décolonial...

Cahier culture NOTRE SÉLECTION D'EXPOSITIONS

L'odyssée des migrations • Enfance dans la guerre • La voie des songes

DOM/S : 10,9 € - DOM/A : 12,30 € - BELUX : 10,50 € - CH : 16 FS – CAN : 17,95 $CA – ESP/ITA/GR/PORT CONT : 10,90 € - MAR : 110 MAD – TOM : 1420 XPF - TUN : 16,9 TND

L 18932 - 77 - F: 9,90 € - RD

ÉDITORIAL

Changement de cadre


© Cordula Treml / Collection personnelle

En une phrase, l'humoriste Jimmy Kimmel a dit l'essentiel sur la nouvelle élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis: « *Nous avions le choix entre un procureur et un repris de justice, nous avons choisi le repris de justice.* » Quand le rapport à la loi change dans l'électorat, c'est tout sauf anodin. Le *rule of law* (primauté du droit) a été le pilier de la construction démocratique depuis plus de deux siècles. Il semble aujourd'hui s'effriter. Et puisqu'il sert aussi de référence à l'ordre international, des transgressions comme l'invasion russe en Ukraine ou l'agression du Hamas suivie d'une guerre de représailles sans frein menée par Israël deviennent possibles. La loi du plus fort n'a jamais vraiment disparu, mais elle était tempérée par le droit international et la négociation multilatérale. Pour combien de temps encore? Et jusqu'à quand, en France, le Rassemblement national sera-t-il tenu à l'écart du pouvoir? Après la dissolution surprise du 9 juin, le parti d'extrême droite – qui préfère se qualifier de droite patriotique – a réalisé ses plus hauts scores électoraux, et n'a manqué la majorité absolue à l'Assemblée nationale que parce qu'un front républicain s'est constitué pour lui faire barrage. En Europe et au-delà, le populisme gagne des points, avec des coups de pouce de ses sponsors la Russie et/ou la Chine.

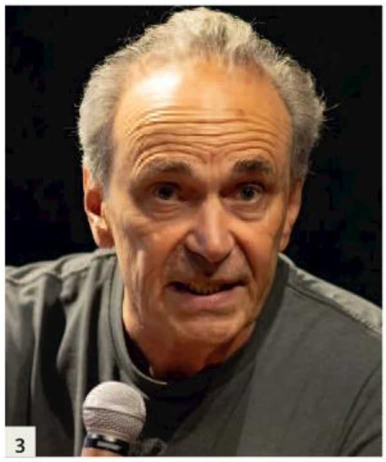
Ces symptômes inquiétants témoignent d'une mutation profonde des représentations, des valeurs et des enjeux politiques. Dans ces *Grands Dossiers de Sciences Humaines*, nous avons voulu donner la parole à celles et ceux qui pensent cette mutation. Si les idées changent le monde, quelles sont celles qui sont aujourd'hui produites et diffusées? Par quels acteurs, quels canaux? Sachant que la pensée politique elle-même ne peut plus s'appuyer comme avant sur un universalisme centré sur l'Occident. Et que le cadre national où se joue toujours l'attribution du pouvoir paraît bien étriqué – même dans les grands pays – face aux aléas climatiques du 21e siècle, aux nouvelles épidémies ou encore à des développements technologiques invasifs et peu régulés comme les intelligences artificielles. Les idées politiques foisonnent dans le monde entier, qu'elles soient nouvelles ou remises au goût du jour. Nous vous invitons à découvrir leur éclosion, leurs cheminements, leurs hybridations et leurs détournements: une plongée pas toujours rassurante, mais à coup sûr passionnante. ●

SOPHIE GHERARDI

Elles et ils ont participé à ce numéro


1 © Musée des Confluences


2 © Studio Morize


3 © Hervé Véronèse


4 © Collection personnelle


5 © James Startt pour Premier Parallèle


6 © Collection personnelle


7 © Collection personnelle


8 © Hannah Assouline


9 © MNHN - J.-C. Domenech

1 Yoann Cormier est chargé d'exposition au musée des Confluences à Lyon.

2 Jean-François Dortier est le fondateur de *Sciences Humaines*. Auteur de plusieurs ouvrages, il publiera, avec Vincent Citot, *La Marche de l'histoire* (Éditions Sciences Humaines, janvier 2025).

3 Michel Feher est philosophe, cofondateur des éditions Zone Books. Il est notamment l'auteur de *Producteurs et parasites. L'imaginaire si désirable du Rassemblement national* (La Découverte, 2024).

4 Jean-Vincent Holeindre est professeur de science politique à l'université Paris-Panthéon-Assas où il dirige le centre Thucydide, spécialisé en relations internationales. Il a notamment publié *Nations désunies? La crise du multilatéralisme dans les relations internationales* (avec Julian Fernandez, CNRS éd., 2022).

5 Eva Illouz est sociologue, directrice d'études à l'EHESS. La sociologie des émotions est son principal champ de recherches. Elle est l'autrice de nombreux ouvrages dont *Les Émotions contre la démocratie* (Premier Parallèle, 2022).

6 Édouard Jourdain est maître de conférences en science politique à l'université catholique de l'Ouest. Il est notamment l'auteur du récent *Maîtriser les conflits par les communs* (Frémeaux & associés, 2024).

7 Sylvie Mazzella est sociologue, directrice de recherche au CNRS, Aix-Marseille université.

8 Vincent Tiberj est sociologue et politologue. Professeur des universités à Science Po Bordeaux, il est l'auteur du récent *La Droitisation française. Mythes et réalités* (PUF, 2024).

9 Christine Verna est paléoanthropologue, chargée de recherche au CNRS-Muséum national d'histoire naturelle.

Mohamed-Ali Adraoui est professeur des universités. Spécialiste du salafisme, il enseigne à l'université Sorbonne Paris-Nord.

Olivier Alexandre est sociologue, chargé de recherche au CNRS, enseignant à Sciences Po Paris. Ses travaux portent sur la culture et le numérique. Il a notamment publié *La Tech. Quand la Silicon Valley refait le monde* (Seuil, 2023).

Bertrand Badie est politologue, spécialiste de la sociologie des relations internationales, professeur émérite à Sciences Po. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont le récent *L'Art de la paix* (Flammarion, 2024).

Michael Behrent est historien, spécialiste de l'histoire intellectuelle de l'Europe contemporaine et de la France. Il a récemment publié *Becoming Foucault. The Poitiers years* (University of Pennsylvania Press, 2024).

Manuel Cervera-Marzal est politologue spécialiste des mouvements politiques de gauche et du populisme. Chargé de recherches au FNRS, il a publié *Le Populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise* (La Découverte, 2021).

Nicolas Lebourg est chercheur en sciences sociales (Cepel, CNRS/université de Montpellier), spécialiste des extrêmes droites. Il vient de publier avec Olivier Schmitt *Paris Moscou. Un siècle d'extrême droite* (Seuil, 2024).

Rémi Lefebvre est professeur de science politique à l'université de Lille. Il a publié plusieurs livres de science politique sur la gauche, sur les pouvoirs locaux et sur l'expérience macroniste.

Céline Marty est agrégée et docteure en philosophie. Elle a récemment publié, avec Christophe Fourel et Clara Ruault, *Ce que la gauche doit à l'écologie* (PUF, 2024).

Philippe Portier est politiste. Directeur d'études à l'EPHE, ses travaux et ses nombreux livres portent sur les recompositions du religieux dans les sociétés occidentales.

Lissel Quiroz est historienne et professeure d'études latino-américaines à Cergy Paris Université. Elle a publié, avec Philippe Collin, *Pensées décoloniales,* (La Découvert/Zones, 2023).

Frédéric Sawicki est professeur de science politique à l'université Paris-I et chercheur au Cessp, spécialiste de l'étude des partis et organisations politiques. Auteur, entre autres, de *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, (Belin, 2017).

Virginie Tournay est directrice de recherche au CNRS et travaille au Cevipof/Sciences Po. On lui doit plusieurs essais dont le récent *Le vivant est-il gouvernable? La politique à l'épreuve d'un monde saturé de traces* (L'Aube, 2024).

Les Grands Dossiers SCIENCES HUMAINES

38 rue Rantheaume – 89004 Auxerre Cedex

RELATION CLIENTS
VENTES ET ABONNEMENT
03 86 72 07 00
serviceclients@scienceshumaines.fr
Sylvie Rilliot - Mélina Lanvin
Bénédicte Marrière

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION
Heloïse Lhérété @HeloiseLherete
COORDINATION ÉDITORIALE
Jean-Vincent Holeindre
Jean-Vincent.holeindre@u-paris2.fr
Sophie Gherardi
gherardisophie@gmail.com
Catherine Halpern
pour le Cahier Culture
halperncatherine@gmail.com
RÉDACTEURS
Martine Fournier
Frédéric Manzini
Jean-Marie Pottier
Mariette Thom
Véronique Bouruet-Aubertot
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET RÉVISION
Frédéric Peylet
Renaud Beauval
CONCEPTION GRAPHIQUE ET DIRECTION ARTISTIQUE
Sophie Villette
GRAPHISTE ET ICONOGRAPHE
Catherine Verchère-Julia

CHEF DE PROJET WEB
Steve Chevillard
ASSISTANT WEBMESTRE
et secrétaire documentaliste
Alexandre Lepême

PROMOTION PUBLICITÉ
Patricia Ballon
contact.annonceurs@scienceshumaines.fr

COMPTABILITÉ
Carole Charreau

RESPONSABLE DES LIVRES
Éditions Sciences Humaines
Agathe Guillot
agathe.guillot@scienceshumaines.fr

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
Nadia Latreche

Sciences Humaines est édité par
Sciences Humaines Communication
SAS au capital de 214 790€
RC Auxerre B379865975
Siège social : 38 rue Rantheaume 89000 Auxerre
ACTIONNAIRE MAJORITAIRE ET PRÉSIDENTE
Philo Editions sas
DIRECTRICE GÉNÉRALE
Nadia Latreche

DIFFUSION
MPL - Réassort dépositaires et diffuseurs de presse, joindre Opper : 01 40 94 22 23
IMPRESSION
Imprimerie SIEP ZA Les Marchais
77590 Bois-le-Roi
Origine du papier : Suisse
Taux de fibres recyclées : 63 %
Certification: PEFC
«Impact sur l'eau»: Ptot 0,010 kg/t

Conception de la couverture : Sophie Villette
Illustration de couverture : © Brian Stauffer

Commission paritaire : 0228 D 87599
ISSN : 1777-375X
Dépôt légal à parution

SOMMAIRE **LE NOUVEL ÂGE DES IDÉES POLITIQUES**



© Peter Turnley / Corbis / VCG / Getty



© James Startt pour Premier Parallèle



© Patrick Aventurier / Gamma-Rapho / Getty



© Guillaume Rivière



© Stephanie Keith / Getty



© Jonathan Newton / The Washington Post / Getty



© Metamorworks / iStock / Getty



© Vanja Bucan

FRANCE, LIGNES BRISÉES

PENSER AILLEURS

FAÇONNER DEMAIN

cahier culture



© Arthur Tress / Tirage d'exposition avec l'autorisation de l'artiste / Musée des Confluences

Expositions

Actus

POLITIQUE
Le réveil des passions

Par **Jean-Vincent Holeindre**

Les idées démocratiques n'ont pas suscité le consensus annoncé au lendemain de la guerre froide. Sur fond de désoccidentalisation, on assiste à une repolitisation des idées.

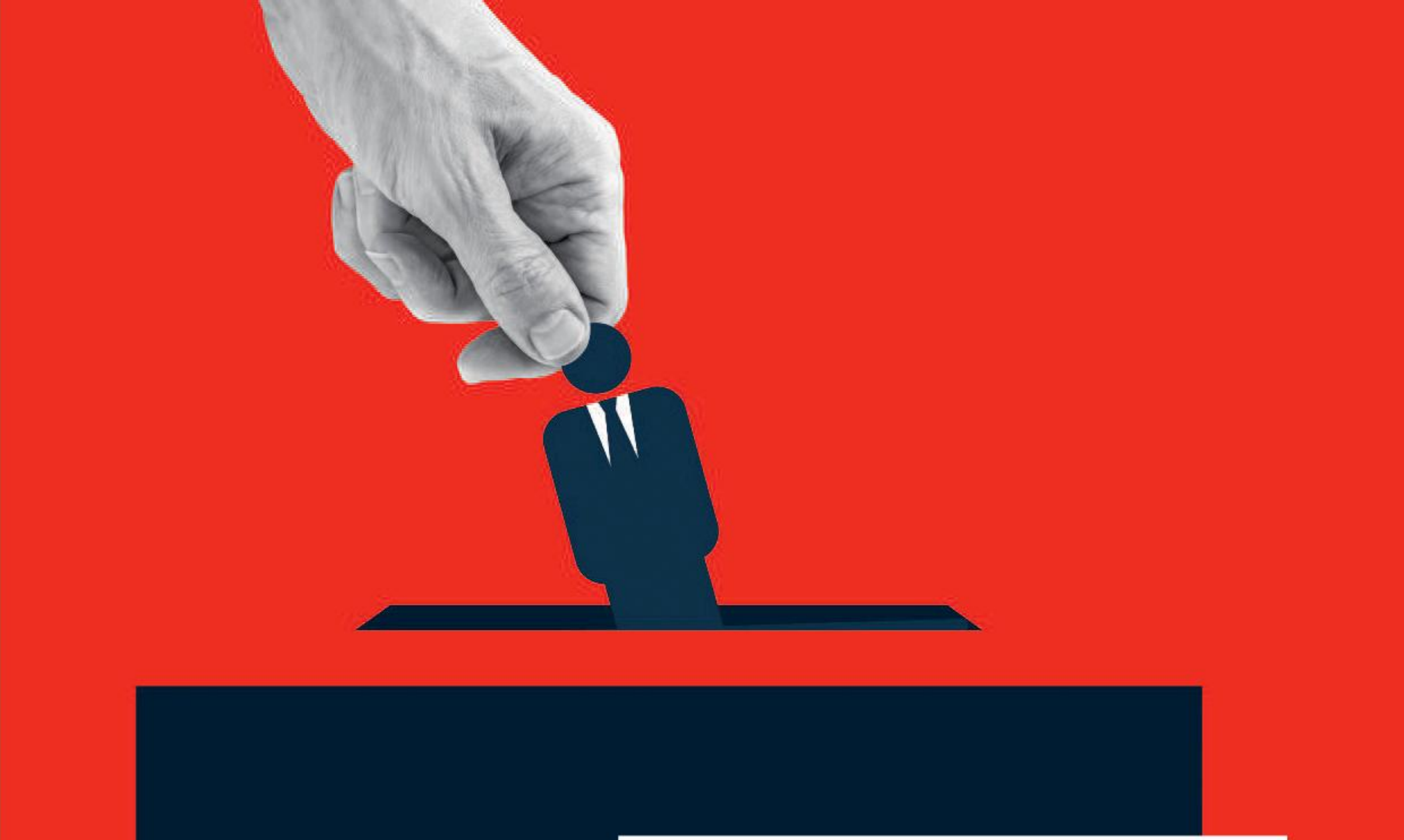
Dans ses *Cahiers de prison*, écrits entre 1929 et 1936, le penseur italien Antonio Gramsci écrit : « *La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés.* » Bien que quasi centenaire, cette citation semble avoir été écrite pour notre temps : le spectacle du monde actuel donne l'impression que la fin du monde ancien accompagne la difficulté, pour le moment, de cerner le nouveau. Que s'est-il passé pour que nous en arrivions là ? Quelles sont les idées qui permettent d'anticiper l'avenir plutôt que subir les « *phénomènes morbides* » dont parle Gramsci ?

TOMBEAU POUR LE MONDE ANCIEN

Sur le plan des idées politiques, le phénomène massif des vingt dernières années réside dans la déconstruction de l'ordre démocratique et libéral, qui l'avait emporté sur le modèle soviétique, disparu avec la chute de l'URSS en 1991. Ce monde avait amorcé un triple projet de libéralisation : économique, par le capitalisme mondialisé et financiarisé, soutenant le libre-échange ; politique, par l'entremise d'un État réduit à un rôle d'arbitre et limitant son périmètre d'action pour ne pas faire obstacle au fonctionnement de la société et de l'économie ; juridique enfin, par l'affirmation de droits de l'humain, voués à s'étendre sur l'ensemble de la planète, du fait de leur universalité. Ce monde, qui avait le visage des États-Unis, devait être le seul à façonner nos cartes mentales.

Les choses ne se sont pas passées ainsi. Sur les trois aspects, le mouvement de l'histoire a été inverse à celui annoncé. Économiquement, les puissances étatiques ont opté pour le protectionnisme national ou régional, assorti de prédations sur les autres parties du monde. Le capitalisme n'a pas été source d'émancipation et d'égalisation des conditions ; au contraire, il a amplifié les inégalités à l'intérieur des nations et a servi de bras armé au nationalisme autoritaire, la Chine ayant donné le ton de l'époque. Politiquement, l'État s'est affirmé comme un faiseur de normes, étendant son périmètre d'action tant dans l'ordre interne qu'international. Quant à la sphère juridique, elle est marquée par une guerre des récits

Jean-Vincent Holeindre est professeur de science politique à l'université Paris-Panthéon-Assas où il dirige le centre Thucydide, spécialisé en relations internationales. Il a notamment publié *La Démocratie. Entre défis et menaces* (éd. Sciences Humaines, 2020) et *Nations désunies ? La crise du multilatéralisme dans les relations internationales* (avec Julian Fernandez, CNRS éd., 2022).



La doctrine du « en même temps » est aujourd'hui interprétée comme indécision du pouvoir et méconnaissance du pays.

menée par les puissances du Sud global, en particulier la Chine et la Russie, qui mettent en cause l'universalisme et l'interprètent comme le cheval de Troie de la domination occidentale.

La trajectoire américaine est à l'image de ce projet libéral avorté. Le retour de Donald Trump au pouvoir est moins l'expression d'un renouveau politique que le symptôme d'une démocratie en crise : où un repris de justice retourne en sa faveur les condamnations pénales dont il fait l'objet ; où son adversaire souffre, à l'inverse, d'être l'incarnation de principes progressistes jugés hors sol par la majorité des électeurs ; où les deux camps ne se parlent plus, sinon par invectives voire agressions, faisant peser le risque d'une guerre civile.

En France, la récente dissolution de l'Assemblée nationale et les élections législatives qui ont suivi n'ont pas mené à la clarification appelée de ses vœux par le président de la République, Emmanuel Macron. Le système politique, structuré autour de l'axe droite-gauche, a explosé sans que la reconstruction soit lancée. Divisée aujourd'hui en trois blocs (gauche, centre et droite), la politique française est comme à l'arrêt, dans l'attente d'une élection présidentielle qui n'interviendra que dans deux ans. Le pays paraît pris au piège de ses institutions, forgées pour conjurer l'instabilité parlementaire des IIIe et IVe Républiques. Celles-ci ne semblent plus en mesure de jouer ce rôle, ni de fixer un cap idéologique clair. Cette situation attise les velléités radicales, qu'elles viennent de gauche ou de droite, au détriment du « bloc central » jugé responsable des échecs car il a voulu concilier des idées politiques inconciliables : la dépense publique et la libéralisation, le jacobinisme et la décentralisation, la démocratie participative et le bonapartisme, l'européisme et le souverainisme. La doctrine du « en même temps », prônée par le candidat Macron en 2017,

avait rencontré le succès car elle donnait le signal d'un rassemblement possible ; elle est aujourd'hui interprétée comme une indécision du pouvoir et une méconnaissance d'un pays profondément changé.
Les exemples pourraient être multipliés à l'envi : qu'on examine la situation des « vieilles » démocraties libérales (Angleterre, Allemagne, Suède…), des régimes « illibéraux » comme la Hongrie et la Serbie ou bien des États autoritaires comme l'Iran et la Turquie, le centre de gravité s'est déplacé sinon à droite, du moins dans le sens des passions populistes, nationalistes ou conservatrices. Une seule certitude : le perdant, c'est l'idéologie libérale. « *The World is flat* » (« *La Terre est plate* »), clamait en 2005 l'éditorialiste du *New York Times* Tom Friedman : il suggérait par ce titre la toute-puissance de la mondialisation, qui effacerait les frontières commerciales et politiques, au profit de la coopération et de l'interconnexion. Vingt ans seulement nous séparent de ce constat. Il semblerait que ce soit un siècle, tant les choses ont changé.

La création de collectifs locaux façonne de nouvelles manières de faire de la politique, en dehors de l'État.

REVANCHE DES PASSIONS

Au lieu d'un monde plat, pétri de rationalité, un tout autre s'est fait jour, accidenté, où les « *passions ont pris leur revanche* », comme l'avait relevé Pierre Hassner dans un ouvrage éponyme. Ces passions sont à double face : d'un côté, elles expriment la part sombre d'un monde fracturé ; de l'autre, elles révèlent une repolitisation des acteurs engagés dans la bataille des idées pour refonder le monde.
Première passion à l'œuvre, la peur. Une peur de l'avenir saisit ainsi les sociétés occidentales. Elle conduit au succès des idées survivalistes et catastrophistes annonçant une fin du monde proche, sous la menace d'une guerre nucléaire et de la dégradation rapide du climat. Cependant, comme l'avait montré Hans Jonas, dans *Le Principe responsabilité* (1979), il existe une « *heuristique de la peur* » qui permet d'identifier les dangers afin de les éviter. En matière environnementale, sociale et politique, la peur peut inspirer une forme de prudence politique, différente d'une simple précaution, qui anticipe les risques et menaces potentiels (réchauffement climatique, crises environnementales et sociales, guerres…). Elle s'intègre à une démarche prospective, de long terme, qui devient d'autant plus nécessaire que nous devons protéger ces biens publics mondiaux (aussi nommés « communs ») que sont la haute mer, la banquise ou encore les forêts primaires. Sans appréhension que ces biens disparaissent, comment agir politiquement ? Lorsque l'intérêt pousse à piller plutôt qu'à protéger, la peur est un levier psychologique pour élaborer de nouvelles normes, comme le récent traité sur la haute mer.
Une autre passion, ou émotion, est à l'œuvre : le dégoût de l'ordre existant qui, sur le plan politique, s'illustre par la volonté de s'extraire des communautés historiques pour en créer d'autres. Ainsi, le « droit à la déconnexion » s'est étendu à l'information : nombre de citoyens s'écartent d'une actualité politique perçue comme anxiogène. Cela contribue à la création d'îlots protégés de la politique, où le rejet des collectifs constitués (partis, Églises, syndicats, familles…) vise à forger les siens propres. Cela a des conséquences politiques lourdes, comme l'abstention et la désaffiliation politique, qui participe de la défiance politique actuelle. Le temps est passé où les partis politiques accompagnaient les citoyens « du berceau à la tombe ». Dans le même temps, le phénomène a ses vertus : la création de collectifs à l'échelle locale façonne de nouvelles manières de faire de la politique, en dehors de l'État, sans que cela représente un danger sécessionniste voire sectaire. À bas bruit, ceux qu'Éric Dupin nomme les « défricheurs » innovent dans leur rapport au politique et encouragent les démarches de sobriété : ils alimentent les circuits courts, construisent des formes d'autonomie énergétique, réinventent les modes d'habitation en repeuplant les campagnes, restaurent les habitats désertés ou encore créent des lieux de vie à faible empreinte carbone.
Enfin, une dernière passion peut être mentionnée : la colère, dont la géographie est d'abord au Sud. La colère, voire le désir de vengeance

vis-à-vis de la domination occidentale, nourrit en effet des conflits d'ampleur qui se veulent des contestations de cette domination. Dans un premier temps, elle a alimenté le terrorisme jihadiste de groupes non étatiques comme Al-Qaïda ou Daech, avec comme acmé les attentats du 11 septembre 2001. La colère s'est ensuite étendue aux États. En février 2022, la Russie de Vladimir Poutine attaque militairement l'Ukraine provoquant une guerre ouverte dont le bilan est aujourd'hui évalué à un million de morts. Le 7 octobre 2023, le Hamas déploie un attentat d'une extrême violence contre la jeunesse d'Israël, dont l'armée répond par des frappes destructrices sur les populations et infrastructures civiles de Gaza en Palestine. Si la colère convertie en vengeance est destructrice, elle peut aussi se muer en ferveur, qui nourrit la mobilisation pour des causes et des personnes. Les mouvements d'émancipation des femmes (#MeToo) ou des minorités noires (Black Lives Matter) ont commencé par des actes de colère relatifs à des violences subies pour adopter ensuite le registre de la ferveur, celle-ci permettant de retourner le stigmate de la honte (une autre passion qui, selon Frédéric Gros, est révolutionnaire). Avec le recul, on mesure à quel point ces mouvements ont modifié les comportements et notre rapport à l'autre.

QUAND LES IDÉES COMPTENT

Le paysage des idées politiques a donc été bouleversé en très peu de temps, donnant le sentiment d'une accélération de l'histoire. Un triple phénomène est à l'œuvre.

Premièrement, une tendance au décentrement. Face au déclin des puissances occidentales, le monde nouveau semble être dessiné par les pays du « Sud global ». Un des phénomènes massifs est que les idées politiques s'écrivent aussi ailleurs que chez «nous», de sorte qu'on parle de «désoccidentalisation». Ce terme montre bien qu'il s'agit d'un mouvement de balancier et de contestation, non d'une idéologie cohérente. À ce stade, rien ne vient se substituer à la tradition démocratique et libérale sinon l'idée des tenants de la ligne autoritaire selon laquelle il faudrait restaurer l'ordre ancien d'avant la démocratie, considéré comme plus solide, efficace et juste.

Le deuxième phénomène remarquable dans la bataille des idées politiques, c'est la confrontation de la demande autoritaire, au sein des États autoritaires ou libéraux, et du progressisme, recomposé à travers l'intersectionnalité (race, genre, classe). Au sein des mouvements autoritaires, on observe une étrange hybridation entre tradition et modernité: d'un côté, un usage politique des traditions notamment religieuses (hindouisme en Inde, confucianisme en Chine, salafisme au Moyen-Orient, catholicisme conservateur en Occident...); de l'autre, la modernité fait l'objet d'un usage stratégique par les nouvelles technologies. Ces dernières avaient été spontanément associées par les penseurs libéraux à la coopération, à l'interconnexion, etc. On s'aperçoit, y compris aux États-Unis, temple du libéralisme, qu'elles peuvent être mises au service d'une dynamique autoritaire de surveillance globale et d'emprise du faux sur le vrai. Toutefois, cette demande autoritaire s'accompagne d'un regain du progressisme, en particulier au sein de la jeunesse. Quantité de mouvements refondent la politique en combinant les idéologies traditionnelles comme le socialisme et l'écologie. L'émancipation économique et sociale est repensée à l'aune d'enjeux inédits: intelligence artificielle, biométrie, relocalisation, solidarité intergénérationnelle...

Au sein des mouvements autoritaires, on observe une hybridation entre tradition et technologie.

Troisièmement, les idées politiques sont résilientes. Elles sont loin d'avoir dit leur dernier mot. Certes, elles sont souvent malmenées, voire détestées, à l'image d'un monde politique qui suscite une défiance croissante dont le populisme est la traduction... idéologique. Chassées par la porte, elles reviennent par la fenêtre. On a beau les juger dépassées, inutiles, abstraites, dangereuses, naïves, elles restent maîtresses de la mobilisation et de l'action politique, quand bien même ceux qui les promeuvent s'en défendent parfois, appelant au «pragmatisme» et au «bon sens». Qu'elles soient assumées ou dissimulées, les idées politiques façonnent le monde commun, hier, aujourd'hui et demain. ●



PÉRENNITÉ

Les idéologies ne meurent jamais

D'où vient cette tendance de la politique à transformer les idées en idéologies ? Pourquoi est-il besoin d'agiter des étendards, de s'enflammer, de chercher des coupables et de susciter des espoirs (souvent déçus) ?

Quel est le point commun entre le socialisme, le libéralisme, le fascisme, le communisme, l'écologisme, le nationalisme, le populisme et l'anarchisme ? La réponse tient en quatre petites lettres, « isme », placées à la fin de chaque mot. Ce suffixe suffit à pointer du doigt le phénomène idéologique. Des « isme », il en existe aussi en peinture (impressionnisme), en littérature (naturalisme) et même en sciences (darwinisme, freudisme). C'est l'indicateur d'une vision du monde associée à un mouvement qui la soutient. L'idéologie est donc plus qu'une idée, un projet ou un idéal : c'est aussi un mouvement, un combat, souvent mené contre d'autres « isme ». Et en tant que mouvement de pensée et d'action, l'idéologie a tous les attributs d'une religion – autre grande productrice d'« isme » – avec laquelle elle partage bien des points communs : des pères fondateurs, une légende sacrée, des causes à défendre, des espoirs, des désillusions, des interprétations diverses et antagonistes, des remaniements, des hérésies, des conflits internes et des mythes fondateurs.

Marche pour le climat à Paris, 16 mars 2019.

Mais d'où vient cette tendance de la politique à transformer les idées en idéologies? Pourquoi est-il besoin d'agiter des étendards, de s'enflammer, de chercher des coupables et de susciter de grands espoirs (souvent déçus)? Le cerveau humain serait-il par nature enclin aux idéologies, comme le pensent certains? À moins que la logique même des champs de bataille politiques conduise invariablement à forger de grands récits qui fleurent bon les mythologies d'antan...
La réponse à cette question nécessite un détour par l'histoire pour voir comment naissent, se déploient, meurent et renaissent les discours idéologiques.

LE NOYAU DE L'IDÉOLOGIE

En politique, tout commence par des problèmes – tensions, frustrations, conflits, menaces – et se résout par la quête de solutions collectives. Rien de plus logique. Mais, à la différence de la médecine ou de l'ingénierie qui cherchent des solutions adaptées à chaque problème spécifique, l'idéologie tend à agréger tous les problèmes en un seul de façon à condenser toutes les solutions en une formule unique. Un problème unique et une solution globale: voilà le noyau de toute idéologie.

Des exemples? Le capitalisme est le problème, disent les uns, il serait la cause de tous les maux: inégalités, crises, injustice, chômage, pauvreté, pollution, etc. La solution? Il faudrait le renverser (communisme), le transformer en profondeur (socialisme), le contrebalancer (social-démocratie), ou inventer une alternative (utopisme). Le vrai problème, c'est l'État, disent les autres: il s'est révélé oppresseur, bureaucratique, étouffant, coûteux, inefficace, etc. Il faut donc l'abolir (anarchisme et libertarisme) ou le réduire (néolibéralisme), le contrôler (État de droit), etc. Et si le problème était ailleurs, dans un monde extérieur menaçant (l'étranger, l'occupant, le concurrent, etc.)? La solution s'impose: refouler l'ennemi et se retrouver entre soi, tel est le projet nationaliste sous ses multiples formes (patriotisme, régionalisme, communautarisme, etc.). Et si le grand problème n'est pas à l'extérieur, mais au-dessus de nous, chez les élites corrompues et incapables qui nous gouvernent? La solution: en appeler au peuple (populisme, anarchisme) ou à un sauveur aux mains propres, ce qui est la base de tous les césarismes.

L'idéologie tend donc à condenser tous les problèmes en un seul pour lui apporter une réponse unique. Cette vision des choses contribue à couper le monde en deux: le problème et sa solution, le mal et le bien, l'erreur et la vérité, l'ennemi et l'ami (selon Carl Schmitt, la définition de l'ami et de l'ennemi est au fondement de la politique). L'idéologie est par nature une pensée dichotomique. Même le centrisme (encore un autre «isme»!) n'y échappe pas: le mal, c'est le sectarisme, l'extrémisme, l'idéalisme d'où qu'ils viennent; la solution est le compromis, l'union des contraires, la «voie du milieu» déjà prônée par Aristote et Bouddha.

ÉMERGENCES

Les grandes idées sont filles des grandes épreuves de l'histoire. Toutes les grandes valeurs qui structurent notre imaginaire politique (1) – libéralisme, nationalisme, démocratie, égalité, république, socialisme, écologie, etc. – sont nées dans des moments fondateurs de l'histoire moderne. Le libéralisme politique s'est déployé aux 17e et 18e siècles en réaction à l'oppression des pouvoirs absolutistes (comme le protestantisme était né d'une protestation contre les abus de l'Église). L'idée de souveraineté populaire et de démocratie est une réaction contre les abus et privilèges des élites aristocratiques. Au 19e siècle, les courants socialistes émergent en réaction aux maux (crise, misère, exploitation) engendrés par le capitalisme naissant. À la même époque, le nationalisme se développe en Europe sur les décombres des vieux empires et monarchies chancelants. Le 20e siècle n'a pas non plus été avare en idéologies: le communisme, le fascisme, les indépendantismes, le néolibéralisme, l'idée européenne, les régionalismes, les gauchismes, le féminisme, l'écologisme ont tous émergé des méandres de l'histoire récente.
À première vue, toutes ces grandes idéologies naissent en réaction aux crises et méfaits d'un système en place. D'un

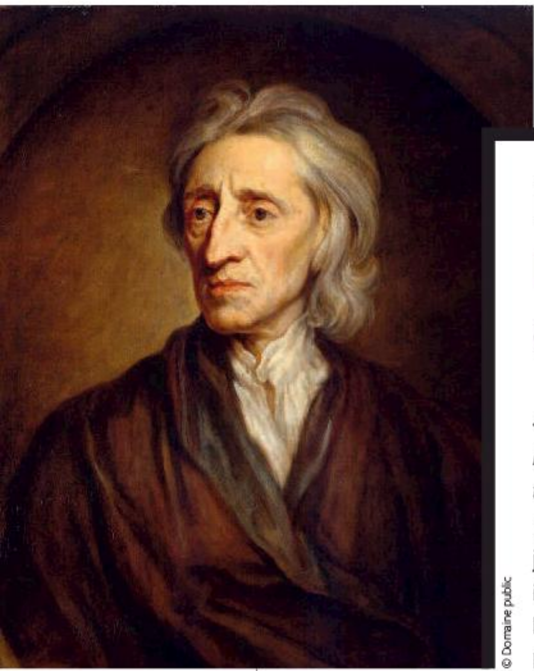
> **« *Là où naît le danger croît aussi ce qui sauve.* »**

mal surgit un bien, un rêve de jour meilleur. Et du rêve naît une idéologie: «*Là où naît le danger croît aussi ce qui sauve*», écrivait Friedrich Hölderlin. En attendant que le bien se transforme en mal. Que l'opprimé devienne oppresseur et que la solution d'hier devienne le problème de demain...
Cette lecture dialectique de l'historien ne manque pas de pertinence. Mais elle a aussi ses limites. Car face à un problème donné, il n'existe jamais de réponse unique. Quand, dans une société, les choses commencent à mal tourner, une gamme de solutions se présente toujours.
La Révolution française en donne un bon exemple: en 1789, la population française se soulève face à la misère du peuple, la frustration des bourgeois et l'incurie de la monarchie à répondre à leurs aspirations. Dans les années

qui suivent vont se succéder nombre de solutions possibles portées par les multiples clubs et factions (Montagnards, Girondins, Feuillants, Jacobins, puis bonapartistes, partisans de la Restauration). Le spectre des solutions envisagées correspond à quelques formules clés qu'on retrouvera plus tard: 1) le *statu quo* est défendu par ceux ne veulent rien changer ou à la marge (parfois des proches du pouvoir en place); 2) la réforme: ses partisans veulent changer les choses sans rupture; 3) la révolution a ses défenseurs qui veulent renverser le régime en place; 4) la restauration, ou contre-révolution, réunit tous ceux qui regrettent le passé (le mythe de l'âge d'or est une constante en politique) **(2)**; 5) l'utopie est le rêve de ceux qui veulent reconstruire un monde ailleurs (sur une nouvelle terre promise), ici (dans leur îlot communautaire) ou plus tard (dans un avenir indéterminé); 6) enfin, il y a ceux qui ne raisonnent pas en termes de projet ou de régime, mais s'en remettent à l'espoir d'un sauveur, d'un homme providentiel: la politique a aussi ses messies. Ces formules récurrentes – *statu quo*, réaction, réforme, révolution, utopie, sauveur – correspondent en gros à la gamme des «isme».

LES PRODUCTEURS DE SENS

Face à la demande, l'offre est donc multiple. Face aux conflits, crises, inquiétudes ou menaces, quand une population s'interroge sur les solutions à trouver, les yeux se tournent vers ceux qui osent prendre la parole et dire: «*Voilà ce qu'il faut faire!*» À défaut de détenir la vérité, ils ont la certitude de l'avoir. Ce sont les créateurs de sens, «*les*



Portrait de John Locke (1697), Godfrey Kneller, musée de l'Ermitage, Saint-Pétersbourg.

DÉBAT
Les théoriciens changent-ils le monde ?

«*Les philosophes ne font qu'interpréter le monde, ce qui importe, c'est de le transformer.*» Dans *L'Idéologie allemande* (1845-1846), Karl Marx s'en prend aux jeunes philosophes qui pèchent par idéalisme en croyant que la puissance de leur critique suffira à changer le monde. La critique est vaine, rétorque Marx: la théorie doit laisser place à la praxis.
Faux, répond Thom Brooks, distingué professeur de philosophie politique à Durham. La théorie politique a parfois contribué à changer les choses. Et de citer quelques cas célèbres comme John Locke dont le *Traité du gouvernement civil* (1689) a beaucoup inspiré les fondateurs de la nation américaine.
À l'époque contemporaine, ce sont plutôt les économistes qui auraient eu une influence déterminante. La grande vague néolibérale des années 1980 aurait été inspirée par une poignée de théoriciens du libre marché – Milton Friedman et Friedrich Hayek en tête – aux élites internationales (Ronald Reagan, Margaret Thatcher, la Banque mondiale, le FMI) **(1)**, tout comme John Maynard Keynes l'avait fait dans la génération précédente.
Pour Thom Brooks, l'impact des idées et théories sur les politiques n'est plus à démontrer. Il s'agit moins de savoir si les idées ont un rôle que de comprendre par quels créneaux, modalités et forces elles agissent.
Désormais, de nombreux chercheurs **(2)** entreprennent de décortiquer cette question : quel rôle les idées politiques jouent-elles vraiment ? ● **J.-F.D.**

(1) Voir Keith Dixon, *Les Évangélistes du marché*, Raisons d'agir, 2008.
(2) Voir Dietrich Rueschemeyer, «Why and how ideas matter», dans Robert Goodin et Charles Tilly (dir.), *The Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*, Oxford University Press, 2006; Thomas Magstadt, *Understanding Politics. Ideas, Institutions, and Issues*, 13ᵉ éd., Cengage Learning, 2020; ou Daniel Béland et Robert Henry Cox, *Ideas and Politics in Social Science Research*, Oxford University Press, 2010.

Une idéologie n'est rien sans parti. Et un parti n'est rien sans idéologie.

manipulateurs de symboles (3) », les producteurs d'idéologies. Qui sont-ils? Historiquement, il en existe deux grandes catégories: les intellectuels et les leaders politiques.

• **Les intellectuels.** Depuis l'Antiquité, ils ont joué un rôle majeur dans la formulation des idées politiques. Platon a conçu le modèle d'une République idéale (gouvernée par la classe des philosophes: Nicolas Machiavel rédige *Le Prince* à l'intention des dirigeants). Des passages de John Locke sont inscrits dans la Constitution américaine. Montesquieu et Jean-Jacques Rousseau ont inspiré les révolutionnaires français; sans Karl Marx, le communisme aurait-il existé? Le nationalisme, l'écologie, l'anarchisme, etc., tous les mouvements politiques ont leurs maîtres à penser.

• **Les hommes politiques** représentent la seconde catégorie des producteurs de sens. Certains ont réussi à cristalliser autour de leur personne un projet, un idéal, un modèle politique. À leur nom est accolé un «isme»: bonapartisme, franquisme, maoïsme, gaullisme...

Entre le monde des idées et les hommes d'action, entre le leader politique et l'intellectuel, qui influence l'autre? Difficile à dire.

LE RÔLE DES PARTIS

Une chose paraît sûre. Sans support organisationnel, les idées ne résisteraient pas longtemps. Hitler l'avait bien compris, qui écrivait dans *Mein Kampf* que sa conception du monde (*Weltanschauung*) n'aurait de réalité qu'inscrite dans «*un parti politique organisé comme une section d'assaut*». Marx et Lénine ne disaient pas autre chose. Eux aussi ont associé la théorie à l'action, partagé leur temps entre l'écriture et la participation à la construction d'un parti (4). La bataille idéologique ne se déroule pas que dans la sphère des idées et à coups d'arguments; elle se gagne sur le terrain politique par l'organisation, le rapport de force, la conquête de positions de pouvoir.

Une idéologie politique se construit certes par des écrits, des discours, des programmes, des brochures, des manifestes et des slogans. Le spectre est large: constructions théoriques à caractère scientifique ou philosophique (*De l'esprit des lois*, *Du contrat social*, *Le Capital*), manifestes (*Que faire? Indignez-vous!*), discours («I have a dream»), des slogans («*Yes, we can!*»). Mais elle n'a de portée que si elle a un ancrage social sur le terrain, avec ses militants, ses adhérents, ses sympathisants, ses électeurs, qu'il faut

conquérir et dont il faut entretenir la flamme. Le parti politique joue ce rôle. Il est une machine de pouvoir, un outil de propagande avec des militants, un drapeau, un nom, des réunions, des tracts, des pétitions, des meetings, des congrès, des élections, des projets et programmes. C'est aussi une organisation avec sa dynamique interne: ses liens de sociabilité, ses banquets, ses campagnes à mener, des mains serrées, des affiches collées, des chants, des rires et des pleurs qui vont chavirer des cœurs, une «famille», un ancrage cognitif. C'est enfin une hiérarchie, des postes à pourvoir, des ambitions. Une idéologie n'est rien sans parti. Et un parti n'est rien sans idéologie.

«L'IDÉOCRATIE» SELON HANNAH ARENDT

Qu'advient-il d'une idéologie lorsqu'elle parvient au pouvoir? Toutes les grandes doctrines politiques en ont fait l'expérience: libéralisme, socialisme, communisme, fascisme, nationalisme. Le passage de l'opposition au pouvoir est aussi une épreuve. Elle impose une reconversion: la doctrine de combat doit se muer en idéologie d'État.
Il en existe plusieurs formules. La plus radicale des idéologies d'État est le totalitarisme. Hannah Arendt parlait d'«*idéocratie*»: le pouvoir semble au service d'une seule et grande idée (à la manière des antiques monarchies sacrées). Dans ce type de régime, la société est sous l'emprise totale des instruments d'information et de propagande. L'idéologie devient un instrument de propagande et de légitimation du pouvoir en place, identifié par son chef suprême.

Arriver au pouvoir est toujours une épreuve.

Les idéologies d'État peuvent prendre la forme moins hégémonique d'«*idéologie dominante*» c'est-à-dire de «*philosophie sociale de la fraction dominante de la société* (5)». Mais l'idéologie de la classe dominante (pour autant qu'elle soit homogène) n'est pas forcément une «*idéologie hégémonique*» – au sens où l'entendait Antonio Gramsci –, c'est-à-dire partagée par tous. Les idéologies de pouvoir peuvent prendre le visage des idéologies technocratiques ou administratives associées historiquement aux grands projets: économiques (keynésianisme, planification, développement), sociaux (mise en place de l'État providence), sanitaires (hygiénisme, biopolitique). En politiques publiques, on parle aussi de «communautés épistémiques» qui ne prennent pas l'allure de doctrines partisanes mais au contraire d'une sorte de prêt-à-penser qui transcende les courants politiques: il en va ainsi du développement durable, des politiques d'innovation ou des idéologies sanitaires.

LA FIN DES IDÉOLOGIES?

Les idéologies naissent et se déploient, parfois jusqu'au pouvoir. Elles meurent aussi. Certaines se sont effondrées avec les régimes qui les ont portées. Ce fut le cas avec le royalisme, le nazisme, le communisme. Il en reste bien quelques nostalgiques, mais ils semblent condamnés – pour l'instant? – à la marginalité. D'autres idéologies connaissent au contraire un tel succès qu'elles perdent leur caractère d'idéologie partisane pour devenir des lieux communs ou des valeurs partagées. Il en va ainsi des valeurs inscrites sur le fronton des établissements publics ou des Constitutions: la République, la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, etc. Non pas que ces valeurs soient universelles: il est des régions du monde qui ne partagent pas ces idéaux, mais elles se sont installées si durablement dans les lois et les consciences qu'elles ne font plus l'objet de débats idéologiques. Tout juste réapparaissent-elles dans des moments critiques où on en ravive la flamme pour faire front commun face à des dangers réels ou supposés. Les guerres, les grandes crises politiques, les événements dramatiques sont l'occasion de tels retours de flamme.
Peut-on imaginer que les idéologies disparaissent un jour de la scène politique? C'est peu probable. Pourquoi? Parce que les grandes idées et les grands projets politiques ne se forgent pas dans l'esprit désincarné de penseurs désintéressés (comme le voulait Platon). Ils ne s'élaborent pas non plus dans un monde idéal où des représentants du peuple rationnels et désengagés discuteraient posément des solutions à apporter aux problèmes de notre temps. Les idéologies naissent de grandes épreuves et de grands combats. Elles sont les héritières des champs de bataille où s'affrontent des communautés, des groupes, des clans divers avec leurs intérêts, leurs aspirations différentes et souvent divergentes. Les avantages des uns se heurtent à ceux des autres. Les politiques représentent ou cherchent à représenter ces communautés en attente de biens ou de reconnaissance. Ces batailles génèrent des élans de solidarité et des formes de repli sur soi, de grands espoirs, des désillusions et des ressentiments. Un tel terreau ne peut que se révéler propice à la formation permanente de nouveaux «isme». ●

(1) En fait, celui de l'Occident contemporain.
(2) Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, 1986.
(3) Selon l'expression de Robert Reich.
(4) La Première Internationale pour Karl Marx, la Troisième Internationale pour Lénine.
(5) Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, «La production de l'idéologie dominante», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2-3, 1976.

JEAN-FRANÇOIS DORTIER

DÉFINITIONS

IDÉES POLITIQUES : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Les «idées politiques» sont faites d'un mélange de théories, doctrines, idéologies, discours, valeurs, opinions, croyances, etc. Si, dans la réalité, ces dimensions s'entremêlent, il est bon d'opérer quelques distinctions conceptuelles.

LA PHILOSOPHIE POLITIQUE

Elle correspond à un domaine d'enseignements et de recherches centré sur les théories politiques des philosophes. Dans ce corpus traditionnel, axé sur la pensée occidentale, figurent Platon et Aristote, Nicolas Machiavel, John Locke, Jean-Jacques Rousseau, jusqu'aux philosophes contemporains (Jürgen Habermas, John Rawls ou Michael Walzer).

LES IDÉOLOGIES

Elles correspondent aux grandes doctrines politiques associées à des mouvements historiques: libéralisme, socialisme, communisme, écologisme, centrisme, royalisme, fascisme, gaullisme... Toutes ne sont pas forcément associées à une «philosophie» (au sens ci-dessus) : la démocratie grecque s'est construite contre l'opinion des philosophes. Il n'y a pas de grande doctrine philosophique qui ait inspiré la construction de l'Europe, de l'État providence ou de la social-démocratie.

LES FAMILLES POLITIQUES

Aux trois grandes familles de la droite française décrites par René Rémond (*Les Droites en France*, 1954), Jacques Julliard a ajouté les quatre gauches: jacobine, collectiviste, libérale et libertaire (*Les Gauches françaises, 1762-2012. Histoire, politique et imaginaire*, 2012). À ces sept familles politiques, on pourrait ajouter désormais la famille écologiste. Les familles politiques correspondent à des courants de pensée relativement stables associés à des partis. Elles s'agrègent autour des deux principaux camps, droite et gauche, qui forment le socle durable de la politique depuis deux siècles.



© Peter Turnley / Corbis / VCG / Getty

Marx, Engels et Lénine, les «pères fondateurs» du communisme.

LES CULTURES POLITIQUES.

Les «familles politiques» peuvent être considérées comme des sous-cultures au sein de cultures plus vastes, celles des valeurs partagées par toute une société: droits de l'homme, démocratie, République, État de droit, etc. font partie du patrimoine commun des valeurs politiques dans les pays occidentaux. Dans le monde musulman, c'est l'islam qui forme le socle commun. ● J.-F.D.

QUI FABRIQUE **LES IDÉES POLITIQUES ?**

Les idées politiques n'ont rien d'abstrait: elles sont produites par des êtres faits de chair et d'os. Panorama des lieux et des figures qui pensent le monde d'aujourd'hui pour bâtir la politique de demain.

ONG et lanceurs d'alertes

La force du plaidoyer

Les organisations non gouvernementales (ONG) attirent l'attention de la société civile mondiale sur des sujets emblématiques: droits de l'homme, liberté de la presse, paix et désarmement, accès à l'éducation, persécutions des enfants, santé mondiale… Ces «entrepreneurs de cause» visent à interpeller l'opinion et influencer les décideurs, exerçant sur eux une pression pour mettre à l'agenda de nouvelles normes. Ainsi, la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), qui s'est vu attribuer le prix Nobel de la paix en 2017, a mené une bataille pour la suppression de la bombe atomique, couronnée par les Nations unies au terme d'un lobbying auprès des États. En 2020, le Traité pour l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a été ratifié par 50 États membres à l'Assemblée générale des Nations unies. Le texte a toutefois une portée limitée, car il n'est pas suivi par les États qui en sont dotés. Dans une même logique de plaidoyer, combinant expertise et militantisme, des individus «lanceurs d'alerte» peuvent jouer un rôle de catalyseur intellectuel. Hier Gandhi symbolisait la non-violence à travers ses écrits et son action. Aujourd'hui, Greta Thunberg incarne par ses discours le combat de la jeunesse pour la cause environnementale.

Syndicats et mouvements sociaux

Résistance et contre-expertise

Lors de la réforme des retraites de 2023 sous la présidence Macron, les syndicats, en particulier la CFDT, ont structuré le mouvement social. À gauche, ils semblent avoir pris la place des partis dans la représentation des travailleurs et des idées susceptibles de défendre leurs droits. Le sociologue Erik Olin Wright voit ainsi le syndicalisme comme l'acteur clé de la stratégie de «résistance» aux mesures limitant le droit du travail, la place des services publics ou la protection sociale. Ce type d'engagement peut prendre plusieurs formes: défense d'intérêts catégoriels (police, agriculteurs…), de sensibilités politiques (catholicisme social avec la CFDT et la CFTC) ou du mouvement ouvrier (CGT, Force ouvrière, Sud). Parallèlement, il existe des mouvements sociaux mondiaux comme l'altermondialisme, qui structure la résistance à la vague néolibérale déferlant sur le monde depuis les années 1990. Leurs moyens? Des contre-sommets organisés en marge des réunions du G20 ainsi qu'un réseau de médias indépendants (*Mouvements*, *Le Monde diplomatique*, *Politis*…) et d'associations de contre-expertise visant à proposer une alternative au capitalisme globalisé (Attac avec la taxe Tobin sur les transactions financières).

Les intellectuels

Les armes de la critique

Il semble loin le temps des intellectuels engagés, qui intervenaient par-delà leur domaine de spécialité: Sartre et Aron, Foucault et Derrida… Le paysage intellectuel est désormais clivé: d'un côté, les intellectuels médiatiques, comme Michel Onfray ou Bernard-Henri Lévy, investissent l'espace public. De l'autre, des scientifiques «experts», moins visibles mais influents, interviennent de façon plus ciblée. Le sociologue Pierre Bourdieu a été un des premiers à incarner cette figure mêlant science et politique de façon critique, à distance des gouvernants. Ce courant engagé dans le mouvement social est incarné aujourd'hui par le philosophe Frédéric Lordon, l'économiste Julia Cagé, la sociologue Nacira Guénif-Souilamas ou l'écrivain Édouard Louis. D'autres se mobilisent à partir d'enquêtes situées: Dominique Bourg sur l'écologie, Pierre Rosanvallon sur la démocratie, Camille Froidevaux-Metterie sur le féminisme…



Le *benchmarking* politique

Si cela marche ailleurs

Lorsque Jean-Michel Blanquer est devenu ministre de l'Éducation nationale en 2017, son leitmotiv principal était de mettre en œuvre les dispositifs qui rencontrent le succès à l'étranger. Par exemple, le Portugal avait redressé le niveau en mathématiques en développant la formation continue de ses professeurs. Si cela marche ailleurs, pourquoi pas en France? Un tel raisonnement relève du *benchmarking*, technique issue du management consistant à inventorier les bonnes pratiques afin de les généraliser. Au lieu d'imaginer des mesures dont on ne peut mesurer *a priori* l'efficacité, il s'agit d'importer ce qui a déjà fonctionné.

Toutefois, cette pratique managériale est difficilement transposable en politique: ce qui est valable pour un pays ne l'est pas forcément pour un autre, en raison de la culture politique et des spécificités nationales. De même, l'agrégation des bonnes pratiques suffit-elle à bâtir une vision politique cohérente? Si le but du manager est de générer du profit, le rôle du politique est de produire le bien commun. Enfin, le *benchmarking* s'accompagne d'un discours qui se veut non idéologique puisque fondé sur l'efficacité. En réalité, il valide la plupart du temps, sans l'assumer, une vision inspirée du libéralisme.

Les *think tanks*

Inspirer l'action

Issus du monde anglo-américain, les *think tanks* («boites à idées») sont à l'origine des organisations paraétatiques qui exercent des missions de conseil auprès des administrations dans le domaine des relations internationales et de la défense. Né en Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale, le phénomène se développe aux États-Unis après 1945, afin d'élaborer une doctrine de dissuasion nucléaire après l'invention de la bombe atomique. La RAND Corporation ou la Brookings conseillent alors le gouvernement américain dans la formulation de la politique étrangère. Il faut attendre les années 1970 et les débuts de la crise économique pour que leur périmètre s'étende à la politique intérieure, notamment aux questions économiques et sociales. Ce type de structure reste néanmoins marginal en France. En politique internationale, il existe des *think tanks* comme l'Institut français des relations internationales (Ifri). Dans le domaine de la politique intérieure, ils sont souvent proches de partis politiques ou bien directement liés à l'État. La fondation Jean-Jaurès et Terra Nova se situent dans le sillage du Parti socialiste tandis que la Fondation pour l'innovation politique a longtemps été rattachée à l'Union pour un mouvement populaire (UMP) devenue les Républicains. Au niveau étatique, le général de Gaulle a créé en 1946 le Commissariat général du plan, aujourd'hui France stratégie, qui rédige des rapports nourrissant la réflexion étatique sur les politiques publiques. Parallèlement, Emmanuel Macron a créé un Haut-Commissariat au plan, confié à l'ancien ministre François Bayrou.

Conseillers du prince

Les idées au pouvoir

Le monde des idées et celui de la politique entretiennent des rapports ambivalents, entre rejet et fascination mutuels. Les décideurs politiques plébiscitent l'action, réprouvant le penchant des intellectuels pour l'abstraction. Pour autant, ils s'entourent d'éminences grises, *spin doctors* et autres «conseillers spéciaux» qui occupent le plus souvent le bureau mitoyen du chef: Jacques Attali avec François Mitterrand, Henri Guaino sous Nicolas Sarkozy, Ismaël Emelien et Emmanuel Macron… Si les intellectuels se plaisent à défier le pouvoir, celui-ci souvent les attire, car ils pensent pouvoir mettre en pratique les théories élaborées dans la quiétude des bibliothèques. Et ainsi de réaliser le rêve de Platon: mettre les idées au pouvoir et faire du savant un roi.

JEAN-VINCENT HOLEINDRE

« Deux émotions menacent la démocratie : la peur et le dégoût »

ENTRETIEN AVEC **Eva Illouz**

La montée des populismes au sein des démocraties pose de nombreuses questions dont le rôle exacerbé des émotions dans sa diffusion. Au détriment ou en complément de la rationalité ?

Quelle place les émotions occupent-elles aujourd'hui dans la vie politique ?

Les émotions jouent forcément un rôle dans le discours politique, qui a pour objectif de convaincre. Rappelons que la rhétorique, c'est l'utilisation du langage à des fins émotionnelles. Si cela pose problème en démocratie, c'est à cause des présupposés rationalistes qu'on y trouve. Le premier d'entre eux, c'est qu'une personne vote pour défendre ses intérêts : il s'agit de la rationalité au sens économique. Le deuxième, c'est l'idée qu'en laissant toutes les opinions s'exprimer, l'opinion bonne finit par émerger, par l'action de la raison. Sinon, cela n'aurait aucun sens d'envisager le pluralisme d'expression comme un bien ! Le troisième présupposé, c'est l'hypothèse de Jürgen Habermas : des groupes en concurrence les uns avec les autres auraient la capacité d'arriver à un consensus rationnel. Ses membres auraient la capacité de mettre de côté leurs intérêts afin de se mettre d'accord sur une solution qui soit la meilleure pour l'intérêt général.

C'est parce que les démocraties font l'hypothèse de ces trois formes de rationalité que la question des émotions s'y pose de façon particulièrement aiguë. Mais également parce que la politique a développé des méthodes de communication et de manipulation qui proviennent directement des méthodes publicitaires. Aujourd'hui, toute une armée de consultants fabrique l'offre politique selon des méthodes de marchandisation émotionnelle qui sont le propre de la consommation.

Ces émotions peuvent-elles constituer un danger pour la démocratie ?

Pour moi, en tant que sociologue, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise émotion en tant que telle. En cela, je suis différente du philosophe ou du psychologue. Toutes les émotions ont une fonction sociale. Dans le contexte politique, elles émergent dans des structures narratives, des histoires, des schèmes de causalité. Un discours politique consiste à expliquer pourquoi les choses sont telles qu'elles sont, et à ouvrir la possibilité d'un changement. À partir de cette articulation narrative se crée une émotion centrale, un vecteur émotionnel durable.

Je ne pense donc pas qu'on puisse se débarrasser des émotions. On peut aller voter parce qu'on est en colère contre l'injustice, par exemple : c'est une motivation de vote qu'on considère comme légitime et dont on estime qu'elle ne représente pas de menace, en tant que telle, pour la démocratie. Ce n'est donc pas l'émotion en elle-même mais le type d'émotion qu'on évoque qui est légitime ou illégitime.

C'est-à-dire ?

Deux grandes émotions sont bannies de la pensée démocratique : la peur et le dégoût. C'est la politologue américaine Judith Shklar qui a formulé l'idée du libéralisme de la peur. Pour elle, à partir du moment où un membre d'un groupe vit dans la peur en tant que membre de ce groupe, c'est qu'on ne

Eva Illouz est sociologue, directrice d'études à l'EHESS. Elle a fait de la sociologie des émotions son principal champ de recherches. Elle est l'autrice de nombreux ouvrages dont *Les Émotions contre la démocratie* (Premier Parallèle, 2022).



se trouve plus dans un régime libéral – c'est-à-dire un régime où l'État protège les minorités (Noirs, homosexuels, Juifs, etc.) des persécutions. Un régime libéral, selon elle, ne fait pas appel à la peur pour établir la légitimité du gouvernant. À l'inverse, dans *Le Prince* de Nicolas Machiavel (1532), la peur est considérée comme un moyen légitime de gouverner. Pour lui, c'est la façon la plus efficace de contrôler les citoyens de la République et d'obtenir l'ordre social. Dans la modernité, en revanche, on considère que le gouvernant doit être lié au gouverné au moyen d'un contrat social: on exige une forme de symétrie dans ce que les deux se doivent. La présence de la peur n'est plus intelligible. Or, les sociologues se sont aperçus que les régimes libéraux se définissant par leur fonction de protection ont aussi tendance à accroître les objets de la peur: terrorisme, pandémie, etc. La peur n'a pas du tout disparu de notre horizon politique.

Pour Machiavel (16e siècle), la peur est considérée comme un moyen légitime de gouverner.

De même, en démocratie, on n'est pas censé exprimer de dégoût vis-à-vis d'un groupe. Donald Trump, qui pour moi est tout à fait en dehors des normes démocratiques, utilise constamment le dégoût. Récemment, il a ainsi parlé des immigrants haïtiens qui mangeraient des chiens et des chats à Springfield, dans l'Ohio. Le but de cette histoire, c'est de créer du dégoût. La peur et le dégoût des immigrants qui violent et qui volent sont des mécanismes très puissants de sa campagne. Ces deux émotions, la peur et le dégoût, qui sont en fait fréquemment utilisées par des populistes – que ce soit Geert Wilders, Éric Zemmour ou Donald Trump –, sont profondément antithétiques avec la démocratie.

Mais le camp adverse n'exploite-t-il pas aussi le dégoût que ces propos populistes peuvent provoquer?

Je pense que, dans le cas du dégoût, il y a une asymétrie entre les deux orientations politiques. Rappelez-vous d'Hillary Clinton, en 2016: elle avait appelé les gens qui votent Trump «*a basket of deplorables*», c'est-à-dire, «*un panier de gens déplorables*»: cela a fait un vrai scandale; elle a dû s'en

excuser le lendemain et beaucoup de gens pensent que ça lui a coûté l'élection. Quand on pense au nombre de propos scandaleux prononcés par Trump sur les vétérans, les handicapés, les femmes, les immigrés: non seulement cela ne lui coûte rien, mais en plus, cela plaît à sa base et la conforte dans son soutien.

La peur et le dégoût, ce sont justement deux des émotions que vous utilisiez en 2022 pour analyser le discours de Benyamin Netanyahou, en Israël. Cette grille d'analyse est-elle toujours valable aujourd'hui, dans le contexte du conflit actuel avec le Hamas et le Hezbollah?

Lorsque j'ai écrit *Les Émotions contre la démocratie*, en 2021, j'essayais de comprendre comment Benyamin Netanyahou avait pu se maintenir au pouvoir – ce qui semblait presque inexplicable. Pour ce faire, j'ai développé une grille de lecture du populisme israélien. Il m'a semblé pouvoir déchiffrer ce populisme à travers l'exercice de quatre émotions: la peur, le dégoût, le ressentiment et l'amour de la patrie. Ces quatre structures narratives, qui fonctionnent ensemble, permettent d'expliquer le pouvoir de Netanyahou – et on peut également les retrouver chez Trump et d'autres.

Le populisme joue sur le ressentiment, l'amour de la patrie, la peur et le dégoût.

Dans le contexte de la guerre, tous ces sentiments sont exacerbés: l'amour de la patrie, la peur et le dégoût de l'ennemi, évidemment. Mais en temps normal, ce dégoût exprimé par une poignée d'extrémistes se porte sur des objets variés au sein de la société: ce sont les féministes, les gauchistes, les homosexuels, les Arabes, les laïcs. Or, il y a aujourd'hui un tel discours de solidarité nationaliste que les différences entre les groupes à l'intérieur de la société sont mises en sourdine afin de renforcer la solidarité intérieure face à l'ennemi.

Le ressentiment et l'amour de la patrie sont-ils, comme la peur et le dégoût, incompatibles avec la démocratie?

Non. On peut même voir dans le ressentiment un affect tout à fait démocratique. Se demander «*Pourquoi cette personne possède-t-elle cela et moi non?*», c'est légitime. L'envie n'est pas une pathologie de la démocratie; à mon avis, c'est son essence. Alexis de Tocqueville l'avait déjà signalé. À partir du moment où on proclame que tous les hommes et les femmes sont égaux, il est inévitable que les uns et les autres se comparent.

Quant à l'amour de la patrie, il n'est pas du tout antithétique avec la démocratie. La gauche a longtemps été patriote. C'est la Seconde Guerre mondiale qui a rendu ce rapport à la nation et à la patrie plus problématique. Par contre, on pourrait établir une distinction entre un amour de la patrie inclusif, qui prévoit des mécanismes pour accepter et intégrer les étrangers, et un amour de la patrie exclusif, qui veut réserver cet amour à un groupe donné.

En quoi les émotions peuvent-elles influencer le vote?

La première caractéristique des émotions, c'est qu'elles ont le pouvoir de submerger notre intérêt – par exemple, si mon patron me dit quelque chose de désagréable, que je m'emporte, et que je me fais licencier le lendemain, j'ai, à ce moment-là, préféré ma colère à mon intérêt. De la même façon, on peut choisir de voter pour quelqu'un contre nos intérêts, tant que cette personne donne expression à notre ressentiment et notre colère. Leur deuxième caractéristique, c'est que les émotions peuvent nous rendre imperméables à la réalité. Si j'aime beaucoup quelqu'un, je peux savoir qu'il se comporte mal vis-à-vis d'autrui sans que cela altère l'amour que je lui porte.

Ces deux caractéristiques peuvent expliquer la stabilité de l'électorat de Trump, malgré les procès ou la révélation d'avoir trompé sa femme alors qu'elle était enceinte. Tous ces faits n'ont pas véritablement de prise sur son électorat. Je pense que cela s'explique par le fait que les motivations pour voter Trump proviennent d'une matrice émotionnelle. Elles s'inscrivent dans une structure narrative, une histoire, un système qui permet d'expliquer le monde: «*les gens de Washington veulent tout nous prendre*», «*les immigrés sont en train de nous remplacer*», «*la révolution woke a tué toutes nos valeurs*», etc.

Pour en finir avec le populisme, serait-il envisageable d'essayer de se défaire de ces émotions en s'en remettant à la technocratie?

Je ne pense pas qu'il y ait de recette magique pour se défaire du populisme. Il faudrait commencer par reconstruire une gauche un peu plus crédible, plus proche des travailleurs. En effet, le populisme vient de ce qu'une bonne partie du discours de la gauche n'a pas su répondre au malaise ressenti par beaucoup de travailleurs des classes ouvrière et moyenne, qui ont le sentiment de ne plus avoir de prise sur leur quotidien. Il vient aussi de ce que le politique a été mis en défaite par une complexité sociale, économique et technologique croissante. Le discours politique doit refléter les problèmes sociaux, les structures sociales, les relations

sociales ; mais ces derniers sont devenus si compliqués que ce n'est plus possible. Le budget, l'inflation, le chômage : même les économistes n'en comprennent pas toujours tous les déterminants. La politique est devenue une question d'expertise que les experts eux-mêmes ne maîtrisent pas. La réponse du politique a été non seulement de simplifier son discours, mais, de plus, de se détacher de cette complexité.

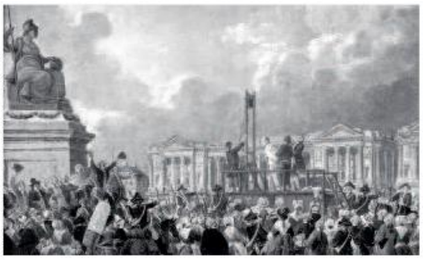
Les structures de pouvoir sont également devenues aussi diffuses que complexes. Surtout avec les grandes compagnies technologiques, les Gafam, qui ont des fortunes plus grandes que celles de l'État et un pouvoir idéologique ultrapuissant. Le schéma binaire de la pensée marxiste, par exemple, où il y a des possédants et des dépossédés, ne fonctionne plus du tout. Nous sommes tous des travailleurs – bénévoles et volontaires – de la pensée de Google et de Facebook, ce qui complexifie considérablement le champ de la pensée et de l'action politique.

Face à cette complexité du social et de l'économique, on reste sans vrai pouvoir d'action. Le seul pouvoir qui demeure, c'est un pouvoir imaginaire qui s'active par le biais des émotions. Les émotions vivent beaucoup dans l'imagination – avoir peur du noir, par exemple, c'est faire travailler son imagination. Le risque, en ayant trop recours aux émotions, c'est de vivre dans un monde fictif, de ne plus être en prise avec le réel. Se créent alors de vastes espaces imaginaires, remplis de projections et de scénarios émotionnels qui vont alimenter des interprétations paranoïdes de la vie sociale et politique. Cela contribue à accentuer les conflits internes à la société.

Y a-t-il des émotions qu'on pourrait solliciter dans la construction de nouvelles idées démocratiques, pour aller à l'encontre de celles qui sont manipulées par les populistes ?

La réponse conventionnelle à votre question, c'est l'espoir, qui est l'émotion centrale des Lumières. Mais pour moi, c'est d'abord et avant tout la fraternité. C'est une émotion qui fait la jonction entre le théologique et le politique ; c'est la traduction émotionnelle et à basse intensité de l'idéal moral et politique de l'universalisme. Elle donne corps et chair à cette idée abstraite. La fraternité n'a pas besoin de situer l'autre dans son propre groupe à soi. Elle peut aussi avoir pour objet l'étranger, celui qui n'appartient pas à mon groupe. Et ce n'est pas un point d'arrivée, mais un point de départ. Il ne s'agit pas de créer des institutions fraternelles, mais d'avoir un point de vue fraternel sur la société et sur les autres lorsqu'on crée des institutions. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIETTE THOM









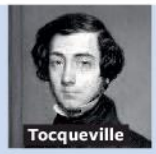


De gauche à droite et de haut en bas : © Photos.com / Getty – © Cliu / Getty – © Bettmann / Getty – © Bettmann / Getty – © Eric Bouvet / Getty – © Carmen Taylor / Getty – © Filippo Bacci / Getty – © poolpik / Getty

19e SIÈCLE

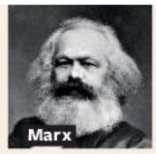
C'est l'âge du libéralisme constitutionnel, des grandes théories socialistes et des idées contre-révolutionnaires, qui ont façonné notre temps.

LIBÉRALISME


Tocqueville

Français (Benjamin Constant, Alexis de Tocqueville)
Anglais (Edmund Burke)
Américain (Thomas Paine)

SOCIALISME


Marx

Libertaire, anarchiste (Pierre-Joseph Proudhon)
Révolutionnaire (Karl Marx, Auguste Blanqui, Jules Guesde)
Réformiste (Eduard Bernstein)
Solidarisme, républicanisme (Léon Bourgeois, Célestin Bouglé)

CONSERVATISME


Napoléon

Bonapartisme
Pensée contre-révolutionnaire (Joseph de Maistre, Louis de Bonald)
Boulangisme

TROIS SIÈCLES **d'idéologies**

Nés pour une part des Révolutions modernes (anglaise, américaine, française), les grands courants politiques traversent les pays et les générations. Ils restent identifiables malgré les hybridations, les variantes, les nuances et les subdivisions. Tour d'horizon.

De gauche à droite et de haut en bas : © Domaine public – © Creative commons – © Domaine public – © Domaine public – © Domaine public – © Christian Charisius / DPA / Picture alliance /Getty – © Domaine public – © Libre de droits – © Michael Kappeler / DPA / Picture alliance /Getty – © Creative commons – © Adam Glanzman / The Washington Post / Getty – © Domaine public – © Xander Heinl / Photothek / Getty – © Domaine public – © Creative commons

20e SIÈCLE

Marqué par deux guerres mondiales, il voit surgir les totalitarismes, fleurir les démocraties et s'effondrer les empires coloniaux. Il s'achève sur la mondialisation néolibérale.

LIBÉRALISME


Hayek

Néolibéralisme (Friedrich Hayek)
Démocratie chrétienne (Marc Sangnier)
Fédéralisme européen (Jean Monnet, Altiero Spinelli)

SOCIALISME


Senghor

Socialisme démocratique (Léon Blum, Willy Brandt)
Anarcho-syndicalisme (Georges Sorel)
Socialisme libéral «Troisième voie» (Tony Blair, Anthony Giddens)
Négritude (Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire)
Tiers-mondisme (Immanuel Wallerstein)

CONSERVATISME


Thatcher

Thatchérisme, reaganisme (Margaret Thatcher, Ronald Reagan)
Gaullisme
Royalisme (Charles Maurras)
Catholicisme traditionaliste

TOTALITARISMES


Hitler

Fascisme
Nazisme (Adolf Hitler)
Bolchévisme, stalinisme (Lénine, Staline)
Maoïsme (Mao Zedong)

AUTORITARISMES


Castro

Franquisme
Péronisme
Castrisme
Chavisme
Nationalismes arabes et asiatiques (Nasser, Suharto)

ISLAMISME POLITIQUE


Khomeini

Frères musulmans (Sayyid Qutb)
République islamique d'Iran (ayatollah Khomeini)

21e SIÈCLE

Les idées mutent encore : libertarianisme, populisme, écologie décroissante, techno-solutionnisme, défense des minorités dominées, droits humains et non-humains, mais aussi jihadisme

LIBÉRALISME


Musk

Libertarianisme de droite (Elon Musk)

SOCIALISME


Thunberg

Écologie politique (Greta Thunberg)
Intersectionnalité: race, classe, genre (Judith Butler)
Cosmopolitisme (David Held)
Décroissance

CONSERVATISME


Modi

Traditionalisme religieux (Narendra Modi, Manif pour tous)
Souverainisme
Suprémacisme blanc
Survivalisme

POPULISMES ILLIBÉRAUX


Trump

États-Unis: Donald Trump
Brésil: Jair Bolsonaro
Bolivie: Evo Morales
Hongrie: Viktor Orban

NATIONALISMES AUTORITAIRES


Poutine

Russie: Vladimir Poutine
Chine: Xi Jinping
Turquie: Recep Tayyip Erdogan

ISLAMISME RADICAL


Ben Laden

Chiisme (République islamique d'Iran, Hezbollah)
Salafisme
Jihadisme (Ben Laden, Daesh)





© Valery Hache / AFP

FRANCE, LIGNES BRISÉES

C'est un pays politiquement secoué, et réveillé par la même occasion, qui aborde 2025. La dissolution du 9 juin a révélé une France coupée en trois, difficilement gouvernable, où l'extrême droite a obtenu des scores sans précédent – mais pas la majorité à l'Assemblée nationale. Le Parlement est bloqué, pourtant les idées politiques bouillonnent à la base. À gauche s'expriment des mouvements de résistance hybrides, mêlant écologie, social et autoaffirmation de groupes « dominés ». À droite, on prétend résister au wokisme en s'en prenant à l'État de droit. L'idée que l'immigration est une menace se fraie un chemin jusque dans un électorat de gauche. Et des électeurs de droite adhèrent à des thèmes de gauche comme la justice fiscale. Les partis semblent plus suivre qu'impulser ces courants paradoxaux.

CLIVAGE
Droite et gauche : le grand brouillage ?

Par **Jean-Vincent Holeindre**

La vieille dichotomie héritée de la Révolution française garde sa force symbolique. Malgré l'apparition de nouveaux clivages, les électeurs s'y réfèrent encore pour interpréter les débats les plus complexes.

Lorsqu'Emmanuel Macron a été élu président de la République en 2017, l'un de ses arguments de campagne était qu'il fallait dépasser les oppositions traditionnelles, en commençant par la plus structurante: la division entre la droite et la gauche. L'objectif était de rassembler les Français autour d'un projet commun, tourné vers l'efficacité. Oublier les idéologies, perçues comme dépassées, et surmonter de cette façon les divisions jugées stériles entre deux camps qui s'étaient partagé le pouvoir depuis trente ans, sans résultats probants. La fameuse doctrine «En même temps» consista ainsi à piocher dans les bonnes idées de droite et de gauche, sans exclusive.

Ce positionnement, présenté comme pragmatique, s'est inscrit dans un mouvement de longue durée initié dans les années 1990 par le Parti travailliste britannique (*New Labor*), dirigé alors par Tony Blair, devenu Premier ministre du Royaume-Uni entre 1997 et 2007. Cette troisième voie, «*par-delà la gauche et la droite*», fut inspirée par l'ouvrage éponyme du sociologue Anthony Giddens. À l'époque, l'ouvrage avait fait l'objet de vives critiques au sein du Parti socialiste en France, qui y voyait une trahison de ses idéaux et une conversion à un libéralisme penchant vers la droite. Le rôle d'Emmanuel Macron, issu des rangs socialistes, a été de briser explicitement le tabou, dans le sillage de deux précédents présidents socialistes qui avaient ouvert la voie sans véritablement l'afficher: François Mitterrand (1981-1995) initia dès 1983 le tournant de la rigueur budgétaire; François Hollande (2012-2017), tout en se présentant comme l'«*adversaire de la finance*», adopta le Pacte de stabilité, provoquant une scission dans son camp entre les socialistes «frondeurs» et les tenants de la ligne sociale-libérale (représentée aujourd'hui par Bernard Cazeneuve).

Avec le recul du temps, on peut s'interroger non seulement sur l'efficacité de ces mesures supposées apolitiques, mais aussi sur la pérennité du clivage droite-gauche. Le macronisme, comme le blairisme, n'est-il pas une simple conversion de la gauche aux idées de la droite sous couvert de dépassement, comme en témoigne aujourd'hui l'alliance gouvernementale avec les Républicains? En retour, le choix en faveur de la dépense publique de gouvernements marqués à droite (sous Chirac et Sarkozy notamment) ne représente-t-il pas une acclimatation de ces courants à un keynésianisme initialement plébiscité par la gauche? C'est ainsi que s'est installé un brouillage de la vie politique des démocraties libérales: la distinction entre la droite et la gauche a été affectée par l'apparition d'un «bloc central» réunissant les courants de centre-gauche et centre-droit, dont Emmanuel Macron est le symbole et l'héritier.

UN EFFRITEMENT EN TROMPE L'ŒIL

Pour autant, la réémergence d'idées radicales, à gauche et à droite de l'échiquier politique, montre que derrière l'effritement apparent, les deux blocs structurent en profondeur la vie politique, notamment en France. Dans ce pays, le poids de l'histoire est fort: les catégories de droite et de gauche sont nées en 1789, lors de la Révolution française. L'Assemblée constituante accorde à Louis XVI un droit de veto permettant au roi de censurer certaines lois du Parlement: à gauche de l'hémicycle, les députés s'y opposent; à droite, ils y sont favorables. Si les catégories sont d'abord spatiales, elles vont vite désigner des orientations idéologiques. La gauche est associée au progrès, à l'égalité et au changement (réforme ou révolution); la droite défend la monarchie, la hiérarchie et la tradition issues de l'Ancien Régime.

Ce clivage conserve toujours une fonction organisationnelle dans le système politique français. Les institutions, comme



L'Assemblée nationale française
quelques jours avant la dissolution du 9 juin 2024.

Des questions comme le rapport à l'égalité, à l'État, à l'ordre, à la culture, polarisent durablement.

l'Assemblée nationale ou le Sénat, continuent d'organiser les débats selon cette dichotomie. Les partis eux-mêmes, bien que recomposés, se revendiquent encore de cette identité, insistant à l'heure du brouillage sur leur ancrage à droite ou à gauche, sans pour autant assumer la position à l'extrême de l'échiquier politique. De plus, le clivage droite-gauche agit comme un référentiel symbolique. Sur le plan idéologique, il existe certes des dizaines de nuances de droite et de gauche. Cependant, les électeurs recourent à cette division structurante pour interpréter les débats les plus complexes et s'y situer, comme l'ont montré Jean-Yves Dormagen et Cécile Braconnier dans leurs travaux sur la politisation des citoyens.

Gauche et droite sont donc des catégories durables, résilientes, car elles renvoient à la structuration de l'offre comme de la demande politique. Depuis les premières études, dans les années 1950-1960, sur l'autopositionnement des citoyens suivant l'axe droite-gauche, on observe des constantes. Des questions comme le rapport à l'égalité, à l'État, à l'ordre, à la culture, polarisent durablement la droite et la gauche. Les citoyens dont la sensibilité est à droite restent attachés aux valeurs traditionnelles, ne s'offusquent pas des différences de salaire et de patrimoine, associées au goût de l'effort, à la valeur travail, au mérite ou bien encore à la préoccupation de pouvoir transmettre leurs biens sans barrière fiscale dirimante. Ils fustigent à l'inverse les formes «d'assistanat», préférant un État gendarme ou arbitre à un État-providence jugé «obèse». Au contraire, les citoyens exprimant une sensibilité de gauche mettent en avant l'égalité, s'opposant aux inégalités qui portent sur le patrimoine, les revenus du travail ou les relations Nord-Sud. Ils plaident pour une redistribution impulsée et organisée par un État fort, sachant lever l'impôt et répartir équitablement son produit. Outre la vision spécifiquement politique, la division entre la droite et la gauche revêt une dimension anthropologique et morale. Les personnalités de droite sont pessimistes tandis que les gens de gauche sont plutôt optimistes: les premiers estiment qu'il faut cadrer une nature humaine faillible tandis que les seconds croient au progrès et à la capacité du politique à «changer la vie».

Dans une enquête récente du Cevipof, Luc Rouban part du constat selon lequel la gauche, qui occupait jusque-là la moitié de l'espace politique, est aujourd'hui réduite au tiers dans la tripartition du paysage politique entre gauche, centre et droite. Existe-t-il une «armée de réserve à gauche» susceptible de couvrir le différentiel lors d'une prochaine élection et de l'emporter sur les forces coalisées du centre et de la droite? Le chercheur répond par la négative, ce qui plaide pour la thèse de la droitisation de l'électorat et d'un devenir minoritaire de la gauche. Celle-ci est ici définie suivant la réponse à cinq questions por-

tant sur le libéralisme économique et culturel: «*Ces enquêtés de gauche estiment qu'il ne suffit pas que les chômeurs le veuillent pour qu'ils trouvent du travail, qu'il n'y a pas trop d'immigrés en France, qu'il convient pour assurer la justice sociale de prendre aux riches pour donner aux pauvres, que la notion de profit est négative et que l'école doit avant tout favoriser le développement d'un esprit ouvert et critique plutôt que le sens de la discipline et de l'effort.*»

NOUVELLES FRACTURES, NOUVEAUX CLIVAGES

La majeure partie des travaux en science politique arrivent à la conclusion que l'axe droite-gauche reste structurant, tout en étant à la fois moins lisible et affecté par de nouvelles fractures économiques ou culturelles.

Ainsi, des travaux récents complètent ces catégories en soulignant le rôle de l'économie. Dans ses travaux sur la défiance institutionnelle, Yann Algan observe que les électeurs les plus touchés par la précarité continuent de se positionner selon un axe redistributif (gauche) ou libéral (droite). Sur un autre plan, selon Pascal Perrineau, l'axe droite-gauche est redoublé par une opposition entre ouverture et fermeture, qui recouvre des tensions identitaires, culturelles et économiques (*lire ci-contre*). La mondialisation, l'immigration et les crises écologiques redéfinissent les comportements politiques, avec des électorats polarisés entre cosmopolitisme et protectionnisme.

Suivant une autre perspective, Nonna Mayer, spécialiste des mouvements sociaux et de l'extrême droite, souligne que les préoccupations identitaires attirent des électorats divers, brouillant les frontières entre droite et gauche. Elle montre comment le Rassemblement National mobilise des électeurs issus des classes populaires, historiquement à gauche, sur des thématiques plus identitaires que culturelles.

Sur l'Ukraine, Jean-Luc Mélenchon à gauche et Éric Zemmour à droite ont pu faire des déclarations pro-Poutine.

L'émergence des préoccupations environnementales complexifie aussi le paysage politique. La question écologique touche à l'ensemble du spectre politique, au point que certains la voient transcender le clivage droite-gauche. On observe surtout un usage stratégique du sujet: d'un côté, l'écologie est historiquement ancrée à gauche, au sein des partis verts qui associent la protection de l'environnement au progressisme et à la contestation du libéralisme économique, notamment sur la croissance; de l'autre, les partis de droite, voire d'extrême droite, s'en saisissent, estimant qu'il n'y a pas d'exclusivité en la matière et que la protection de l'environnement revêt une dimension conservatrice (voir par exemple la revue *Limite* il y a quelques années, autour des mouvements de droite identitaire).

De façon générale, les enjeux culturels – féminisme, droits des minorités, sexualités – polarisent davantage la jeunesse, comme le montre Vincent Tiberj dans ses analyses sur les générations politiques. Ces questions peuvent aussi transcender l'opposition droite-gauche, créant des alliances autour des questions féministes par exemple, mais elles peuvent aussi générer des tensions partisanes.

Enfin, les questions internationales et stratégiques représentent une donnée importante de ces nouvelles polarisations politiques. En 2022, lors de son déclenchement, le conflit en Ukraine a suscité une «union sacrée» au sein de l'opinion et de parlementaires autour du soutien humanitaire à la population ukrainienne, touchée par les effets de la guerre. Cependant, avant l'escalade, le conflit entre la Russie et l'Ukraine avait fait ressortir d'autres polarités au-delà de la gauche et de la droite: d'un côté, Jean-Luc Mélenchon à gauche et Éric Zemmour à droite ont pu faire des déclarations pro-Poutine tandis que l'opposition à l'autoritarisme russe (ou chinois) est un marqueur durable chez les libéraux de droite et de gauche. De même, le conflit à Gaza a entraîné un regain de mobilisation propalestinienne au sein de la gauche radicale, tandis que le bloc central adoptait une position plus nuancée, voire pro-israélienne.

Si le clivage droite-gauche ne s'efface pas, il évolue donc pour intégrer de nouvelles problématiques. Des fractures identitaires, culturelles, environnementales et internationales affectent le paysage idéologique, mais elles ne remplacent pas l'axe historique articulé par les débats sociaux et économiques. À l'ère des populismes et des crises multiples, la division de la gauche et de la droite reste un outil précieux pour comprendre la vie politique, ses alliances comme ses tensions, ses propositions et ses oppositions. ●

BIBLIOGRAPHIE

Yann Algan, «Comment l'individualisation de la société a favorisé le populisme», *Émile, le magazine des Sciences Po*, n°24, 2022.

Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention*, Gallimard, 2007.

Marc Crapez, «De quand date le clivage droite-gauche en France?», *Revue française de science politique*, n°48, 1998/1.

Marcel Gauchet, *La Droite et la Gauche. Histoire et destin*, Gallimard, 2021.

Christophe Le Digol, *Gauche-droite, la fin d'un clivage? Sociologie d'une révolution symbolique*, Le Bord de l'eau, 2018.

Nonna Mayer, Marion Fontaine et Cyril Lemieux, «Le sentiment dominant chez les ouvriers et les employés est de ne plus être politiquement représentés par aucun parti», *Germinal*, n°3, 2021.

Janine Mossuz-Lavau, *Le Clivage droite-gauche. Toute une histoire*, Presses de Sciences Po, 2020.

Pascal Perrineau, *Les Croisés de la société fermée: l'Europe des extrêmes droites*, L'Aube, 2016.

Vincent Tiberj, *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, PUF, 2017.

FOCUS

LES NOUVELLES BATAILLES IDENTITAIRES

La droite réussit à capter un électorat populaire qui ne se reconnaît plus dans les priorités mises en avant par la gauche, dont la défense des minorités.



© Robert Deyrail / Gamma-Rapho / Getty Images

Les enjeux culturels et identitaires (discriminations liées au genre, à la sexualité, au faciès...) ont pris une grande place dans le débat sur les idées politiques. Ils semblent avoir fait passer au second plan la question économique et sociale, ce qui suscite un clivage au sein de la gauche entre les tenants d'une ligne sociale (François Ruffin) et les partisans d'une ligne plus culturelle (Jean-Luc Mélenchon).

Dans un contexte international marqué par l'amplification des inégalités et la paupérisation des classes «moyennes», un nouveau clivage s'est dessiné, correspondant à des interprétations opposées de la mondialisation: d'un côté, ceux qui en bénéficient, voient en elle une opportunité (les «ouverts») et ne comprennent pas que tout le monde n'adhère pas au cercle vertueux de la croissance et de l'interdépendance; de l'autre, ceux qui en souffrent, ne se sentant pas armés pour affronter la mondialisation, l'identifient comme une menace à la fois économique et culturelle (les «fermés»).

Une nouvelle lutte de classes, globalisée, s'est fait jour, dont le mouvement des Gilets jaunes puis le mouvement trumpiste «*Make America Great Again*» sont des réfractions nationales. Leur caractéristique commune est d'avoir conjugué des revendications économiques, sociales et culturelles que la gauche a de la peine à entendre et convertir politiquement, ce qui a profité jusque-là à la droite et l'extrême droite.

En effet, ces mouvements ancrés dans les classes populaires ont paradoxalement favorisé des courants élitaires, conservateurs et complotistes plutôt que des partis politiques progressistes et rationalistes, qui aurait pu tirer parti d'une conjoncture économique et sociale dégradée pour proposer une refondation politique. La gauche américaine semble aujourd'hui inaudible, comme déconnectée de son socle électoral, qui lui reproche de l'avoir oublié au profit de deux autres clientèles: d'une part, les élites libérales gagnantes de la mondialisation; d'autre part, les minorités genrées et racisées, perçues comme la raison d'être de ce mouvement social pour l'égalité.

L'émergence du vocable «woke» dans le débat public est le symbole de cet étrange retournement. D'un côté, les idées politiques woke sont issues d'une mobilisation massive, autour du mouvement Black Lives matter en 2014, pour l'égalité des droits et l'opposition aux bavures policières contre la minorité noire. De l'autre, au lieu de bénéficier à la gauche démocrate, cette mobilisation a essuyé un effet boomerang qui a servi la droite américaine, laquelle a brandi la menace woke pour attirer des classes populaires s'estimant oubliées économiquement et socialement, y compris au sein des minorités racisées ou genrées, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes.

Ce débat sur le woke a été importé en France. Il oppose aujourd'hui la droite conservatrice, estimant que ce mouvement constitue une atteinte à la liberté d'expression, et la gauche «culturelle», notamment au sein de la France insoumise, qui voit dans les inquiétudes de la droite une forme de panique morale. **J.-V.H.**



Le disrupteur déconstruit

Par **Rémi Lefebvre**

Élu sur un discours de rupture, l'encore jeune président a évité de s'inscrire dans une doctrine. Sa pratique, libérale sur le plan économique, est devenue de plus en plus verticale. Et s'est banalisée.

Emmanuel Macron, après son second mandat, ne pourra plus se représenter en 2027. Les idées et les principes qui ont inspiré ses pratiques et ses actions relèvent-ils d'une cohérence idéologique ou d'un corpus doctrinal bien délimité ? Le macronisme lui survivra-t-il ? Élu en 2017, «*par effraction*», pour reprendre ses termes, il est le premier président de la République à ne pas s'inscrire dans une filiation, un courant historique ou un «-isme» préexistant. Resté assez évanescent, le macronisme relève pourtant bien d'une caractérisation idéologique.

Rémi Lefebvre est professeur de science politique à l'université de Lille. Il a publié plusieurs livres de science politique, sur la gauche, sur les pouvoirs locaux et sur l'expérience macroniste.

LE CENTRISME INITIAL

Emmanuel Macron a fait irruption dans le jeu politique avec une offre «disruptive» – subversion du clivage gauche-droite et des manières traditionnelles de faire de la politique («*La politique n'est pas une profession réglementée*»). Mais celui qui se présente comme le candidat du «*renouvellement*» voire de la «*Révolution*» (le titre de son ouvrage d'entrée en campagne) est un pur produit du système élitaire, déjà ancien, de la technostructure dominante, converti au libéralisme économique et à une vision que le juriste

Du libéralisme culturel de 2017, le macronisme au pouvoir a basculé et se teinte désormais d'illibéralisme et d'autoritarisme.

Alexandre Viala a appelé «épistocratique» (gouvernement dépolitisé qui confie la conduite des affaires aux experts, voir «Le macronisme ou le spectre de l'épistocratie», *Le Monde*, 19 octobre 2017). Outsider surdoté en ressources, Emmanuel Macron apparaît en 2017 comme un «*maverick*», expression du politiste Robert Barr qui désigne un «*membre de la structure de pouvoir établie qui rompt avec elle de l'intérieur*». Le macronisme d'alors est un hybride de libéralisme culturel et de libéralisme économique proeuropéen qui se démarque et de la «culture du statut» de la gauche et du conservatisme sociétal de la droite. Arrivé au pouvoir, le Président n'a produit, hormis quelques longs entretiens dans la presse, aucune réflexion d'ampleur qui pourrait s'apparenter à un travail doctrinal. Son mouvement, La République en marche, a très vite renoncé à remplir la fonction idéologique qu'on peut attendre d'un parti. David Amiel et Ismaël Emelien, deux proches conseillers du Président, ont publié en mars 2019 un «manifeste», *Le progrès ne tombe pas du ciel* (Fayard) qui esquisse une définition assez vague du macronisme entendu comme «*progressisme*», «*optimisme*» et «*maximisation des possibles*» centrée sur l'émancipation. Emmanuel Macron n'a jamais voulu s'embarrasser d'une doctrine trop figée pour rester agile politiquement. Il a démontré une grande capacité d'adaptation au moment de la crise des Gilets Jaunes et de la pandémie de covid (il n'hésite pas alors à accroître la dépense publique).

UN NÉOLIBÉRALISME

Faute de théorisation, le macronisme se définit en actes par la pratique du pouvoir et les politiques publiques menées depuis 2017. Sur le plan économique, elles ne marquent aucune rupture. Si le macronisme initial pouvait être lu comme une entreprise de modernisation de la gauche, il s'est rapidement révélé comme un néolibéralisme continué et exacerbé. Par néolibéralisme, on entend l'organisation par la puissance publique d'un environnement économique assurant le primat du marché et de la concurrence comme modes d'allocation des ressources. Rhétorique du «ruissellement», loi travail, suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, *flat tax* sur les dividendes, réforme des retraites: les grands marqueurs socioéconomiques vont tous dans le sens d'une politique de l'offre. Le dessein du Président est d'adapter le modèle social français à la mondialisation. Les emblèmes de gauche sont quant à eux peu nombreux: dédoublement des classes en cours préparatoire, «zéro reste à charge» pour le remboursement des lunettes et des prothèses auditives ou dentaires…

La droitisation sur la question des libertés ou du régalien est plus étonnante. Emmanuel Macron s'était construit à gauche en 2016-2017 contre le républicanisme aux accents sécuritaires de Manuel Valls. Il louait alors en matière d'immigration la politique d'Angela Merkel dont il saluait le mélange de «*lucidité, de courage et d'humanité admirable*» et s'insurgeait contre les violences policières. Le glissement à droite est net, sans doute pour satisfaire un électorat conservateur et âgé. Restriction des libertés publiques, tournant sécuritaire aux accents sarkozystes avec Gérard Darmanin, loi immigration de 2024 qui reprend certains raisonnements de l'extrême droite: le macronisme a rompu avec le libéralisme culturel de 2017 et se teinte d'illibéralisme et d'autoritarisme.

UN PRÉSIDENTIALISME

La pratique du pouvoir ne marque pas non plus de rupture. L'horizontalisme de 2017 a rapidement fait place à la verticalité d'un pouvoir surplombant et peu collégial. Emmanuel Macron pousse encore d'un cran le présidentialisme inscrit dans la Constitution. Pour l'historien du pouvoir exécutif Nicolas Rousselier, son élection marque «*un processus de régénérescence des institutions de la Ve République*». Amorcée sous Nicolas Sarkozy, la concentration des pouvoirs s'est accentuée. Le pouvoir est exercé de l'Élysée, dans une forme d'hubris, en lien avec un secrétaire général, Alexis Kohler, proche du Président et omnipotent. Les corps intermédiaires sont méthodiquement court-circuités. La démocratie participative est mobilisée (débat public post-Gilets jaunes, Convention citoyenne sur le climat), mais instrumentalisée. Emmanuel Macron n'a jamais cherché à structurer sur le plan organisationnel un parti (La République en marche puis Renaissance) que les politistes qualifient de «personnel». En d'autres termes, jamais une entreprise politique sous la Ve République ne s'était appuyée sur des ressources aussi faibles et sur la personnalité exclusive d'un homme. La crise politique de l'été 2024 déclenchée par la dissolution de l'Assemblée nationale a montré qu'Emmanuel Macron peine à céder son pouvoir et considère sa politique comme non négociable.

Le macronisme initial («*et de gauche et de droite*») s'est banalisé au pouvoir dans un présidentialisme au service du marché. Emmanuel Macron était une réponse possible à la crise démocratique en 2017. Sa trajectoire au pouvoir pose une question plus générale: le néolibéralisme ne conduit-il pas à une forme d'autoritarisme avec lequel il fait système?

POUR ALLER PLUS LOIN

Bernard Dolez, Julien Fretel et Rémi Lefebvre (dir.), *L'Entreprise Macron*, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

Bernard Dolez, Anne-Cécile Douillet, Julien Fretel et Rémi Lefebvre (dir.), *L'Entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir*, Presses universitaires de Grenoble, 2022.

GAUCHE DE LA GAUCHE
L'intersectionnel sera le genre humain !

Par **Manuel Cervera-Marzal**

Hétérogène et bouillonnante, la gauche radicale invente sans cesse de nouveaux modes d'action. Divisée et dispersée dans une multiplicité de luttes, elle parvient à se rassembler dans les phases de forte combativité.

Les mobilisations sociales fluctuent dans le temps et les phases d'ébullition contestataire s'accompagnent généralement d'un renouveau intellectuel et idéologique. Les années 1990-2000 furent marquées par un cycle altermondialiste qui centrait sa critique sur les méfaits du néolibéralisme. En réponse aux politiques économiques promues par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI), les activistes, réunis à intervalles réguliers dans des contre-sommets à Porto Alegre, Seattle ou Paris, réclamèrent la régulation des flux financiers et une redéfinition des rapports Nord-Sud. Mais, sous le poids de ses contradictions internes et d'une répression parfois féroce, la mobilisation altermondialiste s'essouffla au mitan des années 2000. Profitant d'une phase de relative accalmie sociale, de nombreux gouvernements purent, après la crise de 2008, appliquer des cures d'austérité à leur population.

Comme le dit un slogan souvent entonné en manifestation: «*Qui sème la misère récolte la colère.*» Les peuples contraints de se serrer la ceinture constatèrent rapidement que leurs gouvernements n'en faisaient pas autant et que les profits faramineux des ultrariches atteignaient chaque année de nouveaux records. C'est sur ce terreau d'injustices qu'un nouveau cycle contestataire débuta en 2011, avec des occupations de places publiques par des jeunes (et moins jeunes) plongés dans la précarité, à Barcelone, New York, Athènes, Tunis, Le Caire, Kiev, Istanbul, Beyrouth et ailleurs. La France embraya avec quelques années de retard puisque c'est «seulement» en 2016, en réponse à une nouvelle attaque contre le droit du travail, qu'émergea, dans plus d'une centaine de villes, le mouvement Nuit debout. Ces occupations de places publiques au sein des métropoles, suivies deux ans plus tard par les occupations de ronds-points en zone rurale, annoncent une nouvelle phase ascendante pour la gauche radicale. Cette vitalité de la rue se traduit aussi dans les urnes, comme l'illustrent les 19,58% des suffrages recueillis par Jean-Luc Mélenchon lors du scrutin présidentiel de 2017; le meilleur score réalisé par un candidat situé à la gauche du PS depuis 1969.

MILITANTISME ET COMBATIVITÉ

La gauche radicale désigne un courant politique hétérogène, composé de nombreux groupes, collectifs, organisations et individus qui ne partagent pas nécessairement les mêmes valeurs, les mêmes objectifs et les mêmes stratégies, mais qui ont en commun de se situer à la gauche de la social-démocratie et de lutter pour un monde débarrassé des rapports de domination, d'exploitation et d'oppression. Sans en faire une règle absolue, on peut remarquer que ce courant est d'autant plus divisé qu'il est faible et qu'à l'inverse, dans les périodes de forte combativité, ses différentes composantes parviennent à tisser des alliances et à faire converger les différentes luttes.

Mais attention: si la gauche radicale du siècle dernier a longtemps considéré que tout passait par la lutte collective, par l'engagement militant, de sorte que l'individu devait se sacri-

Manuel Cervera-Marzal est politologue spécialiste des mouvements politiques de gauche et du populisme, il enseigne à l'EHESS et est l'auteur de *Le Populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise* (La Découverte, 2021).



Les causes écologiques fédèrent plusieurs générations de militants qui articulent *« la lutte pour l'environnement à celle contre le capitalisme »*.

fier sur l'autel de la cause, cette posture sacrificielle est désormais révolue. En l'an 2024, l'action n'est plus forcément et uniquement militante: il s'agit aussi de la façon dont chacun se comporte au travail (tel enseignant qui se dit de gauche, mais qui soumet ses étudiants à une concurrence et une évaluation permanentes l'est-il vraiment?), dans le couple (que penser de cet homme qui se dit féministe, mais laisse les tâches domestiques à sa compagne?) et dans les relations amicales (que penser de tel Blanc qui se proclame antiraciste, mais qui s'offusque au moindre morceau de voile ou à la moindre évocation de l'islamophobie et du privilège blanc?). Face aux défis du présent – durcissement autoritaire de l'État de droit, catastrophe climatique, montée des inégalités, féminicides, racisme structurel –, l'essor de nouvelles pratiques s'accompagne donc, à la gauche de la gauche, de nouveaux cadres d'analyse et de nouvelles revendications. L'écologie radicale, dont le répertoire d'action va des marches pour le climat au sabotage et à la désobéissance civile en passant par la lutte contre les grands projets inutiles et imposés, prend souvent le visage d'un écosocialisme qui articule la lutte pour l'environnement à celle contre le capitalisme. La « croissance verte », la « consommation responsable » et le « développement durable » ne sont, aux yeux des écosocialistes, que du *greenwashing* destiné à maintenir l'illusion qu'une croissance infinie est compatible avec un monde fini. Les tenants de cette écologie radicale, dont certaines franges convoquent Bruno Latour et les penseurs du vivant pour interroger le grand partage entre nature et culture, entre humains et non-humains, clament haut et fort: « *Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend.* »

« Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend. »

INTERSECTIONNALITÉ ET VIOLENCES POLICIÈRES

Du côté des luttes féministes, la grille de lecture intersectionnelle s'est progressivement imposée au sein de la gauche radicale, au prix de débats et de certaines réticences de la part de figures du féminisme dit « universaliste », qui voient d'un mauvais œil cette nouvelle vague, et qui n'hésitent pas à lui adresser une série d'accusations en « wokisme », en « *cancel culture* », en « haine des hommes », en « importation des campus américains », en « intolérance » et même en « antisémitisme ». Pourtant, l'intersectionnalité, loin de menacer notre civilisation, est un concept, au croi-

sement des sciences sociales et des luttes d'émancipation, qui combine trois idées simples: 1. il existe une pluralité de rapports de domination (genre, classe, race, validisme, etc.); 2. ces rapports de domination sont autonomes mais imbriqués; 3. étudier la façon dont ces rapports s'articulent permet de mieux les connaître et donc de mieux les combattre. Des collectifs afroféministes comme Mwasi et des personnalités comme Rokhaya Diallo pointent par exemple les angles morts du féminisme traditionnel, trop centré sur l'expérience des femmes blanches (mais aussi des femmes bourgeoises, hétérosexuelles et valides). Il n'en reste pas moins que, sur plusieurs sujets sensibles (le voile, la prostitution et la pornographie), les féministes demeurent divisées; divisions qui se répercutent au sein de toute la gauche radicale.

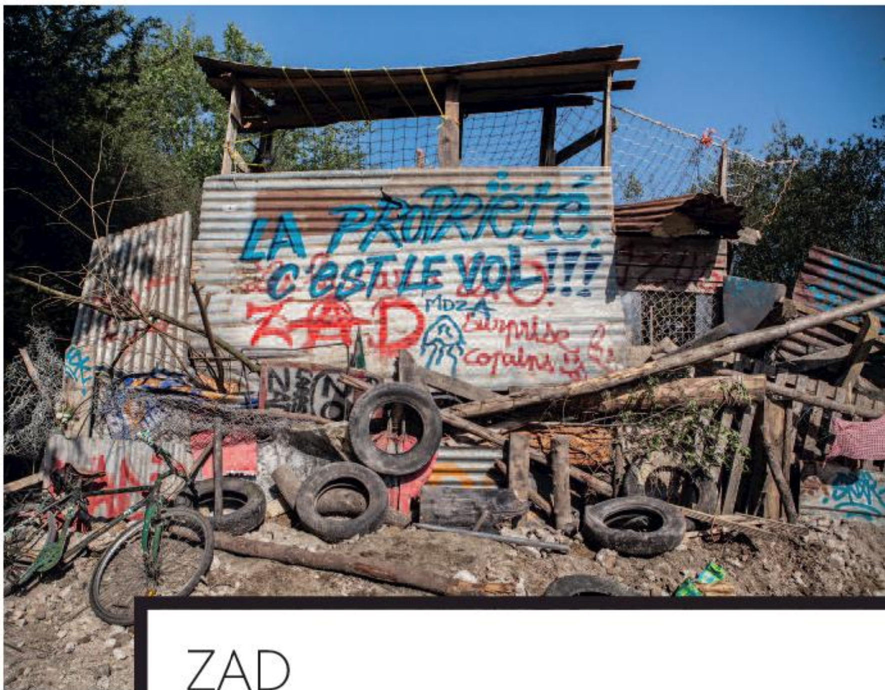
L'égalité (qui prévaut entre citoyens) ne devrait pas s'arrêter à la porte des entreprises.

La lutte contre les violences policières fait aussi partie des foyers contestataires et intellectuels de la dernière décennie. Adama Traoré, Cédric Chouviat, Babacar Gueye, Théo Luhaka, Michel Zecler, Nahel Merzouk: la liste des victimes des forces de l'ordre est longue, trop longue. De nombreuses enquêtes journalistiques et sociologiques font état d'un racisme structurel au sein de la police, dont 70% des membres actifs votent désormais pour l'extrême droite, selon le Cevipof. Pour lutter contre cet état de fait, il faut aussi l'étudier, l'analyser, le comprendre. Certains concepts ont fait leur chemin depuis quelques années: «racisme structurel», «islamophobie», «privilège blanc», «colonialité du pouvoir», «injustice épistémique», «catho-laïcité», etc. Les contempteurs du «wokisme» ont tôt fait de ranger ces concepts au rang de «novlangue» du nouveau «totalitarisme» islamo-gauchiste. Pour la gauche radicale, il s'agit au contraire d'idées heuristiques et novatrices qui rendent intelligible la trajectoire d'extrême droitisation dans laquelle notre pays s'est dangereusement – mais pas inexorablement! – engouffré.

RÉINVENTER LE TRAVAIL ET LA DÉMOCRATIE

Enfin, le renouveau intellectuel se déploie aussi à partir des thèmes classiques de la gauche : le travail et la démocratie. À propos du travail, l'idée d'un revenu de base universel a gagné en popularité en 2017. Benoît Hamon et son mouvement Génération·s en avait fait leur cheval de bataille. Cette idée séduit jusqu'à des collectifs anarchistes, qui y voient la possibilité d'émanciper les travailleurs de la contrainte salariale. Mais une fois encore, le sujet fait débat. Des intellectuels marxistes et des syndicats comme la CGT se méfient de cette proposition qui, il faut le rappeler, est aussi promue par certains économistes libéraux, qui y voient l'opportunité de démanteler la protection sociale traditionnelle. La question du montant d'un tel revenu, et celle de ses sources de financement, sont sujettes à controverse. D'où l'émergence des propositions alternatives, telles que le salaire à vie défendu par Bernard Friot, qui repose sur une socialisation de la richesse produite, par le biais des cotisations sociales. Ces réflexions sur la dissociation entre travail et emploi vont de pair avec des réflexions sur la démocratisation du travail et de la production, qui partent du principe que l'égalité (qui prévaut entre citoyens) ne devrait pas s'arrêter à la porte des entreprises (et doit donc aussi prévaloir entre les travailleurs).

Enfin, si la démocratisation de l'économie est l'objet de réflexions stimulantes, c'est aussi la démocratisation de la politique qui a été mise à l'agenda par la gauche radicale. Face à des représentants politiques que la gauche radicale soupçonne de ne représenter qu'eux-mêmes, idéologiquement (*cf.* le «non» au référendum de 2005 sur le traité établissant une Constitution européenne, que les députés ont ensuite ignoré) et sociologiquement (*cf.* la composition de l'Assemblée nationale où, de législature en législature, le nombre d'ouvriers et d'employés a régulièrement diminué, tombant à moins de 6%, alors que ces catégories constituent 50% de la population active), les propositions affluent. Des projets de nouvelle constitution portés par divers collectifs à la VI[e] République promise par la France insoumise (qui applique fort peu cette promesse au sein de sa propre organisation), en passant par le tirage au sort et le référendum d'initiative citoyenne exigé par les Gilets jaunes, les propositions affluent. Par-delà leur diversité, elles visent à régénérer une démocratie qui a perdu de sa splendeur. Le terme reste doté d'une vraie puissance mobilisatrice, mais le régime qui en porte le nom suscite une défiance grandissante des citoyens. La gauche radicale ne manque pas d'idées, ni même d'énergie pour les appliquer (car, comme le montrent les «actions préfiguratives», il n'est pas nécessaire de gagner les élections pour commencer à expérimenter nos idéaux). Elle bute en revanche sur un climat sécuritaire où les libertés (d'expression, d'association, de manifestation) sont sans cesse rognées, ce qui constitue un frein réel au déploiement des idées. ●



© Antonio Cascio / SOPA Images / LightRocket / Getty

De 2009 à 2018, la zone à défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes a réécrit la grammaire des actions militantes et d'occupation.

ZAD
L'âge de l'occupation

Depuis une quinzaine d'années, nous sommes entrés dans l'«âge de l'occupation»: occupation de ronds-points par les Gilets jaunes, occupations de places publiques par Nuit debout et occupations de zones à défendre (ZAD) à Notre-Dame-des-Landes, à Sivens et à Bure.
Ces occupations dessinent un nouveau rapport au territoire, qui n'est plus conçu comme une ressource à exploiter (ce à quoi le réduisent les entreprises du BTP et les entrepreneurs immobiliers) ni comme une circonscription à administrer (ce à quoi le réduisent les membres de l'État et les élus) mais comme un espace à habiter, de manière démocratique, écologique et égalitaire. Cette nouvelle façon d'habiter le territoire est directement expérimentée par les Gilets jaunes, les zadistes et les nuit-deboutistes, qui n'attendent pas l'autorisation des gouvernants pour mettre en œuvre, ici et maintenant, les prémices du monde qu'ils souhaitent voir advenir. Les sociologues parlent d'action «préfigurative» pour désigner ces pratiques par lesquelles des activistes cherchent à concrétiser leurs idéaux en créant des espaces qui préfigurent d'autres formes de vie. Les ronds-points ne servent plus à circuler, les places publiques à consommer dans les enseignes placées tout autour, et les forêts à être rasées pour le profit des marchands de béton.
Au-delà du nouveau rapport à l'espace, c'est aussi un nouveau rapport à autrui et au temps qui se joue dans ces luttes: l'occupation, en effet, doit aussi s'entendre au sens de «s'occuper» de soi et des autres, d'une façon qui tranche avec l'individualisme forcené et le chacun-pour-soi. Enfin, «s'occuper» signifie s'arracher à la temporalité aliénée des réseaux sociaux, de l'industrie culturelle et de l'exploitation capitaliste, résumés par le triptyque abrutissant et déprimant du métro-boulot-dodo. L'invention de nouvelles idées (une nouvelle conception du temps et de l'espace, une nouvelle articulation entre la fin et les moyens) est indissociable, on le voit, de l'invention de nouvelles pratiques. Au sein de la gauche radicale prévaut une culture de la cohérence entre les principes et l'action, entre les idéaux et le mode de vie. Comme le disait Henry David Thoreau, père de la désobéissance civile et précurseur de la sobriété heureuse: «*Il y a 999 défenseurs de la vertu pour un seul homme vertueux.*» Être de gauche ne se proclame pas. Cela se démontre, dans l'action. **M.C.-M.**



GAUCHE

Le socialisme peut-il renaître ?

Par **Frédéric Sawicki**

Né pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, le Parti socialiste a perdu le contact avec les couches populaires. Les défis du 21e siècle pourraient lui redonner une pertinence.

À observer les débats qui agitent aujourd'hui la gauche française, le socialisme semble être devenu un « gros mot ». Les écologistes s'en détournent car ils l'associent au productivisme, Jean-Luc Mélenchon incline à se définir comme « *écohumaniste* » (1), les communistes et les trotskystes restent fidèles au… communisme. Quant aux « socialistes », bien qu'officiellement devenus « sociaux-écologistes », ils se divisent entre « sociaux-démocrates » et « sociaux-libéraux ». Cette dévalorisation n'est pas propre à la France. La difficulté à redonner un contenu à une idéologie née au 19e siècle en même temps que la société industrielle affecte toutes les gauches européennes. Beaucoup considèrent que le recul de celle-ci et, plus encore, le constat de son caractère destructeur pour la planète auraient sonné le glas du socialisme (2).

Frédéric Sawicki est professeur de science politique à l'université Paris-I et chercheur au CESSP, spécialiste de l'étude des partis et organisations politiques. Auteur, entre autres, de *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, 2e éd., Belin, 2017.

Élections européennes de juin 2024 : le mouvement Place publique de Raphaël Glucksman s'allie au Parti socialiste.

Cependant, c'est oublier que les penseurs socialistes et singulièrement les socialistes français comme Saint-Simon, Charles Fourier, Pierre Leroux ou Pierre-Joseph Proudhon, par-delà leur diversité, ont d'abord cherché à résoudre un problème plus général issu de la Révolution française : comment faire en sorte que les individus disposent des ressources suffisantes pour être réellement libres et égaux en droit? Ils ont soulevé cette question parce qu'ils jugeaient le capitalisme industriel aliénant pour les travailleurs, mais aussi parce qu'ils voyaient dans le développement tentaculaire de l'économie de marché l'avènement d'une société fondée sur l'égoïsme et non sur la fraternité et la solidarité. Or, ce problème et ce péril demeurent d'actualité. Les causes de la perte de centralité du socialisme, en France comme en Europe, doivent donc être davantage cherchées du côté de l'évolution des forces politiques et sociales qui l'ont longtemps revendiqué et promu et de leurs difficultés à inventer un socialisme du 21e siècle.

RÉFORME OU RÉVOLUTION?

Les idées socialistes sont nées au sein du mouvement ouvrier. À la fin du 19e siècle, sous l'influence de la Seconde Internationale créée en 1889, s'impose en son sein la définition marxiste du socialisme. Jugé comme une transition nécessaire vers le communisme, le socialisme de Karl Marx est fondé sur la dictature du prolétariat et la collectivisation des moyens de production et d'échange.

Le mouvement socialiste se divise ensuite entre deux conceptions, réformiste et révolutionnaire, opposition renforcée par la révolution bolchevique. D'un côté, les partisans de la révolution estiment que celle-ci permettra l'éradication rapide de la propriété privée grâce à l'instauration de la dictature d'un parti unique agissant au nom de la classe ouvrière et contrôlant l'État. De l'autre, les tenants du socialisme démocratique acceptent de gouverner ou de soutenir toutes les réformes allant dans le sens de l'amélioration des droits des travailleurs dans le cadre des institutions «*bourgeoises*». Les tenants de cette stratégie ne répudient pas l'objectif de construire une société collectiviste, mais considèrent son avènement comme graduel et compatible avec le libéralisme politique. Leurs succès électoraux vont ainsi leur permettre de promouvoir, des années 1930 jusqu'au début des années 1980, sous des formes et à des rythmes variés selon les pays, des dispositifs qui ont fait advenir ce qu'on a pris l'habitude d'appeler «État providence», tels que la nationalisation des monopoles, l'impôt redistributif, les assurances sociales obligatoires, les congés payés, les conventions collectives, la planification démocratique, la régulation des marchés agricoles, le logement social, la démocratisation de l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur, à la culture, aux activités sportives et de loisirs. Les sociaux-démocrates ont ainsi réussi à limiter l'emprise du marché sur la société et sur la vie de chacun; le modèle de société qu'ils ont promu a été tellement puissant que les conservateurs et les libéraux n'ont pendant longtemps pas cherché à le démanteler.

LA CRISE DU SOCIALISME FACE AU TOURNANT NÉOLIBÉRAL

Par une ironie dont l'histoire a le secret, au moment même où le socialisme autoritaire s'est trouvé discrédité du fait de la disparition de l'empire soviétique et de l'ouverture de la Chine à l'économie de marché, les sociaux-démocrates ont non seulement commencé à gommer toute référence au socialisme de leurs programmes, mais ont également renoncé à le redéfinir précisément. Le socialisme a été ébranlé par la nouvelle configuration politique et idéologique consécutive à la fin de la convertibilité du dollar en or en 1971 et aux chocs pétroliers de 1973 et 1979, marquée par le tournant dérégulateur et antisyndical de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher et des États-Unis de Ronald Reagan, la libéralisation des marchés financiers au début des années 1980 puis des marchés des biens et services. Tout s'est passé comme si les partis se réclamant du socialisme avaient battu en retraite face au néolibéralisme et à la globalisation.

Il y a eu d'emblée deux courants : les réformistes et les révolutionnaires.

Le tournant pris par les socialistes français est à cet égard emblématique : élus en 1981 sur la promesse d'endiguer le capitalisme par un ambitieux programme de nationalisations, ils adoptent, à partir de 1984, un discours modernisateur et proentreprises. Lors de son second mandat, François Mitterrand renonce à revenir sur les privatisations décidées par le gouvernement Chirac (1986-1988); il considère que le niveau des «prélèvements obligatoires» est trop élevé et poursuit la politique de «désinflation compétitive» engagée à partir de 1983 pour permettre le passage à la monnaie unique; la lutte contre les inégalités est ainsi subordonnée à la stabilité monétaire, à la limitation des dépenses publiques et à la compétitivité des

entreprises. La dénonciation du capitalisme est remplacée par celle du «libéralisme sauvage», tandis que la promesse lointaine de l'avènement d'une Europe sociale remplace celle de l'édification du socialisme dans un seul pays.

Cette évolution ne touche pas que les partis socialistes au pouvoir. Le plus puissant des partis communistes occidentaux, le Parti communiste italien, après s'être rebaptisé Parti démocrate de la gauche, proclame ainsi en 1994 qu'«*il n'y a pas d'alternatives à l'économie de marché*» et que les privatisations peuvent «*fournir l'occasion de restructurer l'économie nationale sur une base plus moderne*» (3). Le Parti travailliste, écarté du gouvernement depuis 1979, sous la houlette de Tony Blair, lui emboîte le pas en 1995, en abandonnant la fameuse clause 4 de sa déclaration de principes en vigueur depuis 1918 favorable à «*la propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échange*».

Les structures héritées de l'internationalisme socialiste ne demandent qu'à être revivifiées.

DES «VALEURS» SOCIALISTES À UN ÉCOSOCIALISME À INVENTER

Si la référence au socialisme démocratique n'a pas disparu des déclarations de principe des partis de gauche européens, celui-ci est ramené à un ensemble de valeurs qui ne leur appartiennent pas en propre (justice, liberté, solidarité, mais de moins en moins égalité) et n'est plus rapporté à des instruments spécifiques. En pratique, après avoir renoncé aux nationalisations, à la planification démocratique, au renforcement du contrôle des salariés sur la vie de leur entreprise, les partis de tradition socialiste se replient à partir des années 1980 sur la défense de la Sécurité sociale et l'investissement éducatif, tout en acceptant de transférer une partie des cotisations sociales vers le budget de l'État et en renonçant souvent à une fiscalité redistributive. Ils tendent à réserver l'aide sociale aux plus démunis, tout en la conditionnant de plus en plus à des dispositifs de «responsabilisation» (*workfare*).

S'ils n'ont pas tourné le dos à la dépense publique, ils l'ont réorientée de façon à alléger les «charges» des entreprises au nom de leur compétitivité, un objectif qui a pu les conduire à remettre en question une partie du droit du travail. Cette course à la compétitivité les a ce faisant rendus peu aptes à critiquer le productivisme et la consommation effrénée en dépit de leur prétention affichée à lutter contre le réchauffement climatique. Leur distinction d'avec les partis libéraux et conservateurs passe désormais de plus en plus par des actions en faveur de l'obtention de nouveaux droits, notamment en direction des femmes et des minorités sexuelles, ou plus généralement des citoyens à travers la promotion de divers dispositifs participatifs. Cette évolution n'étant pas propre à la France et l'Europe ne saurait donc être uniquement mise sur le compte des institutions politiques. Elle se retrouve en effet en Asie, par exemple au Japon, et en Amérique latine, à l'exception de la Bolivie et du Venezuela.

Ni la crise financière de 2008 ni la pandémie de covid-19 n'ont réhabilité les instruments classiques d'intervention économique du socialisme démocratique. La mondialisation semble les avoir condamnés à l'obsolescence. La montée des inégalités, la lutte contre le réchauffement climatique et ses effets, la maîtrise des conséquences de l'intelligence artificielle sur l'emploi appellent pourtant des solutions «socialistes» à l'échelle internationale, nationale et locale. Comme l'écrit Michael Löwy, l'épuisement des ressources naturelles implique nécessairement «*une réorganisation d'ensemble du mode de production et de consommation* (...), *selon des critères extérieurs au marché capitaliste*» (4). Pour lutter contre le «*capitalisme cannibale*» (Nancy Fraser) (5), les idées ne manquent pas: revenu universel, réduction du temps de travail, collectivisation des ressources naturelles vitales pour la planète, de la production des médicaments et vaccins essentiels, développement de transports publics à bas coût pour l'usager, taxation du carbone plutôt que sa marchandisation, promotion de l'agriculture biologique et des circuits courts... Les structures héritées de l'internationalisme socialiste ne demanderaient qu'à être revivifiées pour les propager. Pour gagner en conviction, reste donc aux socialistes du 21e siècle à puiser dans d'autres sources que dans celles de leurs prédécesseurs du 20e siècle pour refonder leur critique du capitalisme. ●

(1) Jean-Luc Mélenchon, *Le Choix de l'insoumission*, Seuil, 2016. Les mots «socialisme» ou «socialiste» ne figurent pas dans le programme de 2022 *L'Avenir en commun* (Seuil, 2021).

(2) Ce point de vue est par exemple celui de Serge Audier dans *La Cité écologique* (La Découverte, 2020) qui plaide en conséquence pour un écorépublicanisme.

(3) PDS, «Programma di governo del PDS. Elezioni politiche 27-28 marzo 1994», Rome, février 1994, cité par Donald Sassoon, *One Hundred Years of Socialism. The West European Left in the twentieth century*, Fontana Press, 1996.

(4) Michael Löwy, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Mille et une Nuits, 2011.

(5) Nancy Fraser, *Cannibal Capitalism. How our system is devouring democracy, care, and the planet – and what we can do about it*, Verso, 2022, et «Quel sens pour le socialisme au 21e siècle?», *Germinal*, n° 7, 2023/2.



ÉCOLOGIE

Combien de divisions ?

Par **Céline Marty**

Cinquante ans après la première candidature écologiste à l'élection présidentielle, celle de René Dumont en 1974, l'écologie politique française reste très présente dans les débats, mais peine à imposer une ligne commune.

Comme le montre le philosophe Serge Audier dans *La Société écologique et ses ennemis* (La Découverte, 2017) une « société écologique » valorisant le respect de la biodiversité est imaginée dès les théories présocialistes, anarchistes et républicaines du 19e siècle, mais elle se heurte au productivisme, qu'il soit capitaliste ou socialiste. Dans les années 1930, l'écologie politique française naît discrètement avec Jacques Ellul et Bernard Charbonneau qui critiquent le monde industriel, sa technique, sa transformation de l'habitat urbain et rural et de la consommation. Dans les années 1950, des lanceurs d'alerte, scientifiques, hauts fonctionnaires ou responsables d'entreprise informent sur les transformations environnementales mais sans s'accorder sur leurs causes – l'homme, l'Occident ou l'industrie. À la fin des années 1960, l'écologie naît sous un sens étroit

Céline Marty **est agrégée et docteure en philosophie.** Elle a publié *Travailler moins pour vivre mieux. Guide pour une philosophie antiproductiviste* (Dunod, 2021) et, avec Christophe Fourel et Clara Ruault, de *Ce que la gauche doit à l'écologie* (PUF, 2024).

et technique, définie par le biologiste Ernst Haeckel comme la science des relations des organismes avec leur monde environnant. Les données empiriques forment une écologie scientifique, à partir de laquelle l'écologie politique construit un projet d'émancipation. Les écologistes se distinguent des «environnementalistes» – qui défendent les écosystèmes à l'échelle locale par des actions concrètes – en pointant les causes économiques, sociales et politiques de la crise écologique, pour proposer un projet de société alternatif.

DES LUTTES DE TERRAIN À L'INSTITUTIONNALISATION POLITIQUE

Dans les années 1970 émerge la critique du productivisme comme désir d'accroître la production de façon illimitée, mais elle est encore timide chez les communistes et socialistes. L'écologie politique vient plutôt des militants libertaires, du côté du PSU et de la CFDT. Elle s'oppose aux tendances panétatistes de la droite et de la gauche jacobines en s'incarnant dans des luttes concrètes de la société civile contre la société industrielle et consumériste: c'est une écologie de terrain avant une écologie de bulletin électoral. Elle combat le développement du nucléaire civil, mais aussi l'extension du camp militaire du Larzac, ou le remembrement des parcelles agricoles en Bretagne, tout en défendant les identités culturelles en Occitanie. L'écologie politique est technocritique: la technique et la science ne sont pas neutres, mais modelées par le capitalisme. L'écologie politique naît à gauche, articulée avec la critique du capitalisme.

En 1977, la manifestation antinucléaire de Creys-Malville fait un mort, ce qui éteint les luttes de terrain. Face aux échéances électorales, le courant s'institutionnalise, choix qui ne fait pas consensus parmi les libertaires: le PSU et

L'écologie politique naît à gauche, articulée avec la critique du capitalisme.

Les Amis de la Terre fondent en 1977 un cartel électoral nommé Front autogestionnaire. Ensuite, le mouvement s'organise en Europe dans des partis politiques. Contre une écologie technocratique, gérée par une gouvernance experte et centralisée, la part libertaire de l'écologie politique défend un pouvoir décentralisé des citoyens.

Même s'il est connu de certains scientifiques et acteurs industriels dès les années 1960, le réchauffement climatique, lié au surcroît d'émissions de gaz à effet de serre (GES), devient un problème public à la fin des années 1980. En émergent des courants écologistes variés, sur le plan des valeurs et des projets politiques. Le débat sur les énergies en est transformé: le nucléaire est aujourd'hui défendu par certains écologistes tel Jean-Marc Jancovici comme une énergie plus propre que les fossiles car moins directement émettrice de GES, alors qu'historiquement l'écologie s'est développée contre le nucléaire.

Depuis les années 1970, l'écologie politique libertaire et anticapitaliste d'André Gorz dénonce la société capitaliste de surproduction et de surconsommation en montrant que l'accumulation du capital est incompatible avec la préservation de la nature. Il pointe d'abord la finitude des ressources, des énergies fossiles conventionnelles et des métaux, et les dégâts de la croissance industrielle, en s'appuyant sur le rapport de 1972 «The limits to growth» des époux Meadows qui recommande la stabilisation de la population mondiale et de la production des pays riches.

L'EXPANSION ET LA DISPERSION DES COURANTS DE L'ÉCOLOGIE

L'écosocialisme, issu du marxisme mais critique du productivisme soviétique, se concentre sur l'état des luttes actuelles contre le capital pour articuler les luttes écologistes et ouvrières. Il considère les rapports de pouvoir et les inégalités comme les causes des problèmes écologiques actuels. Ce courant est incarné par Daniel Tanuro, la revue *Fracas* et certains syndicats comme la CGT ou Sud-Solidaires; entre eux est débattu le rôle de l'État et de l'appareil industriel dans la transition écologique.

Sa branche décroissante, portée par Serge Latouche dans *Petit traité de la décroissance sereine*, (Mille et Une Nuits, 2007), Dominique Méda dans *La Mystique de la croissance* (Flammarion, 2014) et Timothée Parrique dans *Ralentir ou périr* (Seuil, 2022) à la suite d'André Gorz, critique l'idéologie de la croissance économique, obsédée par l'indicateur du PIB et prône la réduction délibérée et contrôlée de la production. Loin d'une récession économique, elle souhaite une transformation volontaire et radicale des modes de vie vers une société plus soutenable, équitable et heureuse.

L'écoféminisme, incarné d'abord par Françoise d'Eaubonne dans *Le Féminisme ou la mort* (1974) et aujourd'hui par Geneviève Pruvost dans *Quotidien politique* (La Découverte, 2021), montre les liens entre



Manifestation contre le projet d'autoroute A69 (Tarn, octobre 2023).

la domination du patriarcat et du capitalisme sur les femmes et sur la nature. Le courant défend une reprise en main de la subsistance autonome, par la préservation des savoirs populaires, des terrains agricoles et des outils locaux. Elle rejoint les mouvements d'installation paysanne et de choix techniques autonomes incarnés par l'Atelier paysan. Pour ce courant, l'autonomie consiste dans le fait de pouvoir choisir nos dépendances concrètes quotidiennes.

QUELLE JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ?

L'économie populaire portée par Fatima Ouassak dans *Pour une écologie pirate* (La Découverte, 2023) montre l'impact des crises environnementales sur les classes sociales les plus défavorisées qui subissent le plus

MÉGABASSINES ET AUTOROUTE A69 **Des luttes locales et radicales**

Après l'opposition aux «grands projets inutiles» comme le train Lyon-Turin ou l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, les luttes de terrain ont repris: concrètes et locales, elles interrogent aussi notre modèle social. Les mégabassines, vastes réservoirs artificiels destinés à stocker de l'eau pour l'agriculture intensive, ont engendré des manifestations massives en 2022 et 2023 à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), réunissant écologistes et petits agriculteurs contre cette privatisation de l'eau au profit d'une minorité d'exploitants. Face au projet d'autoroute A69 reliant Toulouse à Castres, les écologistes et les riverains dénoncent l'impact environnemental du chantier et son utilité, au service de la circulation automobile rapide, incompatible avec une transition vers des mobilités plus durables. ● C.M.

la crise écologique et ont moins de moyens d'action pour y faire face; une justice environnementale devrait tenir compte des inégalités sociales et territoriales, en mobilisant les mouvements sociaux de base, comme les associations d'habitants des quartiers. À l'échelle mondiale, l'écologie décoloniale de Malcom Ferdinand dans *Une écologie décoloniale* (Seuil, 2019), montre que le capitalisme et la crise écologique actuelle reposent sur le colonialisme et l'extractivisme – exploitation des ressources naturelles et humaines d'un écosystème. Ces logiques perdurent dans les scénarios d'une transition écologique fondée sur les métaux extraits dans les mines des pays du Sud.

LE PESSIMISME AGISSANT DES COLLAPSOLOGUES

La collapsologie portée par Pablo Servigne et Raphaël Stevens dans *Comment tout peut s'effondrer* (Seuil, 2015) est un champ de recherche qui étudie les crises environnementale, énergétique et socioéconomique en cours, ainsi que les risques d'effondrement des sociétés actuelles, à partir de données scientifiques, économiques et sociales sur divers facteurs systémiques comme le changement climatique, la chute de la biodiversité et l'interdépendance économique mondiale. Elle informe sur les effondrements déjà en cours, de la biodiversité, des cycles naturels de l'eau ou de nos services publics, pour anticiper les risques et les catastrophes mais aussi stimuler l'imagination des moyens pour faire face à ces crises à venir.

L'écologie réformiste, notamment gouvernementale et parlementaire, milite pour une transition écologique à travers des réformes progressives du système économique actuel, par des taxes sur les énergies fossiles ou des plans de financement des énergies renouvelables.

CAPITALISME VERT ET ÉTAT

En face, le capitalisme vert tente de s'approprier le discours écologiste pour trouver d'autres perspectives de profit et de croissance dans de nouvelles parts de marché, par des solutions techniques marchandisables – comme des drones pour remplacer la pollinisation des abeilles – ou du conseil en transition écologique. Le développement durable et la responsabilité sociale et écologique des entreprises veulent accompagner le changement des entreprises actuelles sans transformer radicalement leur logique de production, mais en utilisant des taxes ou des logiques de compensation.

De part et d'autre, un courant technocratique, qui se situe aussi bien dans les organisations privées que dans l'appareil d'État, monopolise le pouvoir de l'expertise sur les réglementations, les normes et les pratiques, avec des experts en prospective, économistes ou ingénieurs.

Au niveau de l'appareil étatique qui concentre le pouvoir institutionnel, il pourrait muter en «écofascisme» s'il revendique l'urgence écologique comme prétexte pour exercer un pouvoir autoritaire qui réduit l'exercice des droits et libertés. Cet autoritarisme se rapproche des écofascismes racistes qui craignent les vagues de migration climatique (en raison de la hausse de la montée du niveau des mers et de la dégradation des conditions de vie sur un territoire). Certains défendent ainsi un néomalthusianisme pour réguler les populations des pays du Sud – et non les modes de vie des pays du Nord.

La diversité de ces courants montre qu'il n'y a pas d'homogénéité des projets écologistes actuels; au contraire, plus la crise écologiste s'impose, plus les courants politiques se l'approprient pour l'intégrer dans leur projet initial. ●

PAR-DELÀ NATURE ET CULTURE
Une écologie de la sensibilité

Sans s'engager politiquement, une éthique environnementale issue de Philippe Descola et de Bruno Latour critique le dualisme entre culture et nature pour attirer l'attention sur notre sensibilité à la nature et notre écosystème en général, pour stimuler l'envie de respecter leur valeur intrinsèque et de les protéger: les philosophes Vinciane Desprez et Baptiste Morizot invitent à penser un continuum entre tous les êtres vivants, avec lesquels il serait possible de faire des alliances, plutôt que de les soumettre dans des rapports de pouvoir. Ils rejettent l'anthropocentrisme pour une approche écocentrique, où la nature a une valeur intrinsèque, indépendante de son utilité pour les humains, ce pourquoi toutes les formes de vie auraient le droit de prospérer. Bruno Latour propose d'inclure les vivants dans les institutions humaines, par un «Parlement des choses» qui intègre leurs intérêts. ● C.M.

FRANCE
Ce pays de gauche qui vote à droite



© Hannah Assouline

Entretien avec **Vincent Tiberj**

Notre pays penche-t-il toujours plus à droite? Pas si sûr, analyse Vincent Tiberj. Dans La Droitisation française. Mythes et réalités *(PUF, 2024), il invite à nuancer l'idée d'une droitisation généralisée de la société française.*

Voyez-vous la progression électorale de l'extrême droite comme un trompe-l'œil?

Pas si on se limite aux résultats des urnes puisque l'extrême droite n'a jamais recueilli autant de voix aux législatives et n'a jamais obtenu autant de députés, après d'ailleurs être passée très près de décrocher la majorité au sein de l'Assemblée. Mais les urnes représentent-elles bien les préférences des électeurs, et surtout celle des citoyens? Les études montrent que les Français demandent davantage de lutte contre les inégalités économiques, se montrent toujours plus ouverts aux progrès sociétaux et de moins en moins hostiles à l'égard du multiculturalisme et à la présence de minorités ethniques sur leur sol. Ce sont plutôt des valeurs de gauche…

D'où viendrait alors, selon vous, la distorsion entre les résultats que l'on observe dans les urnes et la sensibilité des Français?

La sociologie électorale montre qu'il faut dissocier les votes et les soutiens. Non seulement parce que tout le monde ne vote pas, mais en outre parce que parmi ceux qui votent, certains s'expriment contre et non pour – comme ce fut le cas notamment pour les électeurs du centre qui avaient à choisir entre le NFP et le RN lors des dernières élections.

Vincent Tiberj est sociologue et politologue, spécialisé dans l'étude des comportements politiques. Il est professeur des universités à Science Po Bordeaux et chercheur au centre Émile-Durkheim.

Si «droitisation» il y a, elle concerne surtout l'espace médiatique selon vous?

Entendons-nous bien: il a toujours existé des médias politisés, de *L'Humanité* à *Minute* en passant par *Libération* et *Le Figaro*. Ce n'est pas nouveau. Mais ce qui est remarquable et inédit, c'est l'ampleur prise par les médias d'opinions, et notamment à droite avec CNews. La stratégie adoptée par Vincent Bolloré consiste à exercer une vraie pression sur les autres médias et sur le système politique, et il faut reconnaître qu'elle fonctionne. Les journalistes de CNews parviennent à faire croire qu'ils incarnent la proximité du terrain alors qu'à l'évidence les journalistes de France Télévisions ou de France Bleu réellement présents sur le terrain sont bien plus nombreux qu'eux.

Ne s'agit-il pas d'un simple rééquilibrage politique par rapport à un personnel journalistique souvent classé à gauche?

Faisons la comparaison entre CNews et France Inter. Des deux côtés, les publics sont très marqués politiquement avec une surreprésentation d'un camp, à gauche pour France Inter, à droite pour CNews. Mais là s'arrête la comparaison, car à y regarder de plus près, la différence de contenu est patente: France Inter n'a jamais été attaqué pour défaut de pluralisme concernant le temps de parole des différents candidats par exemple. Ensuite France Inter compte parmi ses rangs un certain nombre de voix qui ont un positionnement politique différent. Enfin France Inter s'appuie sur une rédaction reconnue et non des «experts» au statut et à la déontologie discutables.

Et cet accaparement par la droite de la parole publique aurait pour conséquence un découragement ou une démission des citoyens, c'est-à-dire l'abstention ?
Il existe une vieille tradition en sociologie qui considère que l'abstentionnisme est le fait de citoyens qui comprendraient mal les enjeux électoraux, qui seraient aliénés et ne sauraient pas se situer politiquement. Aujourd'hui pourtant, on constate que l'abstentionnisme touche fortement les jeunes et les diplômés, non pas parce qu'ils n'auraient pas d'opinions politiques mais à cause d'un déficit d'offre politique, et aussi parce qu'ils ne se reconnaissant pas dans la logique délégataire qui s'impose à travers le vote. Ils refusent de se taire pour s'en remettre à des élus et préfèrent pratiquer la politique autrement qu'en allant voter. Or, on fait comme si ça n'existait pas !

Mais pourquoi ce désengagement dans les élections concernerait-il davantage les potentiels électeurs de gauche que les potentiels électeurs de droite ?
C'est une réalité factuelle qui peut se mesurer de différentes façons (le fait de se sentir proche d'un parti ou pas, le fait de voter régulièrement ou pas, etc.). Ces non-alignés pourraient se situer plus souvent à gauche, car ils cultivent davantage la critique des représentants politiques et des élites, et adoptent une pratique de la citoyenneté plus assertive et moins déférente. En revanche, ceux qui votent, c'est-à-dire les électeurs alignés et les partisans, sont surtout des baby-boomers (plus conservateurs en matière culturelle) et au sein de ceux-ci les classes moyennes et supérieures (particulièrement conservatrices sur le plan économique). Ainsi, et c'est particulièrement vrai lors des élections à faible participation, les urnes se retrouvent-elles biaisées, à la fois du point de vue générationnel, du point de vue social et du point de vue des valeurs. Voilà qui devrait interroger la légitimité du système démocratique aujourd'hui. D'autant plus que les élections risquent d'être encore moins participatives quand les boomers ne seront plus là…

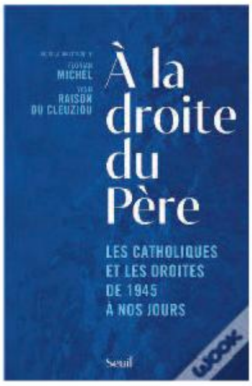
Des Français favorables à l'égalité et ouverts aux progrès sociétaux.

Et comment la France se situe-t-elle par rapport au reste du monde – dont on dit qu'il glisse aussi vers la droite ?
J'ai écrit mon livre en pensant à la montée en puissance de Donald Trump. On retrouve des traits communs avec la situation française, car il y a également aux États-Unis une forte demande en faveur de davantage de redistribution et d'un rôle accru de l'intervention de l'État dans la vie économique ainsi qu'une évolution vers une plus grande tolérance à l'égard de la diversité dans la société. En Angleterre, en Allemagne et ailleurs, les systèmes politiques sont plutôt orientés vers la droite alors que les citoyens sont plutôt animés par des valeurs de gauche. Mais la situation française reste tout à fait particulière, ne serait-ce qu'en raison du mode de scrutin qui joue un rôle considérable de déformation sur les résultats. S'il y avait un scrutin proportionnel, les choses seraient probablement différentes, avec une vision plus équilibrée des différentes forces. D'ailleurs il n'y a qu'en France que l'abstention atteint de tels sommets.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC MANZINI



Média d'opinion très à droite, CNEWS exerce « *une vraie pression sur le système politique* », une stratégie voulue par son propriétaire, Vincent Bolloré.



LIVRE

LES CATHOLIQUES : À DROITE TOUTE ?

Devenus minoritaires, les catholiques français réaffirment en majorité leur ancrage politique au sein des droites.

Dans son ouvrage classique *Les Droites en France* (1954), René Rémond rappelle le mot de Simone de Beauvoir: «*La religion n'est pas à droite, elle* est *la droite.*» Soixante-dix ans après, la somme dirigée par l'historien Florian Michel et le politiste Yann Raison du Cleuziou dessine un «portrait de face» du catholicisme de droite en France, de la fin de la Seconde Guerre mondiale à nos jours: son action politique, ses réseaux, ses idées.

Sur le plan historique, l'ouvrage montre le rôle de la démocratie chrétienne après 1945, structurant le paysage politique de la IV[e] République avec le Parti communiste. Le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 bouleverse cette dynamique. Les milieux catholiques se divisent entre le gaullisme et l'extrême droite, laquelle s'engage pour l'Algérie française et contre de Gaulle, accusé d'avoir trahi la patrie. Le Front national, créé en 1972, bénéficie de l'impulsion de cette «*contre-révolution catholique*» lancée par les réseaux militaires de l'OAS (Organisation armée secrète).

Au milieu des années 1970, l'arrivée au pouvoir d'une droite libérale «*moderne*», avec Valéry Giscard d'Estaing, puis l'élection de François Mitterrand en 1981 éloignent la droite des milieux catholiques. Ces derniers perdent le statut de clientèle électorale au moment où les églises se vident de leurs fidèles. Mais à mesure que le «*devenir minoritaire*» des catholiques se dessine, ces derniers s'organisent en groupes d'intérêt et mouvements sociaux pesant sur la vie politique. En 1984, la manifestation pour l'école libre remobilise les catholiques conservateurs dans un contexte où la vague progressiste de mai 1968 est retombée. Elle témoigne aussi de leur poids social et idéologique, confirmé des années plus tard par la Manif pour tous. En 1997, le succès des Journées mondiales de la jeunesse, organisées à Paris autour de Jean-Paul II, conforte cette France de droite qui avait été un peu oubliée.

Dans la période récente, le catholicisme apparaît comme un marqueur de droite, dans un large spectre qui peut aller du centre aux extrêmes. Emmanuel Macron, formé dans des établissements jésuites, est plus enclin que ses prédécesseurs à reconnaître l'importance du catholicisme dans l'histoire du pays, revisitant l'héritage de la démocratie chrétienne, européiste et libérale. Quant à Éric Zemmour, il a fait du catholicisme une des pierres angulaires de l'identité nationale, à l'image du Front national de Jean-Marie Le Pen qui célébrait Jeanne d'Arc lors de la fête du 1er mai, au côté de plusieurs mouvements intégristes, ce dont Marine Le Pen s'est en grande partie éloignée par souci de normalisation. Le vote catholique lui-même est resté stable sur la durée: 75% environ de l'électorat catholique s'expriment en faveur des forces politiques de droite.

Dans un contexte où la montée de l'islam politique questionne la place du christianisme dans la nation, les catholiques français sont incités à s'engager dans le débat d'idées devenu un «*combat culturel*» proche de revendications identitaires. L'entrée dans l'âge minoritaire incite ainsi les catholiques de droite à se mobiliser pour des causes jugées emblématiques: contre le Pacs, la «théorie du genre», la PMA/GPA, le droit à l'avortement. La baisse des pratiques religieuses n'a donc pas débouché sur une disparition de la parole catholique dans l'espace public. Devenus un groupe social parmi d'autres, les catholiques ont plébiscité des positions plus conservatrices, ce qui tend à marginaliser encore davantage les catholiques de gauche. **J.-V. H.**

À LIRE
À la droite du Père. Les catholiques et les droites de 1945 à nos jours, Florian Michel et Yann Raison du Cleuziou (dir.), Seuil, 2022.



Le RN a-t-il gagné la bataille des idées ?

Par **Nicolas Lebourg**

Percée électorale, visibilité dans les médias : la droite de la droite ne rase plus les murs. Ses thèmes infusent dans la société, y compris à gauche, mais les milieux intellectuels ne s'y rallient que très minoritairement.

Depuis des années, les cadres des extrêmes droites se flattent de mener un «*combat culturel*» et d'avoir «*gagné la bataille des idées*». Avec pléthore de députés et foison de médias (radio, télévision, magazines, livres, etc.), l'affirmation paraît empiriquement fondée. Elle mérite pourtant d'être nuancée.

Nicolas Lebourg **est chercheur en sciences sociales** (Cepel, CNRS/université de Montpellier), spécialiste des extrêmes droites. Il vient de publier avec Olivier Schmitt *Paris Moscou, un siècle d'extrême droite* (Seuil, 2024).

Banalisation et normalisation vont ensemble. Le cas de l'électorat féminin est édifiant. Les femmes choisissent beaucoup plus de voter à l'extrême droite qu'il y a vingt ans. Comparativement aux hommes, selon les enquêtes d'opinion, elles rejettent plus l'antisémitisme et la hiérarchisation raciale, mais sont plus critiques à l'égard de la société multiculturelle et de l'islam. L'extension du domaine des extrêmes droites s'accompagne ainsi d'une rupture avec les marqueurs mémoriels attachés aux États d'extrême droite du 20e siècle.

La droitisation ne se limite pas à un plus fort soutien aux extrêmes droites. Le politiste Luc Rouban relève ainsi qu'entre 2002 et 2022 les sondés qui s'autoclassent «très à gauche» ont vu leur taux d'approbation de l'idée «*il y*

a trop d'étrangers en France» bondir de 26 points, et leur désir de rétablissement de la peine de mort avancer de 24 points (alors que les «très à droite» ont 7 points de moins de soutien à la première proposition, et 3 points de plus à la seconde). La xénophobie et l'autoritarisme débordent donc très amplement du segment électoral RN, et la progression de ces représentations lui fournit un vrai réservoir de progression.

Néanmoins, le politiste Vincent Tiberj (*lire p. 46*) oppose une droitisation «*par le haut*» à une progression de la tolérance «*par le bas*». L'opinion serait de plus en plus tolérante, mais également toujours plus séparée du corps électoral, avec, entre autres, une abstention massive des jeunes diplômés partisans de la société ouverte. Moins qu'une hégémonie culturelle de l'extrême droite, notre problème serait celui d'une mise à distance des institutions représentatives par les éléments les moins réactionnaires de la nation. Les fronts républicains aux régionales de 2015 comme aux législatives de 2024 vont en ce sens: là où tout paraissait mener à la convergence des droites au profit de l'extrême droite, l'opposition à cette dernière s'est manifestée spontanément.

Cette analyse est parfois comprise à gauche comme la preuve que ce seraient les élites culturelles et les médias qui seraient responsables. Dans les années 1970, la «nouvelle droite» avait en effet assuré vouloir changer les opinions des élites, en particulier universitaires, pour ensuite faire basculer le pays. Mais, à dire vrai, ces segments sont moins impactés. Si on compare les scores du FN aux premiers tours des élections présidentielles parmi les «professions intellectuelles», Marine Le Pen n'est parvenue qu'en 2022 à retrouver le niveau (14%) de son père en 1988. L'«Observatoire du décolonialisme» qui traque les «dérives» «islamogauchistes» ou «woke» dans l'enseignement supérieur est animé par des universitaires très marginaux. Durant les élections législatives, l'appel d'intellectuels à faire barrage au Nouveau Front populaire, donc à voter RN, avait pour figures de proue des chercheurs à la retraite depuis une décennie. Le vrai succès culturel de l'extrême droite tient dans la floraison de médias et maison d'éditions autonomes hostiles à la société multiculturelle, quoique cette nébuleuse soit une succession de niches. Enfin, les influenceurs nationalistes, tel Papacito, machines de socialisation politique pour les primovotants ont changé d'attitude: en 2022, ils s'étaient massivement engagés auprès d'Éric Zemmour, ils ont été très prudents en 2024.

Cet écosystème a la force d'imposer une polarisation des débats axée sur la nécessité d'un plus grand libéralisme économique compensé par un autoritarisme en matière d'immigration, de sécurité, de hiérarchisation de la société. La polarisation vise à soulever des questions qui, en retour, légitiment l'instauration d'un pouvoir illibéral. Qu'entend-on par-là? L'illibéralisme, c'est se servir de la démocratie pour réduire l'État de droit au bénéfice d'une société hiérarchisée et culturellement homogène. Le cas exemplaire est la Hongrie, mais Éric Zemmour avait aussi écrit que le conseil d'État et le Conseil constitutionnel devaient être soumis à l'exécutif. Ce n'est pas exactement le lepénisme, mais un horizon supplémentaire. L'idée que l'État de droit est un frein à l'épanouissement du groupe social majoritaire se répand dans d'autres camps politiques – on l'a entendu jusque chez le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Le succès de la diffusion des thèmes des extrêmes droites nous place dorénavant face à la possibilité certes de leur victoire, mais aussi face à la possibilité qu'un autre camp politique se saisisse de la tentation illibérale.

AFFINITÉS
Une voie russe ?

Depuis 1917 et la vague de réfugiés russes anticommunistes survenue en France, les nationalistes de Paris et Moscou n'ont cessé de dialoguer. La critique de l'Occident au cœur du discours poutinien est remarquablement conforme à ce que le FN/RN dit du «mondialisme». Dans les deux cas sont vigoureusement rejetés un système transnational et un homme postmoderne au bénéfice d'un ordre intérieur unitariste et d'un système de relations internationales multipolaire. Cette convergence se situe dans la structure historique des extrêmes droites: le national-populisme naît de la guerre de 1870 et va jusqu'au RN, l'extrême droite radicale est le produit de 14-18, le néofascisme et le nationalisme blanc ont leurs racines dans l'internationalisation du front de l'Est en 1942, et le néopopulisme islamophobe émerge du 11 septembre. C'est toujours lors d'une crise des relations internationales que l'extrême droite mute et s'adapte. L'invasion de l'Ukraine en 2014, suivie l'année d'après des attentats en France et de la crise des réfugiés syriens, la nouvelle invasion de 2022, puis la réouverture de la crise au Moyen-Orient, peuvent représenter un tel moment de bascule. Ce déséquilibre du système mondial implique donc la possibilité que se soit ouverte une nouvelle phase d'offre et de demande de pouvoir d'extrême droite, ou, pour le moins, illibéral. **N.L.**


philosophie magazine
Que puis-je savoir de l'autre ?
Avec un dialogue masqué entre Charles Pépin et Marie Darrieussecq
VOYAGE AU BOUT DE L'UKRAINE
Un reportage de Michel Eltchaninoff
VLADIMIR JANKÉLÉVITCH
La délicatesse de la morale
ACTION CONTRE LA FIN… DU MONDE
Abel Quentin face à Jean-Pierre Dupuy
UN INÉDIT DE CLAUDE LEFORT
Qu'est-ce que la démocratie ?





© Alexis 84 / Getty

PENSER AILLEURS

Il est beaucoup question de géographie mentale dans les nouvelles idées qui se développent à l'échelon planétaire. Elles opposent le centre aux périphéries, le Sud global au Nord, les dominants aux dominés… La droitisation du monde, nous explique Michel Feher, est un « *producérisme* » de couches intermédiaires qui veulent épurer la société des « *parasites* » – en haut les détenteurs de capital, en bas les profiteurs de l'aide sociale. Bertrand Badie montre en quoi la contestation des catégories occidentales transforme toutes les analyses. La pensée décoloniale remet en cause l'universalisme hégémonique des ci-devant empires. Les religions proposent des récits globaux dont s'inspirent certaines puissances autoritaires d'aujourd'hui. La polarisation s'impose partout. Et c'est le socle des démocraties libérales qui s'effrite.

«La droitisation du monde marque l'émergence d'un nouvel ordre géopolitique»

ENTRETIEN AVEC **Michel Feher**

L'extrême droite a partout le vent en poupe. Pour Michel Feher, ce n'est pas dû seulement à la souffrance des perdants de la mondialisation. Les gens adhèrent à une idéologie d'épuration sociale et ethnique qui reformule des offres politiques anciennes.

Comment expliquez-vous le *Zeitgeist*, l'air du temps politique, au moment où le monde aborde le deuxième quart du 21e siècle?

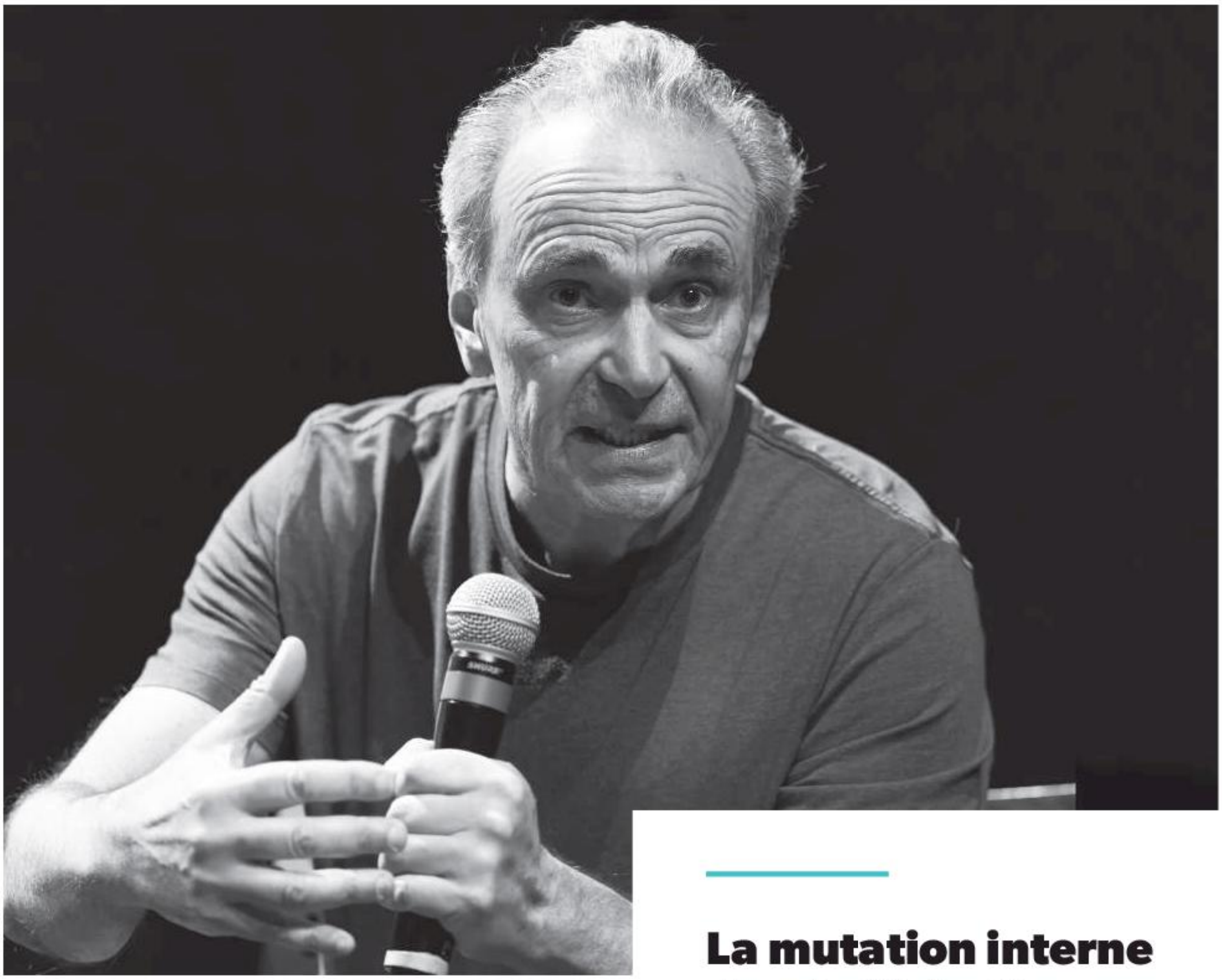
L'air du temps est sinistre. Nous vivons une période de droitisation planétaire sidérante et pratiquement sans contrepoids au niveau des gouvernements, même s'il y a bien sûr des oppositions. Pour penser cette évolution, deux prismes, c'est-à-dire deux manières d'appréhender la marche du monde, sont couramment utilisés. Le premier vient essentiellement des libéraux, au sens politique du terme. La remise en question de l'État de droit et le retour des hommes forts est un péril qu'ils identifient au populisme, conçu comme un précipité d'autoritarisme et de démagogie. Ils y voient une réaction des perdants de la mondialisation néolibérale. Le néolibéralisme a débuté son règne au tournant des années 1980, avec les élections de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis. Son but n'est pas le retrait de l'État, mais son affectation à l'entretien des mécanismes du marché. Hégémonique après l'effondrement du communisme, il a favorisé une mondialisation des échanges, assuré que la prospérité viendrait de la libre circulation des capitaux, des marchandises et des personnes – pour ces dernières, avec des exceptions. Les critiques libéraux de l'illibéralisme populiste s'affligent que la promesse de prospérité ne se soit pas réalisée pour tout le monde. Pis, qu'elle se soit accompagnée d'un creusement des inégalités qui a suscité un rejet non seulement du libre-échange, mais aussi du libéralisme politique. Autrement dit, l'État de droit serait la victime expiatoire de la colère suscitée par le néolibéralisme.

Le second prisme, selon moi plus pertinent, produit un autre diagnostic: il montre que, loin d'être une révolte contre la mondialisation néolibérale, la droitisation du monde relève d'une mutation interne du néolibéralisme. Comme l'ont notamment montré la politiste américaine Wendy Brown, la sociologue australienne Melinda Cooper et l'historien canadien Quinn Slobodian, les économistes néolibéraux tels Milton Friedman et Friedrich Hayek ont toujours considéré la démocratie et le libéralisme politique non comme des principes à promouvoir mais plutôt comme des contraintes dont il fallait minimiser le poids. Pour Hayek, en particulier, les «vrais» libéraux devaient militer pour limiter le pouvoir d'intervention d'un gouvernement élu: pas question de redistribuer les richesses ni de précipiter l'évolution des mœurs au nom de la justice sociale ou du progrès «sociétal». Mieux encore, si le contexte le permettait, comme au Chili après le coup d'État du général Pinochet, le libéralisme économique pouvait très bien se passer de la démocratie. Bref, pour les tenants du second prisme, nulle contradiction entre le néolibéralisme et l'illibéralisme.

Y a-t-il d'autres ingrédients qui vont accentuer la pente illibérale du néolibéralisme par la suite?

Dès les années 1980, les néolibéraux s'efforcent de ne pas loger les flux migratoires à la même enseigne que les flux de marchandises et de capitaux. Friedrich Hayek a soutenu la poli-

Michel Feher **est philosophe** et cofondateur des éditions Zone Books. Il est notamment l'auteur de *Producteurs et parasites. L'imaginaire si désirable du Rassemblement national* (La Découverte, 2024), *La Gauche et les siens* (AOC, 2021) et *Le Temps des investis. Essai sur la nouvelle question sociale* (La Découverte, 2017).


© Hervé Véronèse

> **La mutation interne du néolibéralisme se répercute dans le monde entier.**

tique d'immigration restrictive du gouvernement Thatcher. Mais après la chute du mur de Berlin, certains entendent aller plus loin, en faisant du tri des migrants une condition du bon fonctionnement de l'économie marchande. À leurs yeux, en effet, certaines populations seraient culturellement, ou même intellectuellement, inaptes à l'assimilation des règles de la libre concurrence. L'évolution du politiste américain Charles Murray est exemplaire de ce virage racialiste. En 1984, son ouvrage intitulé *Losing Ground* défend la doctrine néolibérale «classique» selon laquelle la surreprésentation des minorités raciales parmi les pauvres est un effet pervers de l'assistanat prodigué par l'État providence. En revanche, dix ans plus tard, dans *The Bell Curve*, brûlot coécrit avec le psychologue Richard Herrnstein, il avance que les inégalités entre les Blancs et les Afro-Américains viennent en réalité du plus faible QI des seconds. Si le livre fait scandale à sa sortie, Charles Murray reste membre de la Société du Mont-Pèlerin, le creuset des idées néolibérales, et sa perspective va peu à peu sortir de la marginalité au sein de sa famille intellectuelle. On peut rappeler que les principaux dirigeants de l'AFD (Alternative für Deutschland), le parti d'extrême droite allemand, sont ou ont été membre de la fondation Hayek – c'est le cas de la députée Alice Weidel, qui veut traduire en justice Angela Merkel pour sa politique d'accueil des réfugiés en 2015. Ces néolibéraux «mutants» peuplent également les entourages de Donald Trump, les rangs de Vox en Espagne ou du Parti conservateur britannique depuis le Brexit, sans même parler de Javier Milei, le président argentin.

Que la droitisation des démocraties occidentales procède d'une mutation du néolibéralisme n'implique pas qu'elle s'opère partout de la même manière: dans certains pays, tels les États-Unis ou le Royaume-Uni, elle résulte de la conversion racialiste et de l'inflexion libertarienne de grands partis traditionnels – trumpisation du Parti républicain, dérive des Tories précipitée par Boris Johnson; dans d'autres, en revanche, elle est le fruit d'alliances entre formations d'extrême droite et partis libéraux ou conservateurs – cas de l'Italie, de la Suède, des Pays-Bas, de la Finlande, et désormais de la France où le gouvernement Barnier ne survit que grâce au soutien tacite du RN. L'évolution en cours dessine déjà un consensus assez différent de celui qui présidait à la promesse de «mondialisation heureuse». Désormais, des deux côtés de l'Atlantique Nord, les gouvernants s'accordent sur un traitement différencié des flux: si les capitaux doivent demeurer libres de circuler à leur guise – il en va de la compétitivité des États –, du côté des marchandises, les tarifs douaniers connaissent un retour en grâce et les accords bilatéraux

prennent le pas sur les impopulaires traités de libre-échange. Enfin, la circulation des personnes est du ressort exclusif des gouvernements nationaux, quitte à ce que ceux-ci bafouent les droits fondamentaux censément protégés par les constitutions et les chartes onusiennes. Car, pour citer le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, l'État de droit n'est plus intangible.

La démocratie serait donc sciemment sapée par des néolibéraux «mutants»?

En 2001, l'économiste libertarien Hans-Hermann Hoppe soutenait déjà, dans *Democracy. The God that failed*, que la démocratie est la cause principale du déclin de la civilisation. Si sa thèse demeure un peu excentrique, force est d'admettre que le nombre de chefs d'État et de gouvernement – y compris dans nos contrées – qui lui reconnaissent une part de vérité ne cesse d'augmenter. Cependant, dans la période de transition que nous traversons, il s'agit moins de dénoncer la démocratie que de l'investir d'une manière qui assure l'hégémonie du néolibéralisme mutant. Or il me semble que telle est la propriété du producérisme auquel je me suis récemment intéressé (*lire ci-contre*). En adoptant le prisme producériste – représentation de la société où des producteurs assidus sont privés du produit de leurs efforts par des parasites oisifs –, les néolibéraux résolvent le problème de popularité qui affectait jusque-là les partisans du libéralisme économique – lesquels promettent d'optimiser l'intérêt individuel mais n'ont rien dans leur doctrine qui leur permette de forger un peuple solidaire. Un économiste

Les libéraux n'ont rien dans leur doctrine qui leur permette de forger un peuple solidaire.

néolibéral, James Buchanan, ancien président de la Société du Mont-Pèlerin et prix Nobel d'économie pour sa théorie du choix public, s'est emparé du récit producériste. Il a gagé la victoire de son camp sur la formation d'un peuple uni par deux sentiments: la fierté de ne compter que sur son esprit d'entreprise et son labeur pour prospérer, mais aussi l'animosité qu'il nourrit à l'encontre de parasites qui évitent l'effort et la concurrence – à savoir les chômeurs (réputés volontaires), les travailleurs syndiqués (et leurs privilèges corporatistes), les fonctionnaires (des tire-au-flanc surprotégés par leur statut) et les intellectuels. Ces derniers ne sont qu'empathie envers les autres parasites et que mépris pour les gens ordinaires qui veulent seulement profiter du fruit de leurs efforts. C'est bien ce peuple animé par le ressentiment qui assure aujourd'hui le succès électoral du néolibéralisme mutant.

Peut-on parler d'une dérive droitière des continents?

Effectivement, la droitisation du monde correspond à l'émergence d'un nouvel ordre géopolitique. Toutefois, pour l'appréhender, les lunettes héritées de la guerre froide ne me semblent pas adaptées – soit qu'on mette en scène l'opposition entre les démocraties et les autocraties, comme l'administration Biden après l'invasion de l'Ukraine en février 2022, soit qu'on exalte la résistance du Sud global à l'impérialisme occidental, comme ceux qui manifestent pour Gaza écrasée par l'armée israélienne. Ces deux prismes, pour reprendre ce terme, ne fonctionnent pas: nombre d'alliés de Washington n'ont rien de démocratique et les soutiens de Moscou ne sont pas les champions du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il me semble plutôt que dans le monde qui advient, les puissances dominantes sont habitées par des projets proches de ce que Hannah Arendt appelait l'impérialisme continental, dans le deuxième volume des *Origines du totalitarisme* (1951). À la différence de l'impérialisme colonial, fondé sur le droit que s'arrogeaient les peuples dominants de projeter leur génie sur le monde – «*mission civilisatrice*» française ou «*fardeau de l'homme blanc*» britannique –, l'impérialisme continental des mouvements pangermanistes et panslaves du tournant du 20e siècle reposait sur la jérémiade: nous, peuples victimes d'une injustice historique – commise par des rivaux perfides et des ennemis de l'intérieur –, sommes déterminés à restaurer notre unité et notre grandeur, à la fois en mettant fin à notre dispersion et en nous débarrassant des parasites qui nous affaiblissent.

On retrouve cet impérialisme continental dans le projet d'unification du «monde russe» caressé par Vladimir Poutine, dans la volonté de Narendra Modi de faire de l'Inde un «*foyer national hindou*», dans la politique «une seule Chine» poursuivie par Xi Jin Ping, dans le tournant vers le panturquisme amorcé par Recep Erdogan, ou encore dans l'intention manifestée par Benyamin Netanyahou d'étendre la souveraineté exclusive d'Israël du Jourdain à la mer, mais aussi dans le slogan «*Make America Great Again*» promu par Donald Trump et dans le rêve d'une Europe convertie en maison de retraite fortifiée pour épargnants blancs qui semble animer ces jours-ci la Commission européenne. Plutôt qu'un retour à la bipolarité de la guerre froide ou à la persistance du monde unipolaire des années 1990 et 2000, c'est à l'avènement d'une multipolarité dystopique qu'on assiste: un ordre planétaire dont le principe directeur est le droit des potentats à accorder la souveraineté exclusive à ceux qu'ils tiennent pour les leurs, sur la terre dont ils estiment qu'elle leur est promise. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE GHERARDI

CONCEPT

VOUS AVEZ DIT PRODUCÉRISME ?

La pensée des droites actuelles oppose moins le peuple aux élites, que les «producteurs», considérés comme vertueux, aux «parasites», profiteurs des aides sociales ou intellectuels déconnectés des réalités.



À phénomène ancien, mot nouveau. «Producérisme» est transposé de l'anglais «*producerism*», une notion née chez les spécialistes des mouvements sociaux de la fin du 19e siècle aux États-Unis. Dans la vision producériste de la société, il existe deux classes: les producteurs et les parasites. Contrairement à l'opposition marxienne prolétariat/bourgeoisie, leur antagonisme est de nature morale. Ce sont presque des idéaux-types à la Max Weber. Les producteurs travaillent dur, ils adhèrent à ce qu'on appelle aujourd'hui la «valeur travail». Ils peuvent être des salariés, mais aussi des indépendants ou des chefs d'entreprise. Si tout allait bien, chaque producteur pourrait jouir des fruits de son travail, dans un climat de saine concurrence et de coopération volontaire. Hélas, il existe une seconde catégorie d'individus, celle des parasites qui ne font rien d'utile mais excellent dans l'art d'accaparer le produit du travail des autres. Ces prédateurs ont toujours deux visages dans l'imaginaire producériste: le parasite d'en haut et le parasite d'en bas. Les parasites d'en haut ne produisent rien, mais font circuler le capital: capital financier pour les uns – qui prêtent à des taux usuraires ou spéculent sur les marchandises –, capital culturel pour les autres – les intellectuels, les journalistes, les artistes… Quant aux parasites d'en bas, ce sont des assistés – autrefois bénéficiaires de la charité publique, aujourd'hui des allocations sociales – qui vivent de la redistribution des revenus. Dans cette représentation du monde, les producteurs puisent leur vertu dans leurs racines. En revanche, les parasites sont toujours un peu des étrangers à la culture nationale. Les parasites d'en haut appartiennent au monde de la finance internationale ou de l'intelligentsia cosmopolite, alors que les parasites d'en bas sont majoritairement immigrés ou d'origine étrangère. On pense aux *Deux clans* du Britannique David Goodhart, Les Arènes, 20217, pour qui la mondialisation oppose des «*gens de n'importe où*» (*anywhere*) et le «*peuple de quelque part*» (*somewhere*) qui tente de défendre son mode de vie.

Né à «gauche», d'abord chez les *Levellers* anglais du 17e siècle, puis dans le célèbre essai de l'abbé Sieyès sur le tiers-état, le producérisme vise d'abord les aristocrates, rentiers oisifs et donc parasites par excellence. Le peuple qui leur est opposé n'inclut pas tout le monde: les domestiques, les apprentis, les vagabonds mais aussi les femmes sont exclus de la citoyenneté faute d'être des producteurs autonomes. Dès l'origine, le producérisme a une composante raciale: les *Levellers* opposent le peuple saxon aux *lords* d'origine normande, Sieyès fait remonter le tiers-état aux Gallo-Romains et l'aristocratie aux Francs. Dans la seconde moitié du 19e siècle, le producérisme devient l'éthos de l'extrême droite, alors que le marxisme s'impose à gauche. La solution, pour les producéristes, n'est pas l'émancipation des prolétaires mais l'épuration de ce qui est étranger au corps social. Le prisme producériste fait beaucoup pour l'attractivité du RN: alors que la droite libérale et la gauche écosocialiste font dépendre l'amélioration de choses de réformes susceptibles d'affecter tout le monde – moins dépendre de l'État dans un cas, redistribuer davantage dans l'autre –, l'extrême droite producériste assure ses électeurs qu'une fois débarrassés des parasites d'en haut et d'en bas, leur sort s'améliorera sans qu'il leur soit nécessaire de changer quoi que ce soit à leurs habitudes. Comme le dit la formule: «*Que demande le peuple?*» **M.F.**



POLARISATION

Le cas américain

Par **Michael Behrent**

Démocrates et républicains ont longtemps été des partis très diversifiés. Ils forment désormais deux camps «chimiquement purs». *Analyse de la polarisation comme pathologie politique à l'ère de Trump.*

Depuis une dizaine d'années, on parle souvent de «polarisation» politique aux États-Unis. Le mot prête à confusion: n'est-il pas normal, en démocratie, que la compétition politique se fasse entre plusieurs «pôles»? Tentons une définition: la polarisation se réfère à la division de la classe politique et de l'électorat en deux camps sociologiquement et idéologiquement homogènes, ayant chacun une chance de gagner les élections tout en considérant l'autre camp comme une menace existentielle. La polarisation se caractérise en premier lieu par des élections présidentielles extrêmement serrées. Lors des dix scrutins ayant lieu entre 1948 et 1984, le candidat victorieux a remporté le vote populaire avec une marge de plus de 9% à six reprises et dans quatre cas avec une marge de plus de 15%. Mais lors des six scrutins depuis 2000, aucun vainqueur n'a bénéficié de marges aussi importantes. Deux exceptions: la victoire en 2008 de Barack Obama, qui a bénéficié d'une marge de 5% et celle Trump en 2024, devançant Kamala Harris avec une marge similaire. En 2020, il aurait suffi que 43000 électeurs (sur 154,6 millions) votent autrement dans des états clés pour que l'issue soit différente (1).

En même temps, de nombreux États sont de plus en plus acquis à un seul parti. En 1996, seuls 7 donnaient à un candidat présidentiel une marge de plus de 20%. En 2020, c'était 19 États (2). Ceux démocrates deviennent de plus en plus démocrates et les États républicains de plus en plus républicains. Si les élections sont décidées par un petit nombre d'«États pivots», c'est parce que de moins en moins d'États ont un électorat équilibré.

Michael Behrent est un historien américain, spécialiste de l'histoire intellectuelle de l'Europe contemporaine et de la France. Il a récemment publié *Becoming Foucault. The Poitiers years* (University of Pennsylvania Press, 2024).

Campagne pour la présidentielle étatsunienne 2024 : l'outrance et la radicalité des supporters de Donald Trump ne l'ont pas desservi, bien au contraire...

Ces évolutions reflètent des transformations sociologiques. Le niveau d'éducation est désormais fortement corrélé à l'affiliation politique. Comme le constate le statisticien Nate Silver, en 2004, le fait d'avoir un diplôme universitaire ne permettait pas de prédire les préférences d'un électeur. Mais depuis 2016, Donald Trump a monopolisé l'électorat non diplômé (surtout blanc), tandis que les démocrates attirent de plus en plus de diplômés. En 2020, Joe Biden a remporté les voix de 54% d'électeurs blancs diplômés, mais seulement 37% des électeurs blancs non diplômés.

Ce clivage éducatif s'enracine aussi dans la géographie. En 2020, 538 comtés (une subdivision des États, l'équivalent d'un canton) ont voté pour les démocrates, contre 2574 préférant les républicains. Mais les premiers sont situés dans les zones urbaines ou de proche banlieue (représentant 60,4% de la population nationale), alors que les seconds sont pour la plupart périurbains et ruraux (représentant 39,6% des Américains). Si les démocrates gardent toujours un avantage auprès des Noirs et autres minorités raciales, la force d'attraction exercée par Donald Trump sur ces électeurs suggère que même les divisions raciales sont en train de se dissoudre dans le grand clivage entre un électorat diplômé, urbain et aisé (votant démocrate) et un électorat peu diplômé, rural et populaire (votant républicain).

LES PRIMAIRES DÉCISIVES

La polarisation change les comportements politiques. Autrefois, pour être élu au niveau national, il fallait rassembler au-delà de ses fidèles. Avec la polarisation, la satisfaction de son électorat au sens étroit du terme est devenue prioritaire. Alors que de nombreuses circonscriptions sont acquises d'avance à un parti, les élections sont devenues peu compétitives, alors que les primaires (qui déterminent le candidat d'un parti) s'avèrent décisives. Or, les primaires attirent les électeurs les plus idéologiques. Ainsi le système électoral finit par attiser la polarisation.

Non seulement les candidats élus dans ces circonstances sont peu enclins au compromis, mais certains ne s'intéressent plus au travail politicien traditionnel – l'*«effort tenace et énergique pour tarauder des planches de bois dur»*, selon Max Weber – lui préférant des spectacles à forts enjeux. Ainsi, bien que les républicains disposent d'une majorité à la Chambre des représentants, certains élus de ce parti vilipendent la modération de leurs propres leaders, tentant régulièrement de les renverser ou de mettre à l'ordre du jour des votes-chantages (par exemple, le refus périodique d'augmenter le plafond d'endettement du pays). Dans ce contexte, les réseaux sociaux deviennent circonstance aggravante: le succès d'une carrière politique se mesure au nombre de «*followers*»...

La polarisation a, bien entendu, un versant idéologique. Les deux partis épousent des discours de plus en plus extrémistes: d'un côté, le «*MAGA*» («*Make America Great Again*»), de l'autre, le «wokisme». Pendant longtemps, les partis américains étaient des coalitions géographiques hétéroclites: les démocrates avaient un courant conservateur, les républicains, un courant progressiste. Ce pluralisme facilitait la coopération bipartisane. Désormais, les courants minoritaires ont disparu. Le point de rassemblement de chaque parti est devenu tout simplement l'hostilité envers l'autre – ce qu'on appelle la «polarisation négative». Pour les républicains, le projet des démocrates était de dissoudre l'identité nationale, tandis que les démocrates présentent les républicains comme une menace pour la démocratie. Ainsi même lorsqu'un parti fait un effort pour atteindre l'électorat adverse – par exemple, lorsque le président Biden a promu une loi anti-immigration ou quand Donald Trump relativise son opposition à l'avortement –, la logique «ami-ennemi» prévaut sur toute autre considération.

Le point de rassemblement de chaque parti est devenu tout simplement l'hostilité envers l'autre.

La polarisation est, en somme, la forme maladive d'une dynamique qui, en démocratie, peut être parfaitement saine: celle de la concurrence en vue de constituer une majorité. La polarisation est l'inverse du phénomène «bonnet blanc, blanc bonnet»: celui-ci représente un déficit de différenciation de l'offre politique, risquant de minimiser les enjeux de la participation démocratique; la polarisation, elle, représente un excès de différenciation, accordant aux scrutins une importance démesurée. ●

(1) James M. Lindsay, «Election 2024. Close presidential elections have become the norm», Council on Foreign Relations, 23 février 2024.
(2) Données disponibles sur le site uselectionatlas.org
(3) Nate Silver, «New York Times polls are betting on a political realignment», *Silver Bulletin* (*Substack*), 12 octobre, 2024.
(4) Samuel Wonacott, «87% of Americans live in a county that has voted for the same party in the past three presidential elections», *Ballotpedia News*, 18 avril 2022.

DÉCENTREMENT
Le Sud global tente d'imposer son jeu

Par **Bertrand Badie**

Relations entre États et interprétations de la puissance sont toutes issues de l'histoire occidentale. Depuis les décolonisations, leur acceptation ne va plus de soi et des lectures nouvelles s'imposent.

La lecture courante de l'international vient presque exclusivement de l'histoire du monde européen, progressivement devenu euro-américain. Ce premier élargissement ne rompait pas avec les racines culturelles d'origine. Il consolidait au contraire le système de sens mis en place à la Renaissance, lors de la construction de l'État-nation moderne. Il s'agissait toujours de la même histoire et de la même culture, «occidentales», celles qui précisément inventèrent le premier système international au sens strict du terme, c'est-à-dire proprement interétatique. En découlèrent le droit international, les institutions internationales qui sont présentement les nôtres, les pratiques diplomatiques qui nous sont devenues familières.

Il était en revanche impossible de franchir la décolonisation et ensuite la mondialisation sans que ce faux universalisme fût stigmatisé, du moins devînt objet de débat! Un vent du Sud apparut ainsi progressivement, politique, idéologique et scientifique. Ces concepts nouveaux font réfléchir: peut-on continuer à tout comprendre à l'aune de notre seul entendement? Certes, une critique épistémologique est nécessaire car se mêlent, dans ce champ notionnel nouveau, des concepts analytiques à d'autres essentiellement polémiques. L'inventaire en est d'autant plus précieux: l'importance de cerner cette rencontre précipitée entre plusieurs histoires devient déterminante.

Bertrand Badie est politologue, spécialiste de la sociologie des relations internationales, professeur émérite à Sciences Po. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont le récent *L'Art de la paix* (Flammarion, 2024).

UN NOUVEAU RÉSERVOIR D'INSTRUMENTS À PENSER

Le processus de décolonisation qui a suivi 1945 a engendré des analyses nouvelles qui, dans un premier temps, ont modéré leur originalité en puisant largement dans un répertoire marxiste déjà consacré. S'appuyant en particulier sur les écrits de Lénine, notamment *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917), cette première séquence des écoles dites de la dépendance, profondément marquée par les rapports Est-Ouest, cherche à dénoncer le colonialisme et son lien intime avec l'ordre économique dominant, pointant des modalités qui se prolongent au-delà de la décolonisation formelle: on y retrouve essentiellement l'œuvre d'économistes issus du monde latino-américain s'exprimant à l'intérieur même du multilatéralisme onusien et surtout au sein de la fameuse Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine), à l'instar de l'Argentin Raùl Prebisch ou du Brésilien Celso Furtado qui influenceront à leur tour certains penseurs issus du monde arabe, dont Samir Amin est le principal emblème.

Cependant, la théorie dominante des relations internationales s'en trouve déjà triplement ébranlée: le concept de «domination» vient miner la doxa de la compétition entre rivaux; cette domination est présentée comme structurelle ne laissant aucune chance aux pays du Sud; la notion de dépendance du faible au fort s'impose face à celle de développement qui n'est qu'une trompeuse illusion. Le concept



nouveau de «centre-périphérie» s'installe au cœur même de l'analyse des nouvelles relations internationales. De relationnelle, la puissance devient structurelle, idée que la théorie réaliste va intégrer bon gré mal gré à son corpus, à l'initiative prudente de quelques auteurs encore minoritaires, comme Kenneth Waltz ou Morton Kaplan qui se contentent de concevoir un «*système international*» quittant ainsi le simple état anarchique pour paraître organisé et structuré. Il n'est pas question de domination, mais, fait nouveau, de «*contraintes extérieures*» exercées sur la politique étrangère des États.

La véritable rupture se trouve probablement dans le dépassement du marxisme par des penseurs du Sud étroitement liés aux États décolonisés. Le rôle joué par Frantz Fanon est de ce point de vue notable. Son œuvre, qui se dessine dès 1952 avec *Peau noire, masque blanc* et s'accomplira avec *Les Damnés de la Terre* en 1961, ne se réfère plus à l'économie, mais significativement à la psychologie dont Fanon fit son métier. La décolonisation projette ainsi dans le champ théorique toute une série de notions qui vont servir de fondement à la nouvelle science: la domination, certes, mais plus précisément l'humiliation, la différence, l'identité, puis le décentrement. Le gisement est trouvé: le réservoir est plein; il ne reste plus qu'à puiser dedans. Le monde préfiguré devient celui de la diversité culturelle et de la pluralité des histoires. Au-delà du postcolonial qui appartient encore à la pensée occidentale, on découvre ainsi le décolonial venu en partie aussi d'Amérique du Sud qui entend la regarder de dehors pour dénoncer cette modernité eurocentrée (1).

Au-delà du postcolonial qui appartient encore à la pensée occidentale, on découvre le décolonial.

Avec Frantz Fanon, on est pourtant encore dans l'ébullition révolutionnaire avec laquelle d'ailleurs il voudra s'afficher. Un troisième contexte pointe déjà à l'horizon pour tout accomplir: l'exercice asymétrique du pouvoir dans un monde décolonisé mais plus que jamais exposé à la rigueur du modèle centre-périphérie. Perce alors une autre génération qui est davantage extraite d'un monde asiatique frotté aux difficultés et aux déceptions de l'exercice diplomatique quotidien, dont le Singapourien Kishore Mahbubani, auteur de la fameuse formule «*The West and the Rest*» (2), est parfaitement représentatif, prolongeant intellectuellement les intuitions d'hommes politiques, tels son compatriote Lee Kuan Yew ou le Premier ministre

malaisien Mahathir Mohamad, prophète de l'asianisme. Désormais la question est: quelle place pour l'autre dans un monde strictement interétatique tout droit sorti de la paix de Westphalie* (1648)?

LES NOUVEAUX AXES ÉPISTÉMOLOGIQUES

Toute cette genèse explique que la bataille demeure essentiellement épistémologique: en trois siècles d'histoire westphalienne, la philosophie, la science politique et la sociologie occidentales ont construit non seulement un narratif, mais aussi un système analytique et conceptuel qui constitue le pur reflet de leur histoire. Le défi lié à la décolonisation et à la mondialisation consiste maintenant sinon à fusionner les histoires en incluant celles qui en étaient exclues, du moins à produire d'abord une histoire plurale, cette fois-ci totalement

Le sens de l'universel est-il recevable s'il n'est pas produit universellement ?

décentrée. Cette notion de «décentrement» qu'on retrouve notamment chez l'historien indien Dipesh Chakrabarty (3) constitue un double retournement. D'abord par rapport au narratif westphalien, qui était centré par nature puisque son identité se confondait tout simplement avec le monde européen. Mais aussi par rapport aux premières théories contestataires qui, comme nous l'avons vu, cherchaient au contraire à donner à la centralité occidentale une propriété offensive et dominatrice. En appelant à «*provincialiser l'Europe*», Dipesh Chakrabarty mène ainsi une bataille épistémologique véritablement «décoloniale» destinée à introduire un monde polysémique et qui ne se construit plus seulement à l'échelle de la pensée occidentale...

Ce faisant, il s'inspire largement des travaux pionniers d'Edward Saïd sur l'orientalisme (4) montrant que la racine même de la domination se trouve dans la capacité d'imposer sa propre description de l'autre, frappée des marques d'infériorité, d'antihumanisme, voire de tous les dangers justifiant une mise en tutelle et donc une reproduction de la domination. Cette vision inspirée d'Antonio Gramsci rompt avec l'économicisme: elle impose une épistémologie faisant une large place aux conditions de production de la pensée et de la culture. Elle incite d'abord à une critique de la science et donc à la reconstruction de celle-ci.

Pour cette raison, elle ouvre une piste nouvelle aux sciences sociales traditionnelles, questionnant désormais le vrai sens de l'universel: celui-ci est-il recevable s'il n'est pas produit universellement? Mais ce faisant, se trouve introduit un vrai questionnement empirique à double détente: d'où viennent nos concepts et nos catégories dont nous faisons communément usage dans une science qui se tient pour positive et même objective? Comment l'autre pense-t-il dans un univers désormais mondialisé, quel sens donne-t-il aux mots que nous utilisons communément et aux défis auxquels nous sommes communément exposés (5)?

La question du pouvoir s'en trouve reformulée. Toujours dans une perspective gramscienne, elle renvoie davantage aux effets critiques de la pensée dominante qu'au poids des déterminants économiques. Mais surtout apparaît une nouvelle épistémologie dont les *subaltern studies* sont la parfaite expression: le pouvoir s'apprécie autant à travers les résistances qu'il suscite, essentielles à entendre, que par le biais des instruments qu'il mobilise (6). La classe ouvrière, les minorités ethniques ou de genre, une paysannerie négligée, voire des formes microsociologiques de résilience, s'imposent comme de nouvelles directions de recherche. La «subalternité» s'oppose ainsi de front à l'épistémologie occidentale qui est désignée comme «élitaire», y compris dans sa version marxiste qui ne prend en compte le rôle historique de la classe ouvrière qu'à travers l'action exercée par son avant-garde, elle-même plus politique que sociale. L'analyse aboutit chez certains auteurs à l'idée d'intersectionnalité, forgée en son temps par la juriste afro-américaine Kimberlé Crenshaw, et désignant une situation dans laquelle certains acteurs sociaux peuvent cumuler plusieurs critères de subalternité (genre, minorité ethnique, position de classe...), aggravant d'autant la situation de domination: l'influence sur les études de genre et des nouveaux mouvements sociaux est sensible au-delà même du Sud (7).

Cette réorientation engage la science politique traditionnelle dans deux directions nouvelles. D'une part, en réhabilitant le local et la tradition dont il est porteur, en élargissant les systèmes de sens au-delà de ce qui est repérable chez les entrepreneurs politiques. D'autre part, elle incite à réévaluer le social par rapport au politique, à rompre avec une vision qui cantonne l'action – de la simple décision à l'invention – au seul espace de la profession politique, voire du stratège. Cette «approche par le bas» est particulièrement efficace aujourd'hui en relations internationales ou en sociologie de la mondialisation.

REPENSER LE GLOBAL

En fait, le projet débouche sur une nouvelle lecture du global dont les études consacrées à la mondialisation, essentiellement inspirées en Occident du néolibéralisme,

ne pourront plus faire abstraction. On voit se dessiner une appréhension plus ambitieuse qui dépasse le carcan économiciste, qui intègre les cultures et qui repense les mécanismes de domination et de dépassement de celle-ci. Pour cela, elle questionne les normes, leur mode d'élaboration, surtout leur origine réelle (*norm localization*) et la nécessité d'en produire de nouvelles, plus en phase avec la mondialité et sa pluralité (*norm subsidiarity*) (8).

Partant de là, la recherche insiste sur l'hybridation comme condition de réussite de la mondialisation, mais aussi tout simplement comme irréversible dynamique propre à celle-ci (9). La colonisation, comme toute domination, crée ainsi des formes transculturelles durables qu'on peut repérer dans les domaines politiques, linguistiques, culturels, ou simplement les mœurs de la vie courante. Ces échanges vont dans les deux sens, jusqu'à donner une configuration inédite au nouvel ordre mondial: Édouard Glissant et sa thèse sur la créolisation ne sont pas loin!

Certains auteurs relient cette sociologie à l'anthropocène qui serait alors l'accomplissement présent de cette globalité (10). L'idée mérite d'être creusée: qu'on aille ou pas jusqu'à ce terme, cet ensemble de concepts nouveaux ouvre à une sociologie inédite qui ne disparaîtra plus. Notre science s'en trouve sensiblement enrichie, dans ses termes, ses questions et sa vision. ●

(1) Walter Mignolo, «Epistemic disobedience and the decolonial option. A manifesto», *Transmodernity. Journal of peripheral cultural production of the Luso-Hispanic world*, vol. I, n°2, janvier 2011.
(2) Kishore Mahbubani, «The West and the Rest», *The National Interest*, n°28, été 1992.
(3) Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe. Postcolonial thought and historical difference*, Princeton University Press, 2000.
(4) Edward Saïd, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, 1978, nouv. éd. Seuil, 1985.
(5) Bertrand Badie, *Pour une approche subjective des relations internationales*, Odile Jacob, 2023.
(6) Voir Ranajit Guha, *Dominance without Hegemony. History and power in colonial India*, Harvard University Press, 1997, et Gayatri Spivak, *Les subalternes peuvent-elles parler?*, 1985, trad. fr., Amsterdam, 2009.
(7) Kimberlé Crenshaw, «Demarginalizing the intersection of race and sex. A black feminist critique of antidiscrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics», *University of Chicago Legal Forum*, n°1, 1989.
(8) Amitav Acharya, *Constructing Global Order*, Cambridge University Press, 2018.
(9) Homi Bhabha, *Les Lieux de la culture. Une théorie postcoloniale*, Payot, 2007.
(10) Dipesh Chakrabarty, *Une planète, plusieurs mondes*, CNRS éd., 2024.



La Ratification du traité de Münster (1648), Gerard ter Borch, Rijksmuseum, Amsterdam.

NOTION
Le système westphalien

Le système westphalien qualifie, en science politique, le premier système international, au sens strict du terme, puisque assemblant les États-nations nés du désordre féodal. La paix de Westphalie, constituée des traités de Munster et Osnabrück, fut conclue en 1648 entre les principales puissances européennes (à l'exception notable de l'Angleterre et de la Russie qui n'étaient pas parties prenantes). Elle mettait fin à la guerre de Trente Ans (1618-1648), particulièrement meurtrière, en dessinant non seulement les contours géographiques de l'Europe moderne, mais en officialisant aussi les catégories nouvelles qui allaient être à la base de l'ordre international: souveraineté, territorialité, équilibre de puissance, banalisation de l'ecclésiastique. Fruit d'une histoire propre à l'Europe, ce système est à l'origine de la première dissonance entre l'histoire dominante et celle des pays issus de la décolonisation. Explicitement ou non, il cristallise les confrontations conceptuelles Nord-Sud et est une matrice de la nouvelle production notionnelle qui en dérive.. ● **B.B.**



© Sergio Aquindo (illustration parue dans le journal *Le Monde*)

PENSÉE DÉCOLONIALE
Démasquer l'injustice

Par **Lissel Quiroz**

Pour les chercheurs latinos de la décolonialité, l'Amérique n'a pas été découverte mais envahie, et d'ailleurs mieux vaut l'appeler du nom autochtone Abya Yala. En France, la pensée décoloniale, d'abord militante, tend à rejoindre les problématiques postcoloniales.

Le courant de pensée critique des études décoloniales est apparu en Amérique latine durant les années 1990, au moment où l'Espagne s'apprêtait à célébrer les 500 ans de la prétendue «découverte de l'Amérique». Les penseurs et penseuses qui l'animent y voient la preuve que les indépendances latino-américaines du 19e siècle n'ont pas mis fin aux formes de domination coloniale. Sinon, comment expliquer que la majorité des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans le continent soient indiennes ou noires?

Un de ces penseurs est le sociologue péruvien Aníbal Quijano (1928-2018), qui forge le concept de «colonialité du pouvoir». Né dans les Andes, il s'implique dans les mouvements sociaux péruviens des années 1960-1970. Cette initiation à la politique le conduit vers le marxisme latino-américain. Il devient professeur à l'université San

Lissel Quiroz est historienne et professeure d'études latino-américaines à Cergy Paris Université. Elle a publié, avec Philippe Collin, *Pensées décoloniales. Une introduction aux théories critiques d'Amérique latine*, La Découverte/Zones, 2023.

Marcos de Lima, puis à partir de 1986 enseigne dans l'État de New York où il côtoie Immanuel Wallerstein qui travaille depuis plusieurs années sur la notion de «système monde». Aníbal Quijano participe à cette réflexion en articulant l'idée de globalisation de l'économie capitaliste et celle de la race. Dans son article, «¡Qué tal raza!» (1999), il avance que *«l'idée de race est, sans aucun doute, l'instrument de domination sociale le plus efficace inventé ces 500 dernières années»* (1). Aussi, la race n'est pas une création du 19e siècle mais de la fin du 15e siècle.

La colonialité du pouvoir s'articule autour de l'idée que les rapports coloniaux de pouvoir n'ont pas disparu après les indépendances ni les décolonisations des 19e et 20e siècles. Non seulement ils ne sont pas dissous dans les territoires anciennement colonisés, mais ils se sont exportés dans les anciennes métropoles. Apparue dès 1492 dans les Amériques, la colonialité s'est répandue dans le monde entier avec l'extension des empires coloniaux, en s'adaptant aux contextes locaux. Le capitalisme et l'organisation internationale du travail s'appuient sur la création de races.

UN ARCHIPEL DE CONCEPTS

La notion de «colonialité» est au fondement de toute une réflexion menée par les membres du programme de recherche «Modernité/Colonialité/Décolonialité» (MCD), d'origine latino-américaine et qui enseignent dans des universités états-uniennes. Ces chercheurs vont proposer des notions comme la «colonialité du savoir», la «colonialité de l'être» (Nelson Maldonado-Torres), la «colonialité du genre» (María Lugones), la «transmodernité» (Enrique Dussel), l'«épistémicide» (Boaventura de Sousa Santos), l'«interculturalité» (Catherine Walsh), la «senti-pensée de la terre» (Arturo Escobar) ou la «pluriversalité». Ce corpus conceptuel n'est pas seulement une critique de la modernité occidentale, mais également une réponse aux chercheurs postcoloniaux qui situent la naissance de la modernité à l'époque des Lumières européennes (Edward Saïd). En insistant sur l'importance du lieu d'énonciation, les penseurs décoloniaux rappellent que l'Amérique – qu'ils préfèrent appeler Abya Yala, une expression en langue autochtone kuna – a été le premier territoire extraeuropéen colonisé après les îles Canaries. Car l'Amérique/Abya Yala n'a pas été découverte, elle a été envahie et ses populations décimées par les effets de la colonisation européenne.

Réduire la pensée décoloniale au groupe MCD serait une erreur. D'un côté, le projet MCD se rattache à une généalogie plus ancienne de pensée critique latino-américaine dont les branches sont celles de la théologie de la libération, la pédagogie des opprimés de Paulo Freire, la théorie de la dépendance, en passant par les marxismes latino-américains. D'autre part, la théorie décoloniale se nourrit des divers mouvements sociaux sud-américains comme les assemblées et les cantines populaires, les comités d'autogestion des bidonvilles ou les mouvements féministes. Le féminisme décolonial s'est ainsi développé dans différents pays latino-américains. Certaines féministes décoloniales ont créé un groupe de réflexion, le Groupe latino-américain d'études et de formation et action féministes (Glefas) qui articule la théorie décoloniale, féministe et l'action sociale.

La notion de «colonialité» fait la part belle à la *praxis*. Il est impossible de penser la colonialité et les mécanismes de domination sans agir sur eux. La décolonialité est ainsi l'horizon de pensée et d'action pour la transformation sociale. Vue depuis l'Amérique latine/Abya Yala, la décolonialité (à ne pas confondre avec la décolonisation qui est un moment historique précis) ne se veut pas un retour à un passé idéalisé ni l'anéantissement de la culture occidentale. La décolonialité est plutôt la rupture avec un universalisme hégémonique et l'émergence d'un monde où puissent cohabiter plusieurs mondes.

L'histoire des idées est celle de la circulation des savoirs.

La décolonialité est la rupture avec un universalisme hégémonique.

Le qualificatif «décolonial» a été introduit en France au début du 21e siècle, d'abord dans les espaces militants (comme le Parti des indigènes de la République, PIR, ou le Camp d'été décolonial), puis à l'université. Délaissant l'adjectif «anticolonial» en vogue dans les années 1960-1970, les Français et Françaises issus de l'immigration postcoloniale adoptent le terme pour désigner l'incomplétude des décolonisations. Même si certains membres du PIR ont des liens avec le sociologue portoricain Ramón Grosfoguel, peu mobilisent les références latino-américaines, qui sont en espagnol. En somme, le «décolonialisme» à la française se rattache davantage à la théorie postcoloniale comme on le voit à travers la mobilisation de penseurs comme Edward Saïd, Frantz Fanon ou Aimé Césaire. ●

(1) Aníbal Quijano, «¡Qué tal raza!», *Ecuador Debate*, n° 48, 1999 (article publié en français sous le titre «"Race" et colonialité du pouvoir», *Mouvements*, n° 51, 2007/3.

RÉGIMES AUTORITAIRES
Des dictateurs et des religions

Se débarrasser des religions, les totalitarismes ont essayé. La plupart ont disparu sans y parvenir. Les autocrates d'aujourd'hui cherchent à utiliser le levier religieux pour consolider leur pouvoir.

Hannah Arendt, une des grandes penseuses de notre temps, attribuait les difficultés politiques de l'Occident à l'oubli de la «trinité romaine» – religion, tradition, autorité – légitimée par le caractère sacré de la fondation de Rome. «*Partout où un des éléments de la trinité romaine, religion, autorité ou tradition, a été mis en doute ou éliminé, les deux qui restaient ont perdu leur solidité*», écrivait Arendt dans «Qu'est-ce que l'autorité?» (*La Crise de la culture*, 1961). Cette grille d'analyse est particulièrement pertinente pour les dictatures, colosses aux pieds d'argile car sans légitimité: totalitaires, elles veulent détruire les religions; autoritaires, elles cherchent à les manipuler.

De fait, les grands régimes totalitaires du 20e siècle ont tout fait pour éradiquer la religion. Rien d'étonnant à cela si on s'en tient à la définition donnée du totalitarisme par Benito Mussolini, fondateur du fascisme italien: «*Tout dans l'État, rien en dehors de l'État, rien contre l'État.*» Il aurait pu dire «*tout dans le parti, rien en dehors du parti, rien contre le parti*». Dans le totalitarisme, le parti, son chef et l'État se confondent. Bolchevique, fasciste, nazi, maoïste, les projets totalitaires ne pouvaient pas laisser exister en dehors d'eux la parole religieuse, porteuse de transcendance, de règles morales, de traditions. Car pour fonder l'homme nouveau, il fallait le vider de toutes ses références antérieures et lui interdire toute échappatoire susceptible de miner sa loyauté envers le régime. Les religions, avec leurs rites, leurs textes sacrés, leurs temples et leurs prêtres, furent donc dénoncées comme des survivances superstitieuses et pourchassées sinon interdites.

TOTALITARISME: 0, RELIGION: 1

Sur ce point comme sur les autres, les pouvoirs totalitaires ont échoué. Les religions leur ont survécu. Dans l'Italie fasciste, Mussolini réalisa assez vite qu'il ne parviendrait pas à se passer entièrement de l'Église catholique, profondément ancrée dans la société. Il entama avec le Saint-Siège les négociations qui allaient aboutir aux accords du Latran en 1929. Pour apaiser la brouille entre le pape et l'État italien, un traité créa l'État du Vatican, minuscule parcelle souveraine censée compenser la destruction des États pontificaux par l'unification italienne un demi-siècle plus tôt. Un concordat conféra au catholicisme le statut de religion

Les projets totalitaires ne pouvaient pas laisser exister en dehors d'eux la parole religieuse.

d'État, autorisa l'enseignement religieux à l'école et interdit le divorce. L'emprise totale du fascisme sur les Italiens dans tous les aspects de leur existence ne s'est jamais réalisée et, après sa chute, la démocratie chrétienne s'est installée pour des décennies au cœur de la République italienne.

Le nazisme a persécuté puis entrepris d'exterminer les Juifs comme «race», mais également comme religion. Certains de ses dirigeants se réclamaient d'un paganisme germanique, d'autres cherchèrent à imposer une vision nazie du christianisme qui niait les sources juives de l'Ancien Testament et présentait Jésus comme aryen. Hitler, qui avait signé un concordat avec le Saint-Siège dès 1933, soumit les catholiques à un harcèlement constant – sans parler de la tentative de forcer les 28 Églises protestantes d'Allemagne



Vladimir Poutine lors de la cérémonie d'intronisation de Cyrille, Patriarche orthodoxe russe de Moscou et de toute la Russie (Moscou, le 1er février 2009).

à fusionner dans une Église protestante du Reich. Dès 1937, le pape Pie XI dénonçait dans l'encyclique *Mit brennender Sorge* la duplicité du régime nazi, son entreprise de haine et son culte idôlatre de la race, du peuple et de l'État allemands. Sur les ruines du Reich, l'Allemagne se reconstruisit avec des hommes politiques chrétiens-démocrates et socialistes.

Sous le régime athée de l'Union soviétique, être vu dans une église pouvait valoir la déportation, d'innombrables religieux ont péri dans les purges et près de 9 églises sur 10 ont été détruites ou réaffectées. Staline, ancien séminariste, allégea la pression sur les croyants après l'attaque nazie de juin 1941 et enrôla l'Église orthodoxe dans le réveil du patriotisme russe; mais il fit refermer les églises après la guerre et son régime devint ouvertement antisémite.

DES «*RELIGIONS SÉCULIÈRES*»?

Des penseurs du 20e siècle ont estimé que les totalitarismes n'étaient au fond que des «*religions séculières*» mimant les rituels anciens, cherchant à se parer d'une légitimité comparable à celle des religions et offrant une vision eschatologique censée conférer un sens à la vie humaine. Dans une controverse fameuse, les philosophes Eric Voegelin et Hannah Arendt se sont opposés sur ce thème. Le premier, dans une recension des *Origines du totalitarisme* (*Review of Politics*, janvier 1953), décrivait le phénomène totalitaire comme «*une hérésie immanentiste*», aboutissement fatal de la sécularisation commencée en Europe au Moyen Âge. Les totalitarismes auraient transposé l'idée religieuse d'un ordre parfait, venant de Dieu, dans une idéologie politico-historique cherchant à transformer l'humain, ce qui ne pouvait qu'aboutir à l'inhumanité la plus complète. La seconde, dans sa réponse, réfute l'idée du totalitarisme comme religion séculière: «*Il n'y a pas de substitut de Dieu dans les idéologies totalitaires.* (...) *Plus encore, la place métaphysique de Dieu est restée vide*», écrit-elle dans «A Reply» (1). Pour elle, il y a eu deux sécularisations parallèles, celle du politique et celle de la religion: le premier s'est trouvé définitivement privé du religieux, et la religion (chrétienne en l'occurrence) s'est trouvée libérée du politique dont elle s'était mêlée pendant des siècles. «*Le caractère séculier du monde implique une séparation de la vie religieuse et de la vie politique; dans ces conditions la religion était obligée de perdre son élément politique, de même que la vie politique était obligée de perdre la sanction religieuse d'une autorité transcendante*», écrira-t-elle plus tard. En ce sens, les totalitarismes, comme les régimes démocratiques, ont dû vivre avec cette autonomie irréductible de la sphère religieuse.

LA THÉOCRATIE, UNE EXCEPTION

On pourrait objecter que des États du 20e siècle ont été des théocraties, la religion servant de fondement au pouvoir,

exercé par des religieux. En réalité, les cas se comptent sur les doigts d'une main. En dehors du Vatican, on pourrait citer le Tibet jusqu'à l'occupation chinoise en 1959, avec son chef spirituel et temporel le dalaï-lama, révéré comme la 14e réincarnation du *bodhisattva* de la compassion.
L'exemple le plus emblématique aujourd'hui est celui de la République islamique d'Iran créée en 1979 et qui reste, 45 ans plus tard, dirigée par un ayatollah dont le turban noir indique son statut de descendant du prophète Mahomet. C'est assez différent dans les pays où domine l'islam sunnite, dépourvu de clergé hiérarchisé. Les cas où la religion y est «au pouvoir» sont très rares: l'Afghanistan des Talibans, l'Arabie saoudite sous la forme d'une alliance nouée au 18e siècle entre le clan guerrier des Saoud et le clan religieux d'Ibn Abelwahhab. La plupart des pays arabes ont l'islam comme religion d'État sans être pour autant des théocraties. Des pays qui ont le christianisme catholique, protestant ou orthodoxe, ou encore le bouddhisme, comme religion d'État peuvent être des démocraties pluralistes, y compris sur le plan religieux. Si l'Espagne de Franco a été pendant quarante ans une dictature nationale-catholique, le pouvoir est resté civil et non religieux.

Venu de l'extrême droite hindoue, Modi considère les musulmans comme étrangers à la nation.

Ce détour par le 20e siècle permet de mesurer la très grande différence entre les États totalitaires de l'âge des masses, et les États autoritaires d'aujourd'hui – «seulement» illibéraux ou carrément dictatoriaux – dans leur approche des religions. Pour résumer, la plupart des régimes autoritaires actuels ont pris le parti d'exploiter le potentiel de la religion pour consolider leur pouvoir et contrôler les populations. Les religions sont un fait social et culturel qui résiste, mais aussi un levier puissant: au lieu d'essayer de les faire disparaître, ils choisissent lesquelles mettre en avant et lesquelles entraver. Quelques exemples permettent d'éclairer ces stratégies.

LES NOUVEAUX DÉVÔTS

En Turquie, Recep Tayyip Erdogan est revenu sur la laïcité instaurée dans les années 1920 par Mustapha Kemal. Une laïcité «dure» qui était passée par l'abolition du califat (1924) et l'abandon de l'écriture arabe au profit de l'alphabet latin, dans le but de couper la Turquie moderne de ses racines islamiques. En accédant au pouvoir, en 2002, l'AKP a procédé par étapes pour restaurer la place de l'islam sunnite dans la société, au détriment des autres religions (alevis, chrétiens…) et des laïques kémalistes.
En Russie, Vladimir Poutine, qui fut baptisé en secret à sa naissance, se réfère de plus en plus à l'orthodoxie. Président de la Fédération de Russie à partir de 2000, l'ex-colonel du KGB a trouvé un soutien de poids en la personne de Cyrille, patriarche de Moscou et à ce titre chef de l'Église orthodoxe russe. Fils et petit-fils de popes persécutés par le pouvoir soviétique, mais aussi ancien agent du KGB, Cyrille apporte une validation théologique aux entreprises guerrières du chef du Kremlin, en rappelant sans cesse que Kiev est le berceau de l'orthodoxie russe. Si Poutine affiche sa dévotion envers l'Église orthodoxe – faisant restaurer les églises et restituant des icônes confisquées à l'époque de l'URSS, il est très attentif à ne pas s'aliéner l'islam russe et ses 22 millions de fidèles. Son discours sur la décadence de l'Occident dénué de valeurs convient autant aux chrétiens orthodoxes qu'aux musulmans. Selon Michel Eltchaninoff, auteur du livre *Dans la tête de Vladimir Poutine* (éd. augm., Actes Sud, 2022), l'inspirateur majeur de ce discours est Ivan Ilyine, un philosophe qui fut expulsé d'URSS et mourut en exil en 1954. Ivan Ilyine préconisait «*une nouvelle idée, religieuse par ses sources et nationale par son sens spirituel*», seule à même de «*faire renaître et refonder la Russie de demain*». Une idée qui obsède Vladimir Poutine.

LE DIVIN À L'APPUI DU NATIONAL

Ressource spirituelle et nationale aux yeux du dictateur russe, la religion est devenue dans l'Inde de Narendra Modi la base idéologique du pouvoir. Premier ministre depuis 2014, Modi incarne un récit suivant lequel l'hindouisme constitue l'essence authentique de l'âme indienne. Certes, il emploie le terme d'hindouïté (*hindutva*) qui est présenté comme un corpus laïque. Mais son discours n'avait rien de laïque lorsqu'il a inauguré début 2024 le nouveau temple hindou d'Ayodhya, érigé sur les ruines d'une mosquée moghole du 16e siècle rasée par des fondamentalistes hindous. «*Aujourd'hui, notre seigneur Ram est arrivé. Il attendait depuis des siècles!*» a exulté le Premier ministre, faisant sienne la croyance que ce lieu aurait vu naître Ram (ou Rama), roi de l'Inde antique vénéré comme avatar de Vishnou. Formé dans les groupes paramilitaires hindous, le Premier ministre récemment réélu fait constamment sentir aux quelque 200 millions de musulmans de l'Inde, de même qu'aux chrétiens et autres minorités religieuses, qu'il les considère comme des corps étrangers à la nation.
Depuis quelques années, la Chine de Xi Jinping, officiellement athée, a changé d'attitude envers les religions, du

moins celles qui émanent de la culture chinoise dont Pékin redécouvre les vertus pour remonter le moral de la population (*lire ci-contre*). Les autres religions reconnues (protestantisme, catholicisme, islam), sont fortement incitées à se «*siniser*», parfois avec une rare brutalité – comme dans le cas des Ouïghours musulmans.

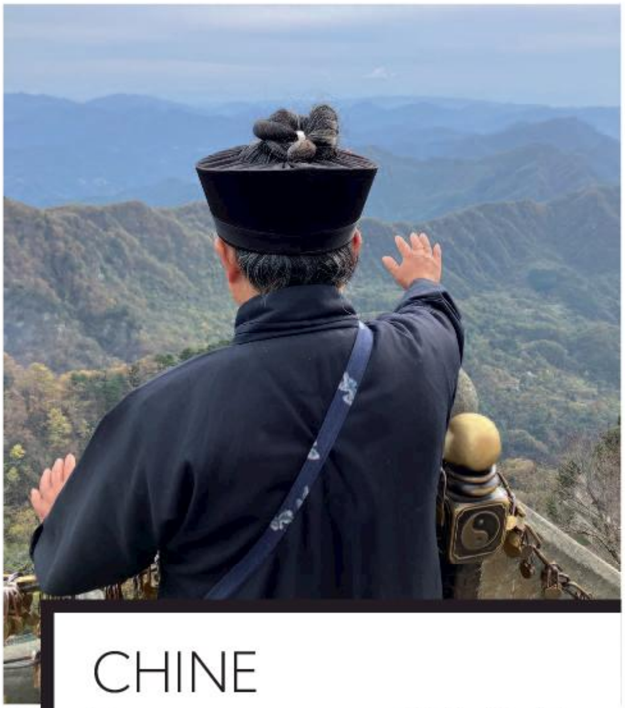
Même sans approfondir ici le cas de l'islam politique (*lire p. 72*), de très grands pays se présentant comme concurrents de la vision occidentale du monde ont réintégré le thème religieux au 21e siècle alors qu'ils avaient été dirigés au 20e siècle par des pouvoirs antireligieux ou laïques. Les sciences sociales ne sont pas passées à côté de ces phénomènes.

MONDE ENCHANTÉ OU DÉSENCHANTÉ?

Il y a plus d'un siècle, Max Weber avait identifié ce qu'il appelait le «*désenchantement du monde*» (*Entzauberung der Welt*), autrement dit le processus de rationalisation scientifique et technique qui allait de pair avec la montée du capitalisme. L'explication magique des choses avait commencé à être combattue par le judaïsme puis le christianisme, la modernité finissait en quelque sorte le travail. L'effacement de l'explication religieuse, par exemple sur la création du monde, inaugurait un temps où le surnaturel aurait de moins en moins de place. Si tout événement est explicable par des lois scientifiques et techniques, le monde est réduit à un «*mécanisme causal*» et il devient difficile de lui prêter une signification éthique ou une cohérence cosmologique. Les nombreux penseurs qui ont repris l'expression «désenchantement du monde» s'en inquiètent plutôt, jugeant que le retrait de la religion aurait pour corollaire une perte du sens, voire du sens moral. Marcel Gauchet affirme dans *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion* (1985) que le monde d'aujourd'hui s'explique par la sortie et l'inversion de la logique religieuse. Cette thèse est questionnée au tournant du 21e siècle, avec la parution, sous la direction d'un grand sociologue des religions, Peter L. Berger, d'un volume intitulé *Le Réenchantement du monde* (2001). Prenant au sérieux le retour du religieux sur la scène sociale et politique, il y voit un phénomène nouveau, durable et structurant – dont seule l'Europe semblait rester à l'écart. Les autocrates actuels et leurs émules populistes n'ont sans doute pas lu Berger, mais ils semblent agir comme s'ils l'avaient fait: la religion est toujours là, autant s'en servir.

(1) Les deux textes sont parus en français dans *Les Origines du totalitarisme-Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, coll. «Quarto», 2002.

SOPHIE GHERARDI



CHINE
Le retour officiel du taoïsme

Octobre 2023: la jolie ville de Shiyan, au centre de la Chine, accueille avec faste la Conférence mondiale du Tai-Chi, au pied des monts Wudang. Dans les jardins du temple Yu Xu Gong, des milliers de jeunes vêtus de blanc accomplissent dans un ensemble parfait la lente chorégraphie de cette discipline gymnique et spirituelle inspirée du taoïsme. Le caractère officiel de l'événement ne fait pas de doute. Même sans parler mandarin, on repère le nom de Xi Jinping, le président chinois, dans les discours de cadres communistes au style vestimentaire et capillaire inimitable.

Un spectacle à la Puy-du-Fou, dans le théâtre tout neuf de Shiyan, raconte la quête spirituelle d'un jeune Chinois du peuple. Longtemps, il invoque son maître: «*Shifu!*» Le voilà qui arrive en volant: c'est Lao Tseu! L'auteur mythique de la *Voie du Tao* reconnaissable à sa longue barbe blanche, guide son disciple dans les épreuves: il triomphera du méchant général, de l'empereur mal conseillé, des découragés en tous genres. La vraie sagesse est en lui.

Dans les temples millénaires, scrupuleusement restaurés, les visiteurs, surtout les jeunes, se comportent plus en pèlerins qu'en touristes. Ils se prosternent devant les statues, apportent des offrandes, brûlent de l'encens. Les moines qu'on aperçoit sont jeunes, eux aussi. Le taoïsme, religion ancestrale de la Chine, connaît manifestement un souffle nouveau. Avec la bénédiction du pouvoir. Comme si ce culte optimiste, proche de la nature et authentiquement national pouvait servir d'antidote aux maux de la modernisation. **S.G.**



LE SAINT-SIÈGE

Producteur d'idées globales

Par **Philippe Portier**

Le pape François promeut une pensée politique inscrite dans la volonté séculaire de l'Église d'intervenir sur le monde, et dans sa propre vision d'Argentin qui a côtoyé l'injustice sociale.

Les papes ont toujours estimé que l'Église avait mission d'intervenir dans les affaires de ce monde afin d'écarter le péché et d'assurer aux humains, dès ici-bas, une certaine quiétude d'existence.

Philippe Portier est politiste. Directeur d'études à l'EPHE où il a dirigé il a dirigé à l'École pratique des hautes études le «Groupe Sociétés, Religions, Laïcités» (GSRL). Ses travaux portent sur les recompositions du religieux dans les sociétés occidentales.

À l'avènement des Lumières, le magistère catholique a d'abord résisté, tel Pie VI dénonçant en 1790 l'hubris de cette civilisation qui entend substituer à la souveraineté de Dieu celle de l'homme. À la fin du 19e siècle, le catholicisme reprend l'initiative avec la «*doctrine sociale de l'Église*», portée par Léon XIII, qui entend donner un cadre normatif au «*nouvel ordre des choses*», contre le modèle libéral et son alternative socialiste.

De ce catholicisme «intégral», le pape François reprend les intentions premières, avec cependant une conceptualité propre inspirée à la fois des réflexions du concile Vatican II (notamment sur la liberté religieuse et l'idéal

Le pape François, argentin né Jorge Mario Bergoglio, dirige l'Église catholique depuis son élection en 2013. Il est le premier non-Européen à accéder au pontificat.

démocratique) et de la théologie du peuple, dont il fut en Argentine un des principaux porte-parole.

Dans la philosophie moderne, l'homme se constitue comme pôle unique de sens et de valeur – au détriment de la nature. Le pape François est très éloigné de cette compréhension anthropocentrée. Le monde, explique-t-il, relève de la catégorie du cosmos: parce que Dieu l'a voulu tel, il exprime un ordre dans lequel chaque élément – minéral, végétal, animal – doit séjourner à la «*juste place qui lui revient*». Cela vaut pour l'homme même: s'il dispose d'une capacité de choix que n'ont pas les autres composantes du monde, il doit la soumettre aux finalités que la nature lui impose. L'encyclique *Laudato si* (2013) affirme: «*L'homme n'est pas seulement une liberté qui se crée de soi. L'homme ne se crée pas lui-même. Il est esprit et volonté, mais il est aussi nature.*»

UNE CRITIQUE DE LA MODERNITÉ

Pour les théoriciens contemporains de la démocratie, comme Jürgen Habermas ou John Rawls, le subjectivisme n'autorise pas nécessairement à tout vouloir et à tout oser. Le jugement de François est tout différent. À l'instar des papes qui l'ont précédé, il estime que lorsque les sociétés se privent du support de la vérité inscrite dans l'ordre divin des choses, elles se donnent à des «*idoles*» (comme la technique et le profit) qui les font dérailler. N'assiste-t-on pas à une vaste dégradation des existences? Les encycliques sociales de François – *Laudato Si*, *Fratelli Tutti* (2020), *Laudate Deum* (2023) – reposent sur deux constats. Le premier regarde l'injustice sociale. Son compagnonnage avec la théologie argentine du peuple a rendu le pontife particulièrement sensible à l'exploitation des pauvres du grand Sud. Privés de ressources et de logements, ils sont victimes d'une dynamique libérale qui soumet toute relation humaine à la recherche de l'argent, «*ce fumier du diable*». Au nombre des victimes de la modernité libérale, le pape adjoint les enfants: il condamne sans trêve le «*meurtre des tout-petits*» par l'avortement.

Le second constat concerne l'altération écologique, déjà évoquée par Jean-Paul II et Benoît XVI. L'homme est voué à agir sur l'univers en «*co-Créateur*», à condition d'en respecter les équilibres. Or, plus rien n'est raisonnable dans la gestion de la nature. Alors qu'elle est «*notre sœur*» (selon l'expression de François d'Assise), elle fait l'objet d'une exploitation sans frein, dont témoignent la pollution des fleuves, la destruction des forêts, l'industrialisation des paysages.

Un autre monde est possible cependant. Le projet de Jorge Bergoglio articule la notion de «bien commun» et celle d'«écologie intégrale» pour donner à chacun les conditions sociales de sa dignité naturelle. Dans la philosophie du politique qui le sous-tend, l'État doit avoir une forme démocratique. Légataire de la culture argentine, le pape ne récuse pas le «bon» populisme, qui prend en compte les besoins matériels et les requêtes culturelles du peuple. En revanche, dans *Fratelli Tutti*, il se tient à distance du «mauvais» populisme qui restreint les libertés publiques et qui ferme la nation à tout apport extérieur. Le pape François tient aux protections constitutionnelles, ce qui le conduit à défendre l'idée de «laïcité» et non celle de l'État catholique. Conformément au jusnaturalisme classique, chacun a reçu de l'ordre divin-naturel un capital de droits (à la vie, à la liberté religieuse, à la participation politique, à des conditions de travail décentes, à émigrer, à un environnement sain…): il revient à l'État de les promouvoir, en contraignant de surcroît ses citoyens à les respecter chez leurs semblables.

Pour un univers de vie où le rapport aux hommes compterait bien davantage que le rapport aux choses.

Ce discours a, depuis l'encyclique *Laudato Si*, reçu une audience significative. Le pape est un des seuls acteurs publics à résister au fatalisme contemporain, en critiquant tous les systèmes d'exploitation, capitalistes et dictatoriaux, qui affligent en particulier nos «*périphéries*» sociales. Il répond à l'attente de lien, dans un monde qui s'individualise, en dessinant un univers de vie dans lequel le rapport aux hommes compterait bien davantage que le rapport aux choses.

Sa pensée se heurte à trois types d'obstacle. Un obstacle d'ordre éthique d'abord: l'Occident, porté par son libéralisme moral, récuse fortement sa doctrine de la famille, du genre et de la vie, qu'il défend d'ailleurs aux côtés d'autres leaders religieux. Un obstacle d'ordre social ensuite: attachés à l'idée que l'accumulation exerce son effet de ruissellement sur toutes les couches de la population, les adeptes du turbocapitalisme, parfois alliés aux théologiens évangéliques de la «prospérité», dénoncent volontiers son approche aristotélicienne de l'économie. Un obstacle d'ordre politique enfin: il lui est reproché, surtout du côté de la droite radicale, de sombrer dans le culte d'une citoyenneté mondiale, qui ignore le désir d'homogène et de sécurité porté par les nations. ●

ISLAM(S) POLITIQUE(S) Triomphe ou déclin ?

Par **Mohamed-Ali Adraoui**

Théorisé dans les années 1920, en Égypte, l'islamisme vise à replacer une norme religieuse stricte au cœur de la société. Son accès au pouvoir politique n'est jamais allé de soi dans les pays musulmans.

L'islamisme – ou islam politique – est né voici presque un siècle dans le contexte d'une domination européenne sur une grande partie de la planète, dont l'aire civilisationnelle musulmane. Dans des sociétés qui se sentaient en pleine déliquescence historique, des penseurs et des militants ont réclamé le retour de l'islam afin de se penser, se présenter au monde et organiser les affaires de la cité.

C'est le cas de l'Égypte d'où émerge en 1927 ce qui deviendra le principal mouvement islamiste, celui des Frères musulmans (al-Ikhwan al-Mouslimoun). Son propre est de mobiliser tous les moyens d'action, y compris les plus modernes, afin de replacer la norme religieuse, comprise au sens fondamentaliste, au cœur de la société. Le mouvement prend d'abord la forme d'une association de prédication empreinte de soufisme, animée par Hassan al-Banna (1906-1949), un enseignant pieux et formé au sein d'institutions scolaires modernes qui en deviendra le guide suprême. Il s'attache à rappeler les droits d'une religion censément négligée ou combattue par les puissances coloniales, voire par des musulmans jugés trop traditionnalistes ou trop modernes. Pour Hassan al-Banna, la foi doit être conçue comme un système spirituel et normatif complet ayant vocation à irriguer toutes les activités humaines, et donc à concurrencer les grandes idéologies de masse contemporaines et leurs imaginaires politiques. Au nationalisme arabe, il reproche d'avoir importé «*cette haute considération de chaque nation pour sa race*», faisant oublier «*l'enseignement de l'islam qui avait mis un terme au racisme de l'ignorance et à cette fierté de la race, de la couleur et de l'origine*» (1).

Le communisme et le libéralisme séculier, bien qu'anticolonialistes, n'offrent pas non plus de récit «*authentique*» aux peuples d'Islam. Ce qui commence alors à émerger comme le mouvement islamique est le seul à affirmer vouloir libérer au plan politique, culturel et identitaire tous les pays composant la nation islamique (al-Oumma) en danger. Hassan al-Banna parle en ces termes de la domination européenne : «*Cette invasion a eu sur nous le plus grand des effets au point que l'ombre de la pensée islamique a déserté la vie sociale égyptienne dans de nombreux domaines essentiels. Nous avons commencé à modifier nos dispositions et à les colorer selon la mode européenne. Dans nos vies, nous avons limité l'autorité de l'islam à nos seuls cœurs et aux tribunes du sermon du vendredi. Nous l'avons séparé des affaires concernant notre vie pratique, nous nous en sommes énormément éloignés et nous voilà menant une vie double, instable et contradictoire* (2).»

Le principal slogan des Frères musulmans : « *L'islam est la solution.* »

Cette Oumma se retrouve au début du 20e siècle divisée en États-nations alors que son cadre souverain «*naturel*» est celui du califat (principe fondateur de la pensée islamiste), démantelé par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale lorsqu'ils ont mis fin à l'Empire Ottoman qui se revendiquait héritier des différents pouvoirs ayant affirmé servir l'islam depuis la mort de Muhammad en 632.

Les Frères musulmans, sans être les seuls acteurs du renouveau politico-religieux, vont représenter la matrice de l'islam politique à partir de leur ascension dans l'entre-deux-guerres.

Mohamed-Ali Adraoui est professeur de science politique à l'Université Sorbonne Paris Nord. Il a publié plusieurs ouvrages sur le salafisme.



© Marcel ter Bals / DeFodi Images / DeFodi / Getty

Recep Tayyip Erdogan et son épouse, Ermine Erdogan, applaudissent la sélection nationale de football turque à Berlin en juillet 2024.

Structuré autour de l'idée que «*l'islam est la solution*», l'islamisme est une pensée originale qu'on tend à ranger un peu vite parmi les doctrines réactionnaires. Certes l'ambition est fondamentaliste, les Frères musulmans partageant certains traits avec les courants salafis (*lire p. 75*) (3), mais l'éthique activiste est en grande partie moderne. L'ensemble des moyens d'action qui se massifie à partir du début du 20e siècle fait l'objet d'une lecture islamique, générant nombre d'innovations sociales et politiques dans la société égyptienne de l'époque, puis ailleurs dans le monde musulman à mesure que les *ikhwan* s'exportent (en Syrie, Palestine, Afrique du Nord, Soudan, Pakistan, Asie centrale...). Clés pour comprendre l'essor de l'islamisme depuis un siècle, les espaces visés sont l'économie, la famille, l'éducation mais aussi et surtout l'organisation caritative, le syndicat, le parti, l'aile militaire, la législation et l'État islamiques. Chaque sphère de la société doit être réformée dans le sens d'une supposée conformité avec l'islam des origines, afin de régénérer des peuples confrontés à une véritable atonie civilisationnelle.

À l'instar de tout autre courant de pensée, l'islam politique a connu ruptures, évolutions et changements doctrinaux sans renoncer à lier foi, identité et politique en terre d'Islam. On peut néanmoins se demander quels résultats concrets ou symboliques ont correspondu à cette offre idéologique depuis une centaine d'années.

VICTOIRE OU ÉCHEC?

Les tentatives d'appliquer le grand dessein islamiste ont généré des phases différentes de contestation mais également de participation au pouvoir. Les forces islamistes sont aussi bien passées au cours de leur histoire par des phases d'ascension, d'avancée et de triomphe que de repli, de crise et de quasi-disparition.

Il faut d'abord mentionner les nombreux cycles qui ont vu les mouvements islamistes affronter, parfois de manière extrêmement violente, les pouvoirs en place. L'Égypte, la Syrie, le Maroc, l'Algérie ou encore la Jordanie ont été des théâtres de conflits entre les mouvements islamistes et les régimes issus des indépendances. Le cas le plus fameux reste celui du penseur Sayyid Qutb, exécuté en 1966. Sa critique acerbe du système nassérien, que la confrérie avait appuyé lorsqu'il renversa la monarchie en 1952, donne lieu à une véritable guerre culturelle et politique entre islamisme et autoritarisme militaire. Comparant l'Égypte de Nasser à l'Arabie préislamique (Jahiliyya), Sayyid Qutb se veut défenseur d'une souveraineté divine (*hakimiyya*) violée par les idées modernes que sont la sécularisation, le nationalisme ou encore la franc-maçonnerie. Légitimant la lutte armée, certains de ses épigones, regroupés dans les groupes islamiques (al-Gama'at al-Islamiyya) – en rupture avec la direction de la confrérie fidèle à une approche essentiellement non violente –, iront jusqu'à assassiner le

président égyptien Anouar el-Sadate le 6 octobre 1981. Les survivants de ces groupes islamiques égyptiens iront combattre en Afghanistan quelques années plus tard, constituant les premières cohortes de ce qui était en train de devenir le jihadisme, idéologie planétaire de combat au nom de la défense de l'islam. Reprenant certaines caractéristiques doctrinales de l'islam politique, le jihadisme est néanmoins une offre idéologique différente: de l'islamisme il rejette le gradualisme et le cadre national, privilégiant des fins guerrières plutôt que les espaces traditionnellement investis par les forces islamistes. La destruction des Twin Towers de New York le 11 septembre 2001 constituera l'attaque la plus meurtrière et emblématique contre le monde occidental.

D'autres cycles de violence entre États en place et mouvements islamistes radicalisés (souvent après des passages en prison) peuvent être mentionnés. C'est le cas de l'insurrection qui met aux prises en Syrie la branche syrienne des Frères musulmans au régime baathiste de Hafez el-Assad, et qui culminera avec le massacre de Hama en février 1982 (40000 morts, civils principalement).

Dans les décennies 1980 et 1990, on assiste à l'insertion dans le jeu politique des mouvements islamistes. Certains, selon un schéma classique, limitent au début leurs activités à la prédication et au travail social, tel le Hamas (Mouvement de la résistance islamique) palestinien fondé en 1987, d'autres franchissent le pas de l'activisme institutionnel et rejettent

Nulle part, la répression n'a fait disparaître les mouvements islamistes.

officiellement la violence, comme les *ikhwan* égyptiens à cette époque. La dialectique entre forces islamistes et systèmes politiques autoritaires accouche de configurations variées: rivalité contenue comme en Jordanie dans les années 1990 avec le Front d'action islamique; soutien au régime en place comme au Soudan avec le Front islamique national; ou encore «division du travail» comme en Égypte, les affaires sociales étant laissées aux islamistes pour peu qu'ils s'abstiennent de disputer la réalité du pouvoir politique à l'armée. C'est à cette époque que pointe la question de l'islamisme d'Occident. Des organisations appartenant à cette matrice naissent en Europe et en Amérique du Nord, telle l'Union des organisations islamiques de France, aujourd'hui devenue Musulmans de France. La guerre culturelle et politique entre régimes en place et partis islamistes a pris dans certains pays un tour paroxystique: le conflit algérien suscité par une victoire électorale refusée au Front islamique du salut en 1991 marque jusqu'à aujourd'hui le tissu social algérien. Le cas de l'islam politique turc, principalement porté par le Parti de la justice et du développement (AKP), une décennie plus tard incarnera pour certains la possibilité d'un islamisme démocratique intégrable dans un jeu politique national stabilisé. Et nourrira nombre de débats sur la compatibilité entre idéologie islamiste et respect des principes démocratiques.

Le «Printemps arabe», en 2010, marque une rencontre historique massive entre mobilisations populaires contre les régimes issus des indépendances et une offre islamiste renouvelée. Oscillant entre aspirations islamo-démocrates et pesanteurs idéologiques, Ennahda en Tunisie, le Parti de la liberté et de la justice en Égypte ou encore le Parti de la justice et du développement au Maroc s'affichent pour un temps comme les vainqueurs de la nouvelle équation sociale et politique. Mais très vite les résurgences autoritaires renvoient les dirigeants islamistes en prison (l'ex-président égyptien Mohammed Morsi est mort en détention en 2019, Rached Ghannouchi a été incarcéré en Tunisie par le gouvernement de Kaïs Saïed). Sauf en Turquie où l'AKP est aux commandes depuis une génération, on ne peut conclure à une victoire islamiste pérenne.

SCÉNARIOS D'AVENIR POUR L'ISLAM POLITIQUE

Pour ce qui est de l'avenir de l'islam politique, au moins deux questions se posent: la première est organisationnelle, la seconde plus idéologique et politique.

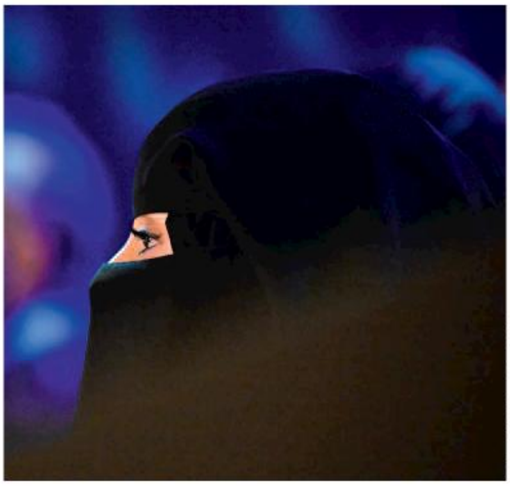
La résilience est une constante de l'histoire de l'islamisme. Partis, mouvements ou groupes islamistes n'ont nulle part disparu sous l'effet d'une politique d'éradication physique ou politique. Au contraire, l'emprisonnement de masse d'islamistes dans de nombreux pays n'a jamais produit la fin, espérée par certains, de l'islam politique. Les acteurs islamistes survivent grâce à leur adaptabilité, leur légitimité et leur insertion sociales.

Ce qui a le plus nui à l'islamisme, c'est la confrontation avec les réalités. L'aura que lui donnait son opposition à des régimes discrédités a mal résisté à l'expérience du pouvoir. De nombreux pans de la société ont pris leurs distances avec «la solution islamique». Si cela ne signifie pas la disparition de l'islam politique comme force dans le champ politico-religieux des pays musulmans, la croyance à un grand dessein sacral à même de changer le cours de l'histoire semble avoir vécu. Près d'un siècle après son éclosion, l'islam politique tend à devenir simplement de l'islam en politique.

(1) Cité dans Naïma Afif, *Hassan Al-Banna. Textes originaux*, éd. Tawhid, 2010.
(2) *Ibid*.
(3) Jens Hanssen et Max Weiss (dir.), *Arabic Thought Beyond the Liberal Age. Towards an intellectual history of the Nahda*, Cambridge University Press, 2016.

FONDAMENTALISME

QU'EST-CE QUE LE SALAFISME ?



© Horacio Villalobos / Corbis / Getty

Ceux qui prétendent suivre le modèle des «vertueux anciens» sont en général de simples dévots. Mais c'est souvent de leurs rangs que sont issus les extrêmistes, voire les jihadistes.

Le salafisme est une lecture de la religion musulmane (dans son versant sunnite) qui valorise l'origine, le commencement. Il s'agit de restaurer le modèle des «vertueux anciens» (*al-Salaf al-Salih*), rien n'étant plus authentique que l'islam du Prophète, de ses compagnons et de leurs immédiats successeurs. En ce sens, le salafisme (*al-salafiyya*) peut être inclus dans la famille des courants religieux fondamentalistes. Selon les salafis, l'islam aurait connu des altérations néfastes (appelées «déviations») : remonter dans le passé permet de retrouver la forme inaltérée d'islam. Chaque question de dogme, rituelle ou sociale, doit être tranchée à la lumière des enseignements du Coran, du mode de vie prophétique (*al-sunna*) et de la trace (*al-athar*) morale et comportementale laissée par les compagnons de Muhammad.

Au cours de l'histoire, des clercs religieux ont tenté de réagir à des crises doctrinales ou sociopolitiques en prônant le retour aux *salaf*. Ahmad Ibn Hanbal (780-855), juge (*cadi*) du pouvoir abbaside en Irak, prit la tête d'une contre-réforme salafie en s'opposant aux idées du courant Mu'tazilite qui considérait le texte coranique comme créé sur Terre et non incréé depuis les cieux. Ahmad Ibn Taymiyya (1263-1328), entre autres combats religieux, a jeté l'anathème (*takfir*) sur la dynastie mongole pour n'avoir pas adopté la *chari'a*, système légal musulman. Muhammad Ibn Abdul-Wahhab (1703-1792) s'éleva dans la péninsule arabique contre l'adoration des saints, l'unicité (*tawhid*) d'Allah exigeant qu'un culte exclusif lui soit rendu.

En Arabie saoudite, les descendants d'Abdul-Wahhab exercent toujours l'autorité religieuse, parallèlement au pouvoir politique des Saoud, en vertu d'une alliance scellée en 1744. Devenu puissance pétrolière, le royaume a joué un rôle central dans la mondialisation des normes religieuses, culturelles voire politiques du salafisme.

PRÉDICATION ET MILITANTISME

Plusieurs éthiques puritaines voire radicales coexistent dans le salafisme. Certains de ses acteurs, surtout là où l'islam est minoritaire, privilégient le retrait par rapport au reste de la société et à la politique institutionnelle. L'enseignement coranique et la pureté de la foi sont l'essentiel pour ces salafistes «quiétistes», souvent petits entrepreneurs pour pouvoir vivre leur religiosité.

D'autres salafistes franchissent le pas de la participation politique. On l'a vu dans plusieurs pays musulmans, où ils ont fondé des partis pour faire valoir leurs visées. La prédication devient ici militantisme organisé.

Le visage le plus violent de cette option est le salafisme-jihadisme. Pour ses partisans, les musulmans ne sauraient sortir de leur léthargie civilisationnelle sans un combat armé d'envergure contre leurs ennemis. Revêtant la notion polysémique de «*jihad*» d'un sens vindicatif extrême, des groupes comme Al-Qaïda et l'organisation État islamique sont parties prenantes de nombreux conflits et attaques contre des acteurs présentés comme leurs ennemis (États non musulmans, régimes «faussement» islamiques...).

Entre fondamentalisme et violence, l'hypothèse de circulations sociales importantes n'est pas avérée. On constate plutôt une logique de concurrence et de fragmentation de ces différentes interprétations du salafisme plutôt qu'une tendance à la fusion. ● **M.-A.A.**





© Fang Xia Nuo / Getty

FAÇONNER DEMAIN

Le futur est déjà là. Il est au sommet : à la Maison-Blanche où Elon Musk devrait gouverner avec Donald Trump, dans les utopies technologiques décomplexées de la Silicon Valley, dans l'interface humain-machine de l'intelligence artificielle. Conserver la possibilité d'une pensée humaine autonome n'ira peut-être plus autant de soi, avertit Virginie Tournay. Mais le futur se construit aussi par la base : face au défi du changement climatique, des gens s'organisent localement pour faire prospérer les « communs » ; les débats féministes ne se limitent plus à l'égalité entre hommes et femmes, mais proposent des changements parfois radicaux dans tous les rapports de production et de pouvoir. Nous avons identifié pour vous dix penseurs d'envergure mondiale dont les idées peuvent aider à penser sans excès de pessimisme le monde tel qu'il change.



Utopie ou dystopie ?

Par **Olivier Alexandre**

Centre créatif et névralgique des technologies numériques, la Silicon Valley façonne déjà tout ou partie de nos existences. Mais est-elle pour autant le berceau d'une nouvelle idéologie ?

Zone industrielle de 200 km², localisée dans le Nord de la Californie, la Silicon Valley compte en 2024 2,7 millions d'habitants, 1,6 million de travailleurs, 300 000 emplois directs dans le secteur des nouvelles technologies. Y résident près de 285 000 millionnaires, 630 multimillionnaires et 65 milliardaires, soit la plus grande concentration de richesse au monde. La vie sociale y est marquée par une forte concurrence, s'exprimant par une course aux meilleurs «*deals*», des joutes sur les réseaux, des procès, et même un combat à mains nues qui promettait d'opposer Mark Zuckerberg à Elon Musk. Cette compétition se retrouve dans le domaine des idées sans pour autant que la Silicon Valley forme un tout cohérent sur le plan idéologique.

Olivier Alexandre est sociologue, chargé de recherche au CNRS, membre du centre Internet et Société, enseignant à Sciences Po Paris. Ses travaux portent sur la culture et le numérique. Il a notamment publié *La Tech. Quand la Silicon Valley refait le monde* (Seuil, 2023).

UN RÉSEAU DE COURANTS IDÉOLOGIQUES

Les entrepreneurs, ingénieurs et scientifiques de la Silicon Valley ambitionnent un «impact». Derrière le catalogue Amazon, l'indexation des pages Web par PageRank, le graphe de Facebook, l'encyclopédie Wikipedia ou les prompts de ChatGPT se trouvent des visions très variées, parfois mêmes antagonistes. Sur le plan politique, cohabitent les courants les plus divers, allant de l'anarchisme à l'ultradroite.
Toutefois, différents courants de pensées cohabitent dans la Silicon Valley, allant de l'anarchisme à l'ultradroite. Chez les anciens de PayPal, on trouve ainsi Reid Hoffman, cofondateur

La voiture de demain avec Tesla, l'espace avec SpaceX, l'information avec X (Twitter), et désormais ministre trumpiste: Elon Musk ou la fusion des pouvoirs.

de LinkedIn, fidèle soutien du Parti démocrate, tandis que Peter Thiel conseilla Donald Trump en 2016 et 2024. Qui plus est, ces mêmes technologues peuvent faire preuve d'une relative inconstance, à la manière d'Elon Musk qui put soutenir le candidat Obama aussi bien que le président Trump, dont il sera même ministre. Les technologues naviguent au fil de leurs lectures, échanges sur X (ex-Twitter), opportunités d'investissement, rencontres dans des conférences TED, barbecues et dîners en petits comités pour laquelle la vallée est renommée. Si bien que le Nord de la Californie a pu être associé avec nombre de courants: technolibertarianisme, technolibéralisme, objectivisme, rationalisme, cosmisme, cyberlibertarianisme, technocapitalisme, *dark enlightenment*, *design thinking*, cryptoanarchisme, anarchocapitalisme, extropianisme, transhumanisme, singularisme, accélerationisme, accélérationnisme efficace, altruisme efficace, long-termisme, techno-optimisme, etc.

Ces courants forment un réseau ouvert et évolutif. La chercheuse en informatique Timnit Gebru et le philosophe Émile Torres estiment même qu'ils n'ont qu'une source et une seule fin: l'eugénisme et l'utopisme technique (1). Mais ces courants ont pu être investis de bien des manières, des plus romantiques (avec Stewart Brand ou John Perry Barlow) aux plus autoritaires (avec Peter Thiel et Curtis Yarvin). Si le terme «libertarianisme», souvent convoqué dans la Silicon Valley, est forgé à partir d'un mot français («libertaire»), la boussole idéologique française et ses irréductibles pôles droite-gauche peinent à fournir des repères.

Dans l'industrie des nouvelles technologies, les termes «politiques» ou «intellectuels» sont d'ailleurs peu employés. L'État, si central chez les penseurs européens, est vu comme un ensemble complexe et désordonné, allant des «*counties*» à Washington DC, en passant par les 200 agences de l'État de Californie. La visée politique des technologues de la vallée dépasse donc la seule arène politique. Ils aspirent à diffuser les technologies au travers de marchés en expansion. Ils relayent ce credo non *via* des partis mais *via* des plateformes. Ne se nomment pas intellectuels mais influenceurs. Leurs audiences restent certes variables (plus de 202 millions d'abonnés pour Elon Musk en 2024 sur Twitter-X, quand d'autres plafonnent à 10000), mais ils ont pour point commun de cumuler les fonctions: entrepreneur, investisseur, membre de conseils d'administration, conférencier, conseiller, démonstrateur, bloggeur, podcasteur, essayiste, etc. (2).

Pour trouver un équivalent hexagonal, il faudrait imaginer la combinaison d'un Laurent Alexandre et d'un Serge Dassault, d'un Bernard-Henri Lévy et d'un Xavier Niel, soit des personnes cumulant capital économique, médiatique, social et technologique. Ils profitent de la proximité d'universités de premier plan, telles que Stanford, Berkeley, Georgetown, MIT, Harvard ou Oxford, pour animer des instituts et prendre part à des cercles de pensée. Cette position d'entre-deux explique que les technologues puissent opérer sans sanction de l'institution ou encore se revendiquer de plusieurs courants: leur versatilité ou leur incohérence paradigmatique n'entravent nullement le bon déroulé de leur trajectoire. Se pose alors la question du sens de leur pensée.

PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

Souvent inspirés par l'utilitarisme anglo-saxon (Peter Singer, Nick Bostrom, William McAskill...), ces technologues ont pour ambition de limiter le pouvoir de l'État au nom de la liberté et des bienfaits de la technologie. La société est pensée à partir des individus, et surtout de leur évolution possible dans une perspective résolument techno-optimiste. Dans cette philosophie, l'acteur de l'histoire n'est pas un parti politique, une classe sociale ou une nation, mais les nouvelles technologies dont il faut explorer les possibles, des plus micro (l'informatique quantique) aux plus macro (les voyages interstellaires) en passant par les technologies du corps et de l'esprit. L'histoire n'est pas un processus à ralentir mais à accélérer, pour le bien de l'humanité. L'ambivalence tient au sens donné à l'histoire, l'avenir étant présenté comme à la fois salutaire et menaçant, et au rôle des technologues, qui se vivent comme des francs-tireurs rebelles alors que leur pouvoir ne cesse de croître.

L'histoire n'est pas un processus à ralentir mais à accélérer.

Elon Musk en constitue une parfaite incarnation. Engagé tardivement dans la campagne de 2024 auprès de Donald Trump avant d'en devenir un des principaux acteurs, il travaille avec des agences d'État pour développer l'entreprise privée Space X, il aspire à répliquer au sein de l'État fédéral ce qu'il a fait chez Tesla et X: gagner en efficacité, promouvoir les meilleurs, réduire les coûts et lutter contre les organisations syndicales, de manière à assurer que le «camp du bien» triomphe, sans qu'on sache si ce camp est celui de tous ou seulement le sien.

(1) Timnit Gebru et Émile P. Torres, «The TESCREAL bundle. Eugenics and the promise of utopia through artificial general intelligence», *First Monday*, vol. 29, 2024/4.
(2) Olivier Alexandre et Samuel Coavoux, «Les influenceurs de la Silicon Valley. Entreprendre, promouvoir et guider la révolution numérique», *Sociologie*, vol. 12, 2021/2.

PRODUCTION D'IDÉES
Ce que l'IA fait à la pensée

Par **Virginie Tournay**

La quantification du monde a commencé bien avant l'intelligence artificielle. Mais l'interface humains-machines pose une question très politique: jusqu'où peut-on déléguer nos capacités de réflexion?

Depuis l'arrivée d'Internet, le marché mondial de l'information a été dérégulé, souvent au détriment de la vérité. Comment s'y repérer, sachant que «*la fonction de penser ne se délègue point*», écrivait le philosophe Alain dans son recueil philosophique au titre évocateur, *Minerve ou De la sagesse* (1939). Conserver un esprit vivant exige la pratique continue du doute: il faut se garder de toute ivresse de vérité qu'apporterait l'adhésion inconditionnelle à des visions du monde ne résultant pas d'une déduction personnelle. Alain, à l'époque où il écrivait ce texte, songeait à la foi aveugle dans les grands mythes politiques du socialisme ou du communisme. Ce regard critique reste criant d'actualité. Les institutions politiques, véhicules traditionnels des grands récits, sont en effet concurrencées par les interfaces homme-machine issues des plateformes du Web. La montée en puissance des réseaux sociaux s'avère indiscutable: ces outils de captation de l'attention touchent plus de 67% de la population mondiale en octobre 2024. Elle met à l'épreuve l'autonomie de l'esprit d'examen si chère aux penseurs s'inscrivant dans la tradition cartésienne. Du fait de cette importance prise par les échanges en ligne, les élaborations de l'esprit humain sont subordonnées aux relations que chacun engage avec son écran.

Virginie Tournay est directrice de recherche au CNRS et travaille au Cevipof/Sciences Po. Elle a une double formation en science politique et biologie moléculaire. Elle a participé à l'initiative Red Team Defense et a publié *Civilisation O.O* (Glyphe, 2019) et les essais *Le vivant est-il gouvernable? La politique à l'épreuve d'un monde saturé de traces* (L'Aube, 2024) et *L'Intelligence artificielle. Les enjeux politiques de l'amélioration des capacités humaines* (Ellipses, 2020).

TROP D'ESPOIRS, TROP DE CRAINTES

L'outil numérique est devenu, en quelques années seulement, un tiers de confiance irremplaçable. Il constitue déjà la principale médiation permettant à l'humanité de générer des contenus. Avec l'arrivée des systèmes dits d'intelligence artificielle (SIA), se pose la question de l'étendue et de la réversibilité de cette délégation des capacités humaines à la machine dans la production des idées. Elle met aussi à l'épreuve la régulation de tels développements technologiques (*lire p. 82*). L'entrée en vigueur en février 2025 du règlement européen sur l'intelligence artificielle («AI Act») est un tournant dans la réglementation européenne. Il s'agit du premier cadre juridique spécifique à ces systèmes techniques, dont la visée est de faciliter une convergence internationale autour de leurs principales caractéristiques.

Publié en août 2022 lors de la préparation de l'AI Act, le rapport du Conseil d'État «S'engager dans l'intelligence artificielle pour un meilleur service public», insiste sur la forte charge symbolique de l'expression «intelligence artificielle» et sur le flou de sa définition. Dans cette confusion, les systèmes d'IA suscitent autant d'espoirs que de craintes injustifiées. Optant pour une définition extensive de la notion, saisie comme l'ensemble des outils numériques au service de l'humain, le Conseil d'État couvre largement les enjeux liés à la numérisation de la société et recense les conditions d'une IA publique de confiance. De la mise à disposition d'immenses bases de données jusqu'à la génération de contenus inédits plus ou moins supervi-



sée par l'humain, l'économie globale des connaissances est radicalement transformée. Pour en mesurer l'impact, une mise en perspective est nécessaire: en quoi la délégation de la réflexion humaine aux outils numériques constitue-t-elle un changement dans la manière de faire société par rapport à ce qui existait auparavant? La réponse suppose, d'une part, de rendre compte de la complexité de ces systèmes technologiques et, d'autre part, de dater le point de départ de ce bouleversement dans notre rapport à la connaissance.

DES INTELLIGENCES ARTIFICIELLES ET DES HOMMES

Tous les systèmes d'intelligence artificielle n'ont pas le même degré d'autonomie dans la génération des contenus vis-à-vis des représentations propres à la pensée humaine. Les niveaux de codépendance entre l'humain et la machine sont très différents selon qu'il s'agit de faire le diagnostic d'une panne de réseau électrique ou de créer des images à partir d'une description textuelle composée de mots-clés. Il importe de distinguer les techniques lorsqu'on se pose la question de savoir comment sont générées les idées.

Dans le premier cas, il s'agit d'un système expert à partir duquel il est possible de reconstituer le cheminement adopté par la machine qui se contente d'exécuter des instructions informatiques plus ou moins complexes. Cette

Nos appareils connectés portent en germe une nouvelle façon de faire société et d'habiter le monde.

approche dite «symbolique» ou «déterministe» applique un raisonnement de type déductif aux informations reçues. Ainsi, le système peut effectuer des contrôles et identifier les irrégularités de maintenance d'une infrastructure électrique. Le second exemple renvoie à un processus distinct: il s'agit de systèmes d'IA génératives capables de créer aléatoirement des images inédites à partir de données «entraînées». Automatiquement comparées à des contenus existants, les images sélectionnées par l'IA le sont en raison de caractéristiques visuelles communes, telles que le style d'un artiste. Cet entraînement itératif à base de réseaux neuronaux conduit à la création de contenus à la fois réalistes et totalement inédits. Ici, le modèle n'est pas le résultat d'instructions logiques. Continûment généré et amélioré par la machine elle-même, il peut s'adapter à des situations nouvelles et proposer des réponses inattendues.

Les processus de conception issus des systèmes d'IA se distinguent par leur degré d'autonomie, ils peuvent ou non inclure une part d'aléa. On peut avoir soit des systèmes déterministes soit des systèmes complexes avec des réponses caractérisées par des propriétés émergentes.

L'essor des réseaux de neurones (IA générative) constitue un véritable bouleversement dans la production des idées, du fait d'une prise d'indépendance créative vis-à-vis des implications humaines. Néanmoins, il serait abusif d'y voir le point de départ d'une révolution dans le rapport à la connaissance. La révolution a commencé bien avant l'avènement de l'informatique. Sa nature est organisationnelle et n'est pas séparable du grand mouvement de quantification du monde décrit par l'historien Olivier Rey. Ce moment, qu'il situe aux premières décennies du 19e siècle, est celui où l'engouement politique autour de la statistique fait fleurir de multiples indicateurs «*nationaux*» dans toute l'Europe. Cet «*empire du nombre*» oblige à appréhender la statistique comme un fait social total, au sens où elle régente désormais la juste mesure des citoyens et des institutions, domine la politique et rend compte des caractéristiques individuelles.

Tout ceci s'est accéléré et systématisé depuis une trentaine d'années avec l'essor d'Internet, puis l'extension des moyens de collecte et de traitement des données. Cette nouvelle culture matérielle a fait émerger une pensée cyber. Avec la généralisation et la mise en œuvre des outils de traçabilité et de la biométrie, nos appareils connectés portent en germe une nouvelle façon pour les humains de faire société, d'habiter le monde et de cohabiter avec leurs semblables.

L'IA est devenue un outil majeur de manipulation de l'information à l'échelle mondiale.

Les effets politiques dans ce bouleversement de l'économie collective de l'attention sont complexes à estimer, tant les pratiques informationnelles sont différenciées selon les générations. Les plus jeunes délaissent les médias traditionnels comme la télévision ou la presse écrite, au profit d'une navigation en ligne. On assiste ainsi à une reconfiguration radicale de l'espace public au sein duquel les réseaux sociaux ressortent comme un vecteur de l'engagement politique pour le citoyen et une redoutable arme d'influence. En outre, la quasi-totalité des acteurs de la puissance publique multiplie les échanges *via* des comptes



© ER Creative / iStock / Getty

DROIT
Quand l'Europe définit l'IA

L'entrée en vigueur de l'«AI Act» en février 2025 apporte une définition légale des systèmes d'intelligences artificielles au niveau européen. Voulue souple afin d'intégrer les évolutions rapides du domaine, elle reste toutefois suffisamment précise pour délimiter le périmètre du champ d'application de ces outils technologiques avec le moins d'ambiguïté possible. Elle ne couvre pas les systèmes dont la fonction se limiterait à exécuter automatiquement des opérations basées sur des règles fixées uniquement par les humains. La capacité de déduction de la machine définit une caractéristique majeure des systèmes d'IA.

Un extrait des dispositions générales: «*Le "système d'IA" est un système basé sur une machine conçue pour fonctionner selon différents niveaux d'autonomie et pouvant faire preuve d'adaptabilité après son déploiement. Pour des objectifs explicites ou implicites, il déduit, à partir des données qu'il reçoit, la façon de générer des résultats tels que des prédictions, du contenu, des recommandations ou des décisions susceptibles d'influencer des environnements physiques ou virtuels.*» **V.T.**

SOURCE: « EU Artificial Intelligence act », en ligne, 2024.

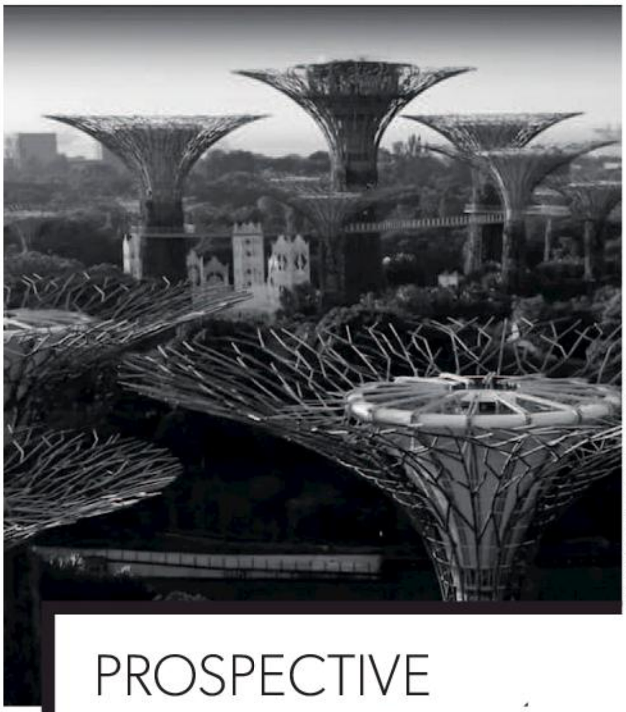
officiels. Ce constat invite à réfléchir aux points de rencontre entre l'architecture segmentée de l'État républicain basée sur des domaines d'activités, et le système réticulaire des infrastructures numériques qui repose sur l'expression des individualités.

DES ADVERSAIRES HYBRIDES

L'intelligence artificielle est devenue un outil majeur dans la guerre de l'information qui touche des populations entières. Les vulnérabilités sont plus fortes dans les démocraties libérales car nous sommes, par définition, en présence de sociétés soucieuses du respect la liberté d'expression. Les opérations d'influence reposant sur des falsifications visuelles ou sonores (*deep fakes*) s'y multiplient. Leur suppression se limite aux infractions recensées par la loi (apologie du terrorisme, discrimination, diffamation etc.). La montée en puissance des altérations malveillantes de contenus oblige à élargir la diversité des adversaires susceptibles d'ingérence dans les affaires de l'État. Ils sont le plus souvent hybrides et multipositionnés. Cela va de groupes organisés, plus ou moins dépendants d'États hostiles, à des individus isolés. Ce phénomène rend extrêmement poreuse la démarcation entre les situations de paix et de guerre, compte tenu des effets d'échelle qui ne sont pas toujours prévisibles. Des expériences de pensée ont été conduites en lien avec le monde militaire pour projeter des futurs plausibles (*lire ci-contre*).

La capacité des outils en ligne à modifier les comportements collectifs renforce des phénomènes de polarisation déjà existants. À l'échelle des sociétés libérales se déploie une véritable démocratie de «l'entre-soi» en raison de la diversité des filtres informationnels et de l'effet «chambre d'écho» lié à la viralité de certains contenus. Pour autant, l'impact mesurable des stratégies d'influence électorales sur les réseaux sociaux reste discuté. On peut néanmoins avancer l'hypothèse que ce changement drastique dans la réception de l'information et, plus encore, dans l'économie de la connaissance met à l'épreuve les imaginaires liés à la représentation démocratique. Si l'usage des réseaux sociaux apparaît comme un facteur d'intégration dans la société, ce dont on pourrait se réjouir, il a aussi des conséquences délétères: chez les grands utilisateurs des réseaux sociaux, on constate une acceptabilité plus élevée de la violence exercée contre les élus.

Croisés avec les outils de l'IA générative, les moteurs de recherche de demain se destinent à être toujours au plus près des requêtes et des attentes des utilisateurs: des contenus inventifs et adaptés aux demandes de chacun. Pour quels effets sur le collectif? Tâchons d'espérer que ces mots de Voltaire se vérifieront encore: «*Quiconque pense fait penser.*»



PROSPECTIVE
Un scénario de guerre cognitive

En 2019, l'Agence de l'innovation de défense a lancé une initiative: la Red Team Defense, qui vise à imaginer les menaces inattendues susceptibles de porter atteinte à la résilience nationale sur un horizon 2030-2060. Parmi les scénarios de menace qui ont été produits, «Chronique d'une mort culturelle annoncée» pousse à l'extrême le concept de guerre cognitive, avec des *deep fakes* à grande échelle. Les falsifications de l'information s'intègrent pleinement dans la vie sociale où coexistent de multiples réalités alternatives. Aussi, les technologies numériques permettent à chacun de modifier sa perception de la réalité selon ses souhaits. Des communautés numériques se préconstituent et proposent différents services à ceux qui les utilisent (bons d'achat, surveillance médicale). Cela conduit à une balkanisation progressive de la réalité. En filigrane, l'enjeu pour les gouvernants est de fixer le seuil à partir duquel les modifications du réel sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts de la nation. Le désir collectif de consentir à une même réalité partagée est-il menacé par la séduction exercée par les systèmes d'intelligence artificielle? La notion d'intérêt générale peut-elle être préservée avec une telle balkanisation de la réalité? **V.T.**

SOURCE: Le projet « Red Team Defense » a produit trois volumes de textes, *Ces guerres qui nous attendent 2030-2060*, publiés depuis 2022 aux Éditions des Équateurs.

THÉORIE DES COMMUNS
Les nouveaux « partageux »

Par **Édouard Jourdain**

Chaque jour apporte la preuve de l'interdépendance des humains entre eux et avec un environnement mis à mal. La réflexion sur les «communs» invite à repenser toutes nos évidences économiques, sociales et politiques. Pour notre bien...commun.

Notre existence collective est fondée sur des ressources, des biens et des relations. De quelle manière faut-il les envisager et les gérer? La notion de «communs» se situe au cœur de ce débat fondamental, qui oppose la privatisation croissante des ressources et l'idée d'un partage plus égalitaire. Cette notion doit être replacée dans un contexte où l'émancipation politique, l'autonomie collective et le respect des interdépendances écologiques et sociales revêtent toujours plus d'importance.

Le concept de communs se décline sous différentes formes. D'une part, il existe les «biens communs globaux», qui regroupent des ressources vitales – l'environnement, l'eau, l'atmosphère –, ou le patrimoine culturel. Puisque leur usage impacte l'ensemble de l'humanité, ils requièrent une gestion collective et leur pérennité doit être garantie. D'autre part, les communs s'étendent aux biens publics, comme par exemple les réseaux électriques ou ferrés: loin d'être la propriété exclusive de l'État, ils sont conçus comme des biens de la communauté des usagers. Ce modèle propose une approche plus participative et démocratique, par opposition à la privatisation néolibérale ou à la bureaucratisation étatique.

La réflexion sur les communs s'applique aussi aux moyens de production. Face au pouvoir des actionnaires, elle suggère une participation ouverte à tous les acteurs concernés par les activités de l'entreprise, incluant non seulement les salariés, mais aussi les communautés affectées. Cela renvoie à l'idée d'une démocratie en entreprise qui cherche à dépasser la dichotomie entre propriété privée et intérêt collectif. L'émergence de l'économie collaborative et du partage est un autre aspect central de la dynamique des communs. Favorisée par les technologies numériques, cette économie porte une promesse d'émancipation et de coopération, mais également un risque d'exploitation ou «d'ubérisation» lorsqu'elle s'inscrit dans une logique capitaliste d'extraction de valeur.

UN MODÈLE FONDÉ SUR LA COPOSSESSION

Cette pluralité des communs invite à repenser les relations de propriété. Historiquement, celle-ci a été utilisée comme un outil d'exclusion et de domination. Les théories des communs veulent dépasser ce paradigme: plutôt que la propriété comme droit exclusif, elles suggèrent un modèle fondé sur la copossession et le partage des droits d'usage.

La question des communs pose un défi direct à l'ordre néolibéral. L'économiste Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie 2009, a mis en évidence l'importance de l'autogouvernance et de l'auto-organisation dans la gestion des ressources communes. Loin de la vision simpliste d'une «tragédie des communs» où chacun agirait de manière égoïste, les travaux d'Elinor Ostrom montrent que des formes de coopération et de solidarité peuvent émerger au sein de communautés partageant des ressources. Sur le plan politique, la notion de «communs» implique une réappropriation démocratique des ressources accaparées par les intérêts privés ou

Édouard Jourdain est maître de conférences en science politique à l'Université catholique de l'Ouest et chercheur associé au Cespra (EHESS). Il est notamment l'auteur de *Les Communs* (PUF, coll. «Que sais-je?», 2021), *Les Nouveaux Biens communs? Réinventer l'État et la propriété au 21e siècle* (avec Emmanuel Dupont, L'Aube, 2022), *Maîtriser les conflits par les communs* (Frémeaux et associés, 2024).



RELOCALISATION
Les communs près de chez vous

Circuits courts, savoir-faire locaux et gestion collective des ressources : l'idée de relocalisation a beaucoup à voir avec les théories des communs puisqu'elle renforce la résilience des communautés, qui deviennent moins dépendantes des flux mondialisés. Elle permet de valoriser les ressources locales – qu'il s'agisse de l'eau, des terres agricoles ou des connaissances artisanales – en les soustrayant aux logiques de privatisation et d'accumulation capitaliste. En privilégiant des modes de production et de consommation à échelle humaine, la relocalisation en renforce la solidarité et le tissu social. Elle limite l'empreinte carbone et répond aux enjeux de la transition écologique par le pouvoir d'action qu'elle redonne aux citoyens. En cela, relocaliser n'est pas seulement une stratégie économique mais un acte politique qui réaffirme la primauté du bien commun sur l'intérêt privé et l'importance de bâtir un avenir plus équitable et durable. ● **É.J.**

étatiques, en promouvant des institutions et des pratiques d'auto-organisation décentralisée. C'est une critique de l'*Homo œconomicus*, figure centrale du néolibéralisme qui conçoit les relations humaines de manière instrumentale et individualiste. En remettant en question cette vision, les communs proposent une autre conception de l'autonomie, basée sur des réseaux de relations et d'interdépendances qui rendent possible une véritable émancipation.

Dans le contexte actuel de crise écologique, la notion de communs prend une dimension encore plus cruciale. La destruction des ressources naturelles met en lumière les limites d'un modèle économique fondé sur l'appropriation privative. L'urgence environnementale nous rappelle la nécessité de réinventer des formes de propriété et de gestion qui respectent la fragilité des écosystèmes dont nous dépendons tous. Les communs sont une alternative à la fois économique et politique à un système qui menace notre survie. Les réinventer implique une réflexion sur le rôle de l'État. Plutôt qu'acteur souverain qui impose ses orientations, il pourrait être garant et partenaire des initiatives collectives, favorisant l'auto-organisation et préservant le caractère commun des ressources. Un «tiers état», en somme, qui permettrait de dépasser l'antinomie classique entre marché et bureaucratie étatique, en créant des espaces de délibération.

La réflexion sur les communs conduit ainsi à repenser la démocratie. Il ne s'agit pas de revenir à des pratiques passées, mais d'inventer des formes de démocratie fondées sur la participation directe des citoyens et la construction d'institutions partagées. Cette «démocratie relationnelle» serait ancrée dans la reconnaissance de notre interdépendance et de notre responsabilité collective envers les générations futures. On le voit, la notion de «communs» n'est pas seulement un concept économique ou juridique, mais une invitation à repenser la manière dont nous construisons notre société, nos institutions et nos relations. Elle porte en elle une aspiration à une société plus solidaire, plus juste, et plus respectueuse des liens qui nous unissent. ●

LE FÉMINISME COMBATS ET DÉBATS

Combats féministes sur les questions du corps, des violences sexuelles, des inégalités raciales, de l'homophobie, des identités de genre… À partir des années 2000, les positionnements se multiplient et donnent lieu à de nombreuses controverses.

Au cours du 20e siècle, deux courants s'opposent dans les théories féministes : les universalistes ou égalitaristes qui avancent que les différences hommes/femmes sont le produit de rapports de pouvoir et de domination. À l'opposé, les essentialistes pensent qu'il existe une « *essence féminine* » spécifique. À partir des années 2000 émerge toute une diversité de courants. Une cristallisation s'opère entre un bloc universaliste/républicain/laïc et une multitude de mouvements plus radicaux, qu'on peut décrire comme inclusifs et intersectionnels (1).

(1) Voir l'enquête sur le webzine féministe *Les Ourses à plumes* : « Quelles tendances dans le mouvement feministe aujourd'hui en France ? »

Race, classe, sexualités

Le féminisme intersectionnel

Il analyse les mécanismes d'une situation dans laquelle une personne regroupe « *des caractéristiques raciales, sociales, sexuelles et spirituelles qui lui font cumuler plusieurs handicaps sociaux* ». Proche du mouvement Black feminism, le concept se nourrit des études postcoloniales très actives dans les universités américaines. Popularisée par des penseuses comme Kimberlé Crenshaw, cette approche insiste sur l'importance de considérer les différentes identités (race, classe, sexualité, etc.) et leurs interactions dans l'analyse des oppressions. En France, le mouvement est principalement porté par des militantes qui critiquent l'invisibilité médiatique des femmes racisées et les diktats de beauté qu'elles subissent.

Les sorcières réhabilités

L'écoféminisme

Il a resurgi très activement depuis les années 2010. Il désigne des approches variées, du culte de la Déesse Mère à un activisme anticapitaliste et altermondialiste. L'écrivaine féministe indienne Vandana Shiva prône un écoféminisme matérialiste, issu de la critique marxiste, faisant une analogie entre l'exploitation de la nature et celle des femmes. C'est au sein de cette nébuleuse qu'apparaît la figure de la sorcière, réhabilitée comme une femme soignante ou guérisseuse, en contact direct avec la nature. En France, le livre de Mona Chollet, *Sorcières. La puissance invaincue des femmes* (La Découverte/Zones, 2018) est devenu un best-seller.

LGBTQI+

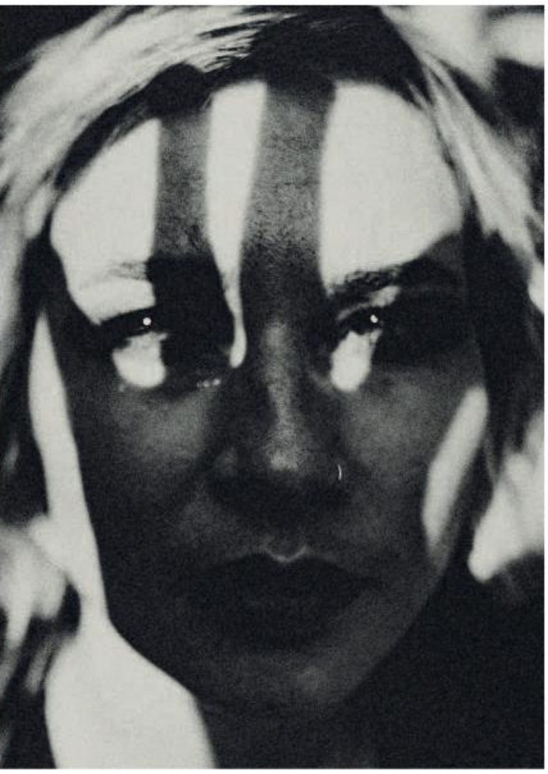
La théorie *queer*

Elle récuse la binarité hétéro-homo. Les revendications militantes touchent à la défense des identités lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenre et intersexuées (LGBTQI+) et à la critique de toute normalisation. Le mouvement *queer* se pose comme une épistémologie critique permettant de penser les rapports hégémoniques à partir des marginalités et invite à la relecture de l'histoire littéraire, du cinéma et de la culture (*Manifeste contra-sexuel*, Paul B. Preciado, Balland, 2000).

Chrétien, juif, musulman

Le féminisme religieux

Ces féministes relisent les textes fondateurs pour en souligner l'androcentrisme et les fondements patriarcaux, et proposer, de manière plus ou moins radicale, des interprétations alternatives, comme le refus du *gett* (acte de divorce en faveur des seuls hommes) dans la religion juive, ou une relecture de la charia ou des hadiths chez les musulmanes.



Trois controverses

#MeToo

Critique sur une déflagration mondiale

En 2017, un mouvement de dénonciation des violences sexistes et sexuelles sans précédent se produit *via* les réseaux sociaux. #MeToo suscite cependant de nombreuses polémiques: serait-on face à une culture de la délation, se demandent certains qui en appellent à la défense des libertés et craignent une fin annoncée de la séduction? En 2024, la journaliste Caroline Fourest, dans *Le Vertige MeToo*, dénonce les dérives possibles d'un féminisme radical provoquant ainsi une virulente polémique dans les médias. Quoi qu'il en soit, la déferlante #MeToo n'a pas faibli depuis son surgissement. «*Elle vient s'insérer dans l'histoire longue de la lutte contre les violences faites aux femmes*» selon Bibia Pavard, Florence Rochefort, Michelle Zancarini-Fournel (*Ne nous libérez pas, on s'en charge*, 2020).

Viols de Mazan

Le patriarcat à la barre des accusés

En septembre 2024 s'est ouvert à Avignon le procès consacré à l'affaire des viols de Mazan a suscité de nombreuses réactions: une femme, Gisèle Pélicot, droguée par son mari, puis offerte à des dizaines d'hommes qui l'ont violée. Dans une tribune, la philosophe féministe Camille Froidevaux-Metterie du journal *Le Monde* en fait «*un procès de la culture du viol*», inhérente à un système patriarcal qui révèle «*la distance entretenue par les hommes vis-à-vis du phénomène récurrent des violences sexistes et sexuelles.*».

Tous les hommes seraient-ils alors des violeurs en puissance? En réponse à cette tribune, Jean-François Dortier, sur son blog *L'Humanologue*, analyse point par point les arguments diffusés dans les médias. «*La pratique de la sexualité de Dominique Pélicot relève d'expérience sexuelle très atypique qui consiste à jouir de voir sa femme prise par d'autres hommes, ce qui est l'inverse du patriarcat qui repose sur la propriété jalouse et exclusive des femmes par leur mari.*» Les violeurs de Mazan n'étaient pas des «hommes ordinaires» comme on l'a aussi prétendu. Beaucoup d'entre eux étaient des délinquants sexuels récidivistes, amateurs de sites pédopornographiques; un quart d'entre eux ont un casier judiciaire (pour violences conjugales notamment). Même si le patriarcat, en voie d'extinction pour les uns, toujours vivace pour les autres, mérite bien son procès, cette affaire n'en relèverait que partiellement.

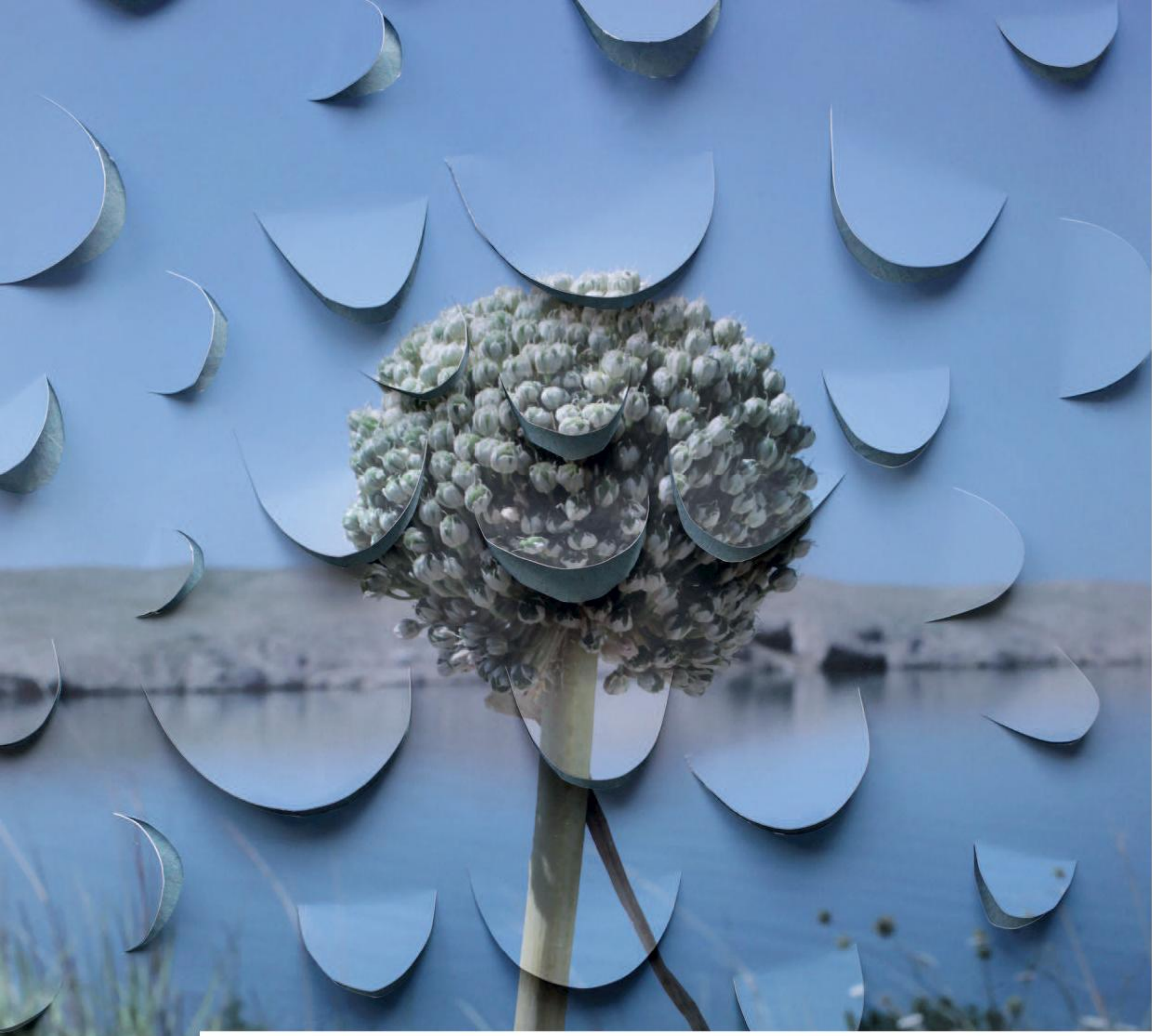
Port du voile

De nombreuses polémiques autour du pacte laïque

Les controverses autour du voile sont devenues une thématique récurrente dans les débats français. Les points de tension opposent un féminisme universaliste et laïque à un féminisme anticolonialiste, antiraciste et antisexiste. Critiquant une «*fausse neutralité*» d'un féminisme laïc blanc et hégémonique, et des politiques accusées d'ethnocentrisme et de relents de colonialisme, ces mouvements se placent résolument du côté des victimes du racisme et de l'ostracisme, quel que soit leur sexe. Pour nombre de musulmanes, le port du voile est une forme politique de visibilité et de solidarité qu'elles entendent partager avec les hommes de leur groupe culturel.

Source: Natacha Chetcuti-Osorovitz, «Féminismes contemporains et controverse du pacte laïque en France: dun modèle d'émancipation unique à sa confrontation plurielle», *L'Homme & la société*, n° 198, 2015/4.

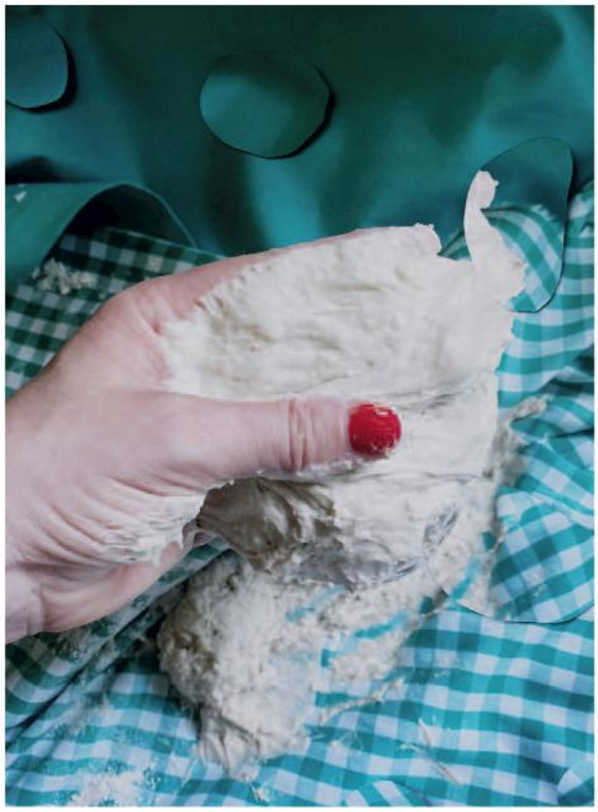
MARTINE FOURNIER



PENSER LE MONDE

10 idées politiques pour aujourd’hui

Margaret Thatcher et son fameux slogan « Il n’y a pas d’alternative » sont démentis par des penseurs de tous les continents.



© Vanja Bucan



© New America (Wikimedia Commons)

YASCHA MOUNK
— Réinventer la démocratie

Qu'en ce début de IIIe millénaire nos démocraties soient mal en point, tout le monde le constate. Mais le mal dont elles souffrent pourrait se révéler plus profond qu'on le croit, avertit Yascha Mounk. Dans *Le Peuple contre la démocratie* (L'Observatoire, 2018), le jeune et brillant politologue germano-américain, professeur à Harvard, considère qu'elles sont même en danger de mort, partout dans le monde. Il voit dans la montée des populismes et des régimes autoritaires bien plus qu'une crise passagère, et décortique les mécanismes qui font peser sur la démocratie libérale des périls multiples et sérieux: frustration de la classe moyenne qui ne profite plus de la croissance économique; doute identitaire lié aux migrations et à la démographie; polarisation d'opinions qui, de plus en plus crispées sous l'effet des réseaux sociaux, favorisent les formes de contestation les plus extrêmes. Les démagogues «populistes», avec leur prétention à incarner la totalité du peuple à eux tous seuls, se nourrissent de ce malaise.
Tous les sondages d'opinion indiquent que nous sommes de moins en moins prêts à défendre un régime dont nous peinons à mesurer les bienfaits. Mais sommes-nous tout à fait prêts pour autant à nous jeter dans leurs bras pour céder sur nos libertés publiques et sacrifier l'État de droit? Cela va dépendre des réformes qu'on entreprendra, et pour lesquelles Yascha Mounk avance quelques propositions, parmi lesquelles un meilleur partage des richesses pour réduire les inégalités, une meilleure éducation politique ou un patriotisme plus inclusif. Si la démocratie n'est pas morte, elle est d'urgence à réinventer. ● **FRÉDÉRIC MANZINI**



© Robert Adamo

MATTHEW CRAWFORD
— On reste en contact !

Nous vivons une crise du contact avec le réel. C'est le constat que dresse le philosophe américain Matthew Crawford dans *Contact. Pourquoi nous avons perdu le monde et comment le retrouver* (La Découverte, 2016). En médiatisant notre rapport au monde, les écrans nous font perdre le contact avec les autres et le réel. Cela se traduit par une crise de l'attention, concept aujourd'hui largement diffusé: en permanence sollicités par les publicités et les notifications, nous perdons notre capacité à nous concentrer. Or ce déficit attentionnel n'a pas que des conséquences individuelles: il peut coûter la vie aux autres; le manque d'intérêt pour ses concitoyens peut même constituer un danger pour la démocratie.
Pour Matthew Crawford, les racines de cette crise se trouvent non dans la technologie mais dans la philosophie des Lumières. L'erreur fondamentale commise par Emmanuel Kant aurait été de séparer le corps et l'esprit, et de considérer ce dernier comme le foyer de l'individualité. Pour Matthew Crawford, au contraire, notre «moi» n'est pas pur esprit, mais incarnation qui se forge à travers les rencontres et les savoirs – bref, le contact avec le monde. Pour sortir de cette crise qui nous menace, le philosophe – qui a abandonné son emploi universitaire pour réparer des motos – préconise de renouer avec des activités pratiques: la cuisine, la musique, la conduite de motos, le hockey… ● **MARIETTE THOM**

© Vanja Bucan



© Vanja Bucan



© Courtesy of Indiana University (Wikimedia Commons)

ELINOR OSTROM — Les communs, ça marche !

Le 12 octobre 2009, le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, surnommé «Nobel d'économie» et créé en 1969, est décerné pour la première fois à une femme: Elinor Ostrom. Le comité annonce la récompenser «*pour avoir démontré comment les biens communs peuvent être efficacement gérés par des associations d'usagers*». Elle remet en cause l'idée classique selon laquelle la propriété commune est toujours mal gérée et entraîne inéluctablement une «*tragédie des communs*» que seuls peuvent résoudre le marché ou l'État. Au contraire, ses travaux prouvent que ces derniers, loin d'être les solutions, sont les causes de cette tragédie. Elle cite l'exemple historique des enclosures au Royaume-Uni, où les biens communaux furent supprimés dans les campagnes, épisode violent qui accompagna le monopole juridique de l'État et l'avènement de la propriété capitaliste. Elle montre comment des organisations collectives sont capables de se réguler en se donnant leurs propres règles afin de préserver ce qui leur semble capital (il peut s'agir de ressources naturelles mais aussi de la confiance nécessaire à la cohésion d'un groupe). Dans la perspective de la transition écologique et sociale, mais aussi en ce qui concerne la gouvernance et la propriété numérique, ses travaux deviennent incontournables pour repenser l'institution du collectif. ● **ÉDOUARD JOURDAIN**



© ActuaLitté (Wikimedia Commons)

BYUNG-CHUL HAN — L'infocratie contre la raison

Par le néologisme «infocratie», le philosophe allemand d'origine sud-coréenne Byung-Chul Han théorise la crise de la démocratie dans un régime d'information sans garde-fou. «*La démocratie n'est pas compatible avec le court-termisme général de la société de l'information*», écrit-il dans *Infocratie. Numérique et crise de la démocratie* (PUF, 2023). Le temps de la démocratie est un temps long; il nécessite des prises de décision rationnelles, sur le long terme. À l'heure des réseaux sociaux, le «*tsunami de l'information*» dans lequel nous sommes pris ainsi que la «*compulsion de communication accélérée*» dont nous souffrons nous ravissent cette rationalité. Cette dernière laisse la place aux affects, plus rapides. En conséquence, ce ne sont plus les arguments rationnels qui vont réussir à s'imposer dans nos esprits, mais plutôt les informations ayant un «*potentiel d'excitation supérieur*». Cela explique l'audience dont bénéficient les *fake news*, qui génèrent plus d'attention que les faits.
Il faut ajouter à cela la fragmentation de l'espace public sur les réseaux sociaux, où chaque groupe reçoit des informations différentes et souvent contradictoires. Résultat: «*Les citoyens cessent d'être sensibilisés aux sujets de société importants. Ils sont au contraire dégradés au rang de bétail électoral manipulable*» – notamment par le biais de *bots* dont les publications influencent l'opinion des électeurs. Réussira-t-on à sauver la démocratie? Byung-Chul Han n'est pas optimiste. «*Les informations passent à grande vitesse devant la vérité, celle-ci ne peut pas les rattraper,* conclut-il. *La tentative de combattre l'infodémie par la vérité est donc condamnée à l'échec. Elle est résistante à la vérité.*» ● **M.T.**

La «compulsion de communication accélérée» l'emporte sur le temps long de la démocratie.



© DR

© Politikundtheorie (Wikimedia Commons)

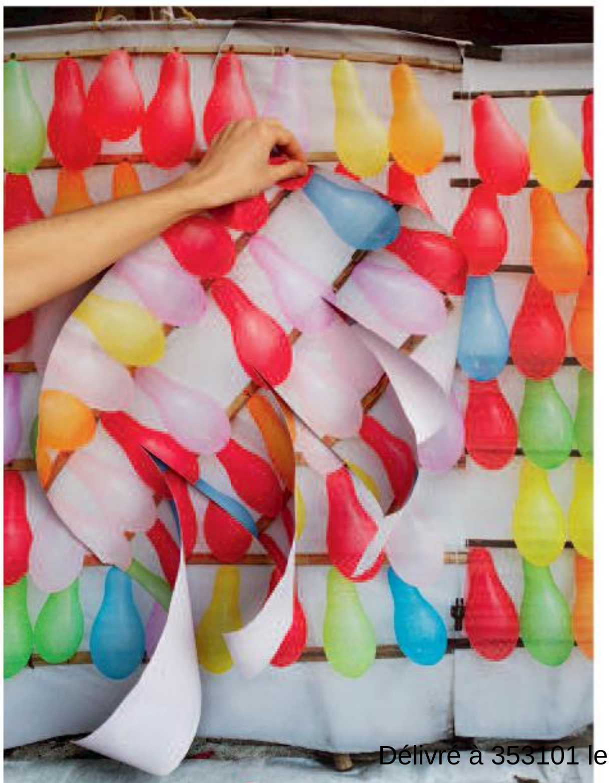
ANDRÉ GORZ

— Le bonheur est dans la décroissance

Philosophe marxiste et écologiste, André Gorz (1923-2007), ou Michel Bosquet, son pseudonyme de journaliste au *Nouvel Observateur*, a exercé une influence durable sur l'écologie politique. Sa philosophie hérite de l'existentialisme de Jean-Paul Sartre ainsi que de la critique du capitalisme de Karl Marx, actualisée dans la société salariale consumériste. Son écologie politique décroissante, anticapitaliste, technocritique et libertaire discute avec Herbert Marcuse et Ivan Illich.

Face à un travail et à des besoins qui aliènent, André Gorz défend l'idéal d'autogestion, réappropriation collective de la production et des activités quotidiennes. Face aux rythmes du capitalisme, il pense l'autogestion du temps, dénonce la société salariale à plein temps et à vie pour soutenir la réduction du temps de travail et le revenu universel.

Dès les années 1970, il articule le mouvement ouvrier avec la «nébuleuse écologiste» autour du projet de décroissance qui sert les travailleurs comme les consommateurs en élaborant une production de qualité, économe en efforts et ressources. Contre le *greenwashing* ou la bureaucratie qui monopolise la «planification» écologique, André Gorz propose une écologie anticapitaliste et antitechnocratique à même de reprendre au marché et à l'État le pouvoir sur les ressources, les efforts et les besoins de l'existence, selon un idéal émancipateur de sobriété collectivement choisie. ● CÉLINE MARTY



© Vanja Bucan

«L'assaut du néolibéralisme sur la démocratie a partout affecté la loi et la culture politique.»



WENDY BROWN

— Les déviances du néolibéralisme

Les séismes politiques des années 2010, de l'élection de Donald Trump au Brexit en passant par l'ascension de régimes illibéraux en Europe de l'Est, ont souvent été interprétés au prisme d'une crise du néolibéralisme: les électeurs se révolteraient contre les conséquences des politiques de libéralisation économique menées depuis les années 1980. Selon Wendy Brown, ce récit, notamment populaire à gauche, n'est pas totalement faux mais à tout le moins «*incomplet*». Dans son avant-dernier ouvrage, *In the Ruins of Neoliberalism. The rise of antidemocratic politics in the West* (Columbia University Press, 2019, non traduit), cette chercheuse en science politique de Princeton estime qu'il réduit le néolibéralisme à son volet dérégulateur en oubliant sa rationalité politique plus globale.

Parce qu'il affirme que «*la société, cela n'existe pas*», selon la formule célèbre de Margaret Thatcher, le néolibéralisme ne glorifie pas seulement la main invisible du marché, mais diabolise le social et le politique au sens le plus large de ces termes. Il incite gouvernants comme électeurs au tribalisme, qu'il s'organise autour de nations barricadées vis-à-vis de l'extérieur, ou des «valeurs familiales» défendues notamment par la droite chrétienne américaine. Pour Wendy Brown, «*rien n'est laissé intouché par le mode de raisonnement et d'évaluation néolibéral, et l'assaut du néolibéralisme sur la démocratie a partout affecté la loi, la culture politique et la subjectivité politique*». Une déviation du projet néolibéral originel, celui d'un Friedrich Hayek ou d'un Milton Friedman, qu'elle compare à celle qui a fait du marxisme l'idéologie officielle des dictatures communistes depuis plus d'un siècle: la situation actuelle ne constituerait pas la «*progéniture planifiée par le néolibéralisme*» mais sa «*créature de Frankenstein*». ● JEAN-MARIE POTTIER



© Vanja Bucan



ACHILLE MBEMBE — L'âge de l'inimitié

« L'*époque, décidément, est à la séparation, aux mouvements de haine, à l'hostilité et, surtout, à la lutte contre l'ennemi.* » C'est le triste constat que dresse Achille Mbembe en 2016, dans ses *Politiques de l'inimitié*. Pour le philosophe et historien camerounais, la guerre est devenue la matrice de nos sociétés contemporaines, les poussant à «*sortir de la démocratie et à se transformer en sociétés de l'inimitié*». On y considère l'autre (le Juif, le musulman, le Noir, l'étranger) comme un ennemi que l'on doit combattre, enfermer ou retenir de l'autre côté d'un mur. «*L'ère est donc au fantasme de séparation, voire d'extermination*», constate Mbembe. Ces menaces imaginaires «*poussent les démocraties libérales à endosser les habits de l'exception*», à mettre en place un État de sécurité et de surveillance, bref: à sortir de la démocratie.

Le penseur voit dans ce phénomène la reconduction d'une «*relation coloniale*» au niveau global. Le rejet de l'autre n'a en effet rien d'une innovation. La violence inhérente à la démocratie, qui s'est d'abord manifestée lors de la colonisation, refait désormais surface. Pour contrer ce «*désir d'apartheid*», Mbembe, qui a passé sa vie entre Cameroun, France, États-Unis et Afrique du Sud, en appelle à une «*éthique du passant*» : prendre conscience de la contingence de notre lieu de naissance, traverser le monde, l'habiter et se laisser habiter par lui, et tisser avec chaque lieu «*un double rapport de solidarité et de détachement*». En effet, se demande-t-il, «*qu'est-ce donc que la liberté si l'on ne peut vraiment pas rompre avec cet accident qu'est le fait d'être né quelque part*»? ● M.T.

> Pratiquer l'« éthique du passant », c'est prendre conscience que notre lieu de naissance est contingent.



AMITAV ACHARYA — Monde multiplexe

Le temps de l'hégémonie américaine est passé : nous vivons désormais dans un monde multiplexe. C'est l'analyse que fait Amitav Acharya, spécialiste des relations internationales originaire d'Inde. Ce multiplexe se caractérise par la présence de multiples acteurs notables et d'une interdépendance globale; un monde décentré mais interconnecté, en matière de commerce, de finance et de chaînes de production, mais aussi de défis globaux (crise environnementale, pandémies, etc.). S'il existe des puissances régionales – la Chine, l'Inde ou les États-Unis –, nous ne reviendrons pas à une situation où un seul pays domine les autres.

Cette analyse s'inscrit dans un renouveau épistémologique qu'Acharya appelle de ses vœux: l'avènement des relations internationales globales («*Global IR*»). Pour l'académicien indien, les relations internationales doivent s'émanciper du prisme occidental et se réinventer en tant que discipline globale, en cessant d'opposer l'Occident au reste du monde. Cela implique de «*reconnaître les voix, les expériences et les valeurs de tous les peuples*», de décentrer notre regard pour adopter la perspective de différentes régions du monde, et de reconnaître l'agentivité de ces dernières – une agentivité qui ne se limite pas au pouvoir militaire et à la richesse, mais qui peut passer par les idées, par la résistance à des institutions internationales ou la création de ses propres normes. ● M.T.

LE MICROCRÉDIT EN DÉBAT

« Entreprendre pour survivre »



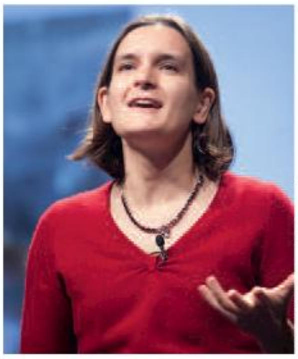
© University of Salford Press Office (Wikimedia Commons)

Muhammad Yunus

Permettre aux plus pauvres d'accéder au crédit, telle est l'idée du microcrédit qui a valu à Muhammad Yunus, le «banquier des pauvres», le prix Nobel de la paix en 2006. À la fin des années 1970, cet économiste bangladais crée la Grameen Bank, premier établissement spécialisé en microfinance. Le projet part d'un constat: à l'époque, aucune banque n'acceptait de prêter aux Bangladais pauvres mais désireux de développer une entreprise de quoi s'acheter le capital nécessaire au démarrage de leur activité: machine à coudre, vélo, etc. Résultat, ces populations non solvables empruntaient aux usuriers dont les taux prohibitifs les enfonçaient dans la pauvreté. En leur prêtant ces modestes sommes, l'entreprise de Muhammad Yunus, actuellemnt premier ministre de son pays, connaît un succès immédiat, avec des taux de remboursement frôlant les 100%. Le modèle s'exporte, et en 2018, 140 millions de personnes avaient déjà bénéficié de la microfinance, pour un total de 124 milliards de dollars empruntés, selon le baromètre Convergences. Quatre emprunteurs sur cinq étaient des femmes, et deux sur trois habitaient en zone rurale. ● M.T.

« Il n'y a pas de solution miracle »

Esther Duflo



© Kris Krüg (Wikimedia Commons)

Selon l'économiste Esther Duflo, prix Nobel 2019, le microcrédit ne serait d'aucune aide pour sortir de la pauvreté. En employant la méthode expérimentale qui a fait sa réputation, l'économiste et ses équipes ont comparé, dans plusieurs pays, des personnes aux profils similaires, dont certaines avaient eu accès au microcrédit et d'autres non. Conclusion: les emprunteurs utilisent effectivement leur argent pour accéder à des biens durables, pour leur foyer ou leur entreprise. Toutefois, dix-huit mois plus tard, il n'y a aucun signe de transformation profonde de ces foyers, qu'il s'agisse de la santé, de la scolarisation des enfants ou du pouvoir de décision des femmes. En fait, résumait Esther Duflo sur France Culture en 2019, le microcrédit s'apparente à une «*carte de crédit pour les pauvres*», qui leur permet de «*faire des choses qu'ils ne pourraient pas faire autrement, mais qui ne les sort pas de la pauvreté*». L'essor de cet outil ne doit donc pas faire oublier l'importance des politiques publiques (en termes d'éducation, de santé ou d'infrastructures) ou du développement d'un véritable secteur salarial dans la lutte contre la pauvreté. ● M.T.

cahier culture



Arthur Tress (né en 1940), *Girl and Dinosaur*, 1971. Tirage d'exposition avec l'autorisation de l'artiste. Exposition « Le temps d'un rêve », musée des Confluences.

Expositions

Actus



Pietro Ruffo,
Migration globe, 2024.
Exposition «Migrations, une odyssée humaine», Musée de l'Homme.

EXPOSITIONS Anthropologie

L'ODYSSÉE DES MIGRATIONS

Qui a bougé bougera! La figure du migrant si redoutée aujourd'hui est une constante dans l'histoire et la préhistoire. Plusieurs expositions donnent à voir et à penser les changements de lieu de vie des humains.

À l'heure où se profile une nouvelle loi immigration pour 2025, plusieurs expositions d'importance s'ouvrent à Paris et un peu partout en France pour s'emparer du sujet des migrations. Dans un contexte crispé et sous tension avec la montée des extrêmes droites en Europe et une guerre aux frontières de l'Union européenne, ces manifestations présentent, comme au Musée de l'Homme à Paris, un état des lieux des avancées de la recherche depuis une dizaine d'années. Pilotée par Christine Verna, paléoanthropologue, chargée de recherche CNRS au Muséum national d'histoire naturelle, et Sylvie Mazzella, sociologue, directrice de recherche CNRS à Aix-Marseille université/Mesopolhis, l'exposition «Migrations» au Musée de l'Homme à Paris a mobilisé un comité scientifique interdisciplinaire comprenant sociologue, démographe, juriste, généticien, archéologue, paléoanthropologue, etc. Fait suffisamment rare pour être souligné, toutes les disciplines ont été conviées pour se pencher sur le berceau d'un projet ambitieux puisqu'il s'agit à la fois de divulguer les derniers résultats de la recherche et de confronter le phénomène des migrations contemporaines avec le temps long, celui de l'époque préhistorique. Dans une scénographie attrayante, comprenant de nombreux objets et dispositifs tels que cartes, films, témoignages, le propos se déroule en trois grands chapitres, le premier et pas le moindre étant de confronter les représentations communément partagées aux faits et aux données.

L'ALLER...

S'il existe une figure positive du migrant à travers celle de l'aventurier, de l'explorateur ou du conquérant, inutile de dire qu'aujourd'hui elle est largement occultée par celle, pour dire

Définitions

▶ **«Étranger»**
est un terme juridique qui s'oppose au «national». Est étranger celui qui est né dans un autre pays que celui où il vit et qui n'en a pas acquis la nationalité.

▶ **«Migrant»**
correspond à une définition internationale qui, selon l'Organisation des Nations unies, fait référence à la mobilité géographique.

▶ **«Réfugié»**
désigne celui qui a quitté son pays de façon forcée, à la différence du migrant volontaire, parti de son propre gré.

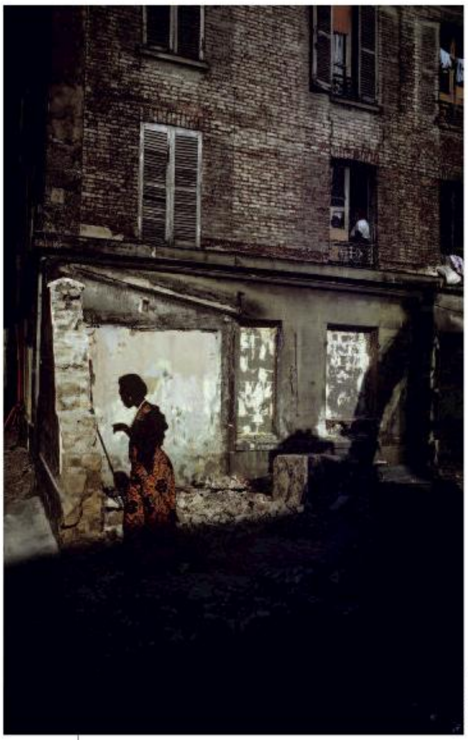
▶ **«Apatride»**
qualifie quelqu'un qui n'a pas de nationalité légale.

▶ **«Sans-papiers»**
désigne celui qui est le plus souvent doté d'un passeport, mais qui n'a pas de visa l'autorisant à entrer dans le pays d'arrivée. ● V.B.-A.



Mohamed Bourouissa, *Le hall*, 2007.
Exposition «Chaque vie est une histoire»,
Musée de l'histoire de l'immigration.

© Mohamed Bourouissa, *Le hall*, 2007 © Adagp, Paris, 2007



Stéphane Duroy, *Harlem sur Seine*, 1990-1991.
Exposition «Chaque vie est une histoire»,
Musée de l'histoire de l'immigration.

© Stéphane Duroy

vite, du migrant qui fait peur. Ce sentiment apparaît encore renforcé par la terminologie en vogue qui, avec des mots comme «crise», «flux» ou «vague», induit l'idée de danger et de submersion. Or, à l'épreuve des dernières recherches, la réalité ne correspond pas à nombre de nos représentations. Ainsi, comme il est souligné dans l'exposition, 96% des individus sur Terre vivent dans leur pays d'origine. Parmi les 4% qui se déplacent, 48% sont des femmes dont le chiffre est en hausse comme celui des mineurs isolés. Contrairement à l'idée dominante d'un déplacement massif des pays du Sud vers le Nord, la majorité des migrations se font du Sud vers le Sud. Ainsi les Africains, comme les Européens, migrent principalement au sein de leur propre continent. De plus, les pays qui migrent le plus vers l'Europe ne sont pas les plus misérables, loin de là. *Idem* pour les migrations climatiques, celles-ci se font presque toujours dans les pays limitrophes. Ainsi la croyance communément partagée que les courants migratoires aillent naturellement des pays surpeuplés aux pays sous-peuplés, des plus pauvres aux plus riches, des plus arides aux plus tempérés, ne tient pas à l'épreuve des chiffres et des statistiques.

Relevant d'un pur fantasme, ces idées que l'exposition s'attache à déconstruire, sans arrogance et en toute simplicité, ne sont en réalité que des préjugés. Tout aussi éclairante, la mise en parallèle entre époque contemporaine et préhistorique vient dézoomer une question généralement centrée sur l'actualité. Or, ce que la science nous apprend, c'est que la migration est un phénomène inhérent à notre espèce et ce dès les temps les plus lointains. Intéressant également, les motivations d'*Homo habilis* sont assez similaires à celles d'aujourd'hui: migration volontaire ou liée à une contrainte climatique ou économique. En conclusion, l'homme s'est toujours déplacé, comme le reste du vivant, avec cette particularité que notre espèce va essaimer sur l'ensemble de la planète et des milieux. Éloquent parmi d'autres, l'exemple du Néolithique rappelle également le fait que tout déplacement humain se fait avec des



© Taysir Batniji

Taysir Batniji, *Sans titre*, 2007-2014. Trousseau de clés en verre, échelle 1.1. Galerie Sfeir-Semler. Exposition «Revenir. Expériences du retour en Méditerranée», Mucem.

pratiques culturelles, des savoir-faire et des techniques qui ont fondé nos sociétés. Bref, la migration est un facteur de richesse et de diversité qui, depuis les temps les plus anciens, ont nourri notre développement, notre évolution, et parfois permis notre survie. Une réalité qu'il n'est pas inutile de rappeler.

ET LE RETOUR

À Marseille cette fois, une autre exposition importante fait le bilan d'une enquête lancée en 2019 par le département de recherche du Mucem (Musée des civilisations d'Europe et de Méditerranée) qui aborde le phénomène migratoire à travers le thème du retour. Mené par cinq chercheurs en France, Italie, Macédoine du Nord, Grèce, Galilée et Cisjordanie, le travail de terrain s'est accompagné d'une collecte d'objets qui vient enrichir les collections patrimoniales du Mucem. Sous le double commissariat de Giulia Fabbiano, maîtresse de conférences en anthropologie à Aix-Marseille université, et Camille Faucourt, conservatrice du patrimoine, responsable du pôle de collections «Mobilités et métissages» au Mucem, l'exposition «Revenir» présente les résultats de cette enquête-collecte et s'attache à une question très peu étudiée jusqu'à présent dans le domaine des sciences sociales. Il y a pourtant beaucoup à dire sur le sujet du retour qui, là aussi, souffre de préjugés et d'idées reçues. La première est la perception linéaire d'un déplacement qui se ferait d'un point A à un point B alors qu'il s'agit le plus souvent d'un mouvement circulaire, fait, lorsque cela est possible (problèmes politiques, économiques, guerres), d'allers-retours. Objets variés, souvenirs, cartes postales ou géographiques, affiches, films, photographies, documents administratifs, passeports, albums de famille, témoignages, œuvres anciennes ou contemporaines... esquissent une géographie de l'appartenance à travers ses imaginaires et ses possibles. Thématique, le parcours de l'exposition confronte les vécus, les expériences dans les différents contextes considérés, faisant émerger, au-delà des frontières, des récurrences.



Xavi Bou, *Ornithography* (détail), Carré Art et Sciences. Exposition «Migrations du vivant», Muséum Bordeaux science et nature.

BIOLOGIE
Migrations du vivant

Pourquoi? Où? Comment? À quel rythme? Avec quels freins et quelles conséquences? Organisée conjointement par le Jardin botanique et le Muséum de Bordeaux, cette vaste exposition embrasse la question de la migration à l'échelle du vivant. De la baleine au bison, du zooplancton aux oiseaux migrateurs en passant par les espèces végétales, d'innombrables spécimens se déploient sur plus 650 m², sans compter les serres et les parterres extérieurs.
Définitions, vidéos, interviews, photographies et interventions artistiques viennent nourrir un propos riche qui se veut accessible à tous. En contrepoint de l'exposition elle-même, un important programme culturel se déroule toute l'année, combinant rencontres avec des chercheurs, spectacles, concerts et conférences. ● **V.B.-A.**

À VOIR
«Migrations du vivant» au Muséum de Bordeaux et Jardin botanique de Bordeaux, jusqu'au 9 novembre 2025.

Fêtant une politique de 20 ans d'acquisition, le Musée de l'histoire de l'immigration au palais de la Porte-Dorée à Paris déploie de son côté près de 200 œuvres d'art, documents d'archive, vidéos, objets et récits de migration. Elle met en lumière la richesse d'une collection structurée en trois départements complémentaires: histoire, témoignages et société, art contemporain. Ici encore, la polysémie et les regards croisés sont de mise pour traiter d'un domaine aussi riche et complexe que celui des migrations. Plus particulièrement, le projet de l'exposition «Chaque vie est une histoire» est de donner un visage à des individus, largement invisibilisés et noyés dans l'anonymat de chiffres. De l'individuel au collectif et du général au particulier, des destins se dessinent qui parlent à chacun d'entre nous.

L'EXIL

Si toutes ces expositions font largement appel à l'art et l'art contemporain plus particulièrement, il en est une, «Exils» au Louvre-Lens, qui s'y dédie exclusivement. Sous le commissariat de Dominique de Font-Réaux, conservatrice du patrimoine, chargée de mission auprès de la présidente-directrice du musée du Louvre, «Exils» trace les lignes de perspectives au fil d'un parcours comprenant près de 200 œuvres dans un dialogue entre art ancien et art actuel. Départ, arrivée, déracinement, traversée, rencontres, accueil, hospitalité, mémoire, partage... : ces notions traversent le temps et les frontières et trouvent à toutes les époques une caisse de résonnance dans l'expression artistique. Ce que souligne Dominique de Font-Réaux : «*Subi ou volontaire, l'exil est toujours vécu par les artistes comme une expérience qui met en branle leur processus créatif.*»



© Adagp, Paris 2024 © 2012 Galerie Lelong, tous droits réservés

Barthélémy Toguo, *Exodus*, 2013, matériaux divers, Courtesy Bandjoun Station et Galerie Lelong & Co.
Exposition «Exils. Regards d'artistes», Louvre-Lens.

> L'évocation de ce qui a été laissé derrrière soi est une source d'inspiration permanente.

Peintures, sculptures, dessins, installations, vidéos, photographies... tous les médiums sont convoqués pour exprimer l'indicible dans une vaste palette d'expressions et de sensibilités. Car comme le résume le philosophe Étienne Tassin : «*L'exil présente deux faces : sur l'une, il est perte, défection, spoliation, et celle-ci peut aller jusqu'à la désolation; sur l'autre, il est quête de soi et création de monde, migration vers un destin à venir, invention de ce destin, invention de cet avenir, promesse de lendemain.*» Entre espoir et désespoir, l'art se fait l'écho d'un large éventail d'expériences et de sentiments, d'Adam et Ève chassés du paradis aux maisons effondrées de Khaled Dawwa, du voyage d'Ulysse au encres de Victor Hugo en exil à Guernesey, des scènes du Déluge aux installations de Marco Godinho. S'il n'existe pas à proprement parler un «art de l'exil», des formes récurrentes ressurgissent à travers les temps. L'obscurité baigne souvent les scènes de départ perçues comme funestes ou comme un voyage vers la lumière. La barque ou l'embarcation est aussi un motif symbolique ou réel de l'exil. Enfin le ballot, ou sa version moderne, la valise, revient régulièrement. Infiniment personnelle et intime, «*l'expérience de l'exil demeure longtemps après l'arrivée de celui ou celle qui a quitté son pays. La mémoire de l'épreuve perdure*», souligne dans le catalogue Marco Zanni, assistant aux expositions du Louvre-Lens. «*La subjectivité du vécu exilique autorise un aménagement mnésique pour effacer, atténuer, modifier ou sublimer le souvenir, toujours opiniâtre, souvent poignant, de celui-ci. L'évocation de ce qui a été laissé derrière soi forme une inspiration permanente chez les artistes exilés. Elle permet de recréer la familiarité perdue, de faire le "chemin inverse", de retrouver un peu ce qui n'est plus.*» Ou de recréer un continent à jamais disparu. ●

À VOIR

Exposition «Migrations, une odyssée humaine»,
Musée de l'Homme, Paris, 27 novembre 2024 - 8 juin 2025.
Commissaires d'exposition: Christine Verna et Sylvie Mazzella.

Exposition «Revenir. Expériences du retour en Méditerranée»,
Musée des civilisations d'Europe et de Méditerranée (Mucem), Marseille, jusqu'au 16 mars 2025.
Commissaires d'exposition: Giulia Fabbiano et Camille Faucourt.

Exposition «Chaque vie est une histoire»,
Musée de l'histoire de l'immigration, Paris, jusqu'au 9 février 2025.
Commissaires d'exposition: Émilie Gandon, Élisabeth Jolys-Shimells et Isabelle Renad.

Exposition «Exils. Regards d'artistes»,
Musée du Louvre-Lens, jusqu'au 20 janvier 2025.
Commissaire d'exposition: Dominique de Font-Réaux.

VÉRONIQUE BOURUET-AUBERTOT



Khaled Dawwa, ها قلبي! *Voici mon coeur* (détail), 2018-2022, technique mixte, Marseille Mucem. Exposition « Exils. Regards d'artistes », Louvre-Lens.

MYTHES

Arts de l'exil

Faisant dialoguer œuvres anciennes et contemporaines, l'exposition «Exils» au Louvre-Lens confronte les regards d'artistes autour de l'expérience du déracinement. Plusieurs sections font défiler des thématiques qui vont des grands mythes et textes fondateurs, de la Bible au Ramayana en passant par l'*Odyssée* ou le Coran, à la question de l'accueil, de la mémoire, du passage ou de l'arrachement. Si les œuvres anciennes comme *Le Déluge* d'Annibal Carrache (vers 1600-1625) sont le plus souvent dans le registre de la représentation, les artistes contemporains convoquent tous les moyens possibles pour évoquer l'indicible. Ponctuées d'extraits littéraires d'auteurs tels que Pablo Neruda, Mahmoud Darwich, Ovide ou Victor Hugo, les salles présentent installations, peintures, sculptures, dessins, photographies et vidéos. Les ballots de Kimsooja ou Annette Messager, les tampons géants de Barthélémy Toguo, les noyés de Miriam Cahn, la valise chargée de sable de Taysir Batniji, les silhouettes muettes de Djamel Tatah ou de Jems Koko Bi parlent un langage universel. ● **V.B.-A.**

À VOIR

Exposition «Exils. Regards d'artistes», Musée du Louvre-Lens, jusqu'au 20 janvier 2025. Commissaire d'exposition : Dominique de Font-Réaux.

Entretien avec **Sylvie Mazzella et Christine Verna**

« L'hospitalité existe dans toutes les cultures »

En éclairant les migrations sur le temps long, l'exposition du musée de l'Homme change notre regard sur le phénomène.





SYLVIE MAZZELLA, **sociologue**, directrice de recherche au CNRS, Aix Marseille Université.

CHRISTINE VERNA **paléoanthropologue**, chargée de recherche au CNRS - Muséum national d'Histoire naturelle.

Quel est le propos de l'exposition et comment l'avez-vous l'articulé?

Sylvie Mazzella - L'exposition fait un pont entre les migrations contemporaines et les migrations préhistoriques. Nous avons voulu montrer les résultats de la recherche les plus récents en laissant le débat ouvert.

Christine Verna - Nous sommes parties des représentations, car les migrations font l'objet de beaucoup d'idées reçues que nous avons voulu confronter aux faits et aux données. Il s'avère que ce phénomène n'est ni récent ni nouveau, mais tout à fait banal pour notre espèce.

S.M. - Il s'agit pour nous d'éveiller la curiosité et que le visiteur de l'exposition en ressorte avec des questions mais aussi des réponses.

Que voit-on dans l'exposition et sur quels éléments matériels peut-on s'appuyer pour rendre visibles les migrations?

C.V. - Des cartes, des vidéos, des films, des photographies, des témoignages mais aussi des objets patrimoniaux et des œuvres d'art viennent évoquer le phénomène des migrations. Concernant le temps long, nous sommes fières de présenter des découvertes récentes comme ce petit fragment de dent trouvé en France, à Malataverne dans la grotte Mandrin, qui fait reculer de 10000 ans l'arrivée d'*Homo sapiens* en Europe ou un modèle 3D d'empreintes de pas qui témoignent de la présence d'*Homo sapiens* en Amérique il y a 23000 ans.

S.M. - Des œuvres d'art contemporaines apportent également une dimension poétique et sensible et viennent ponctuer cet état des lieux de la recherche.

En quoi la recherche et les découvertes récentes viennent-elles éclairer un sujet perçu comme d'actualité?

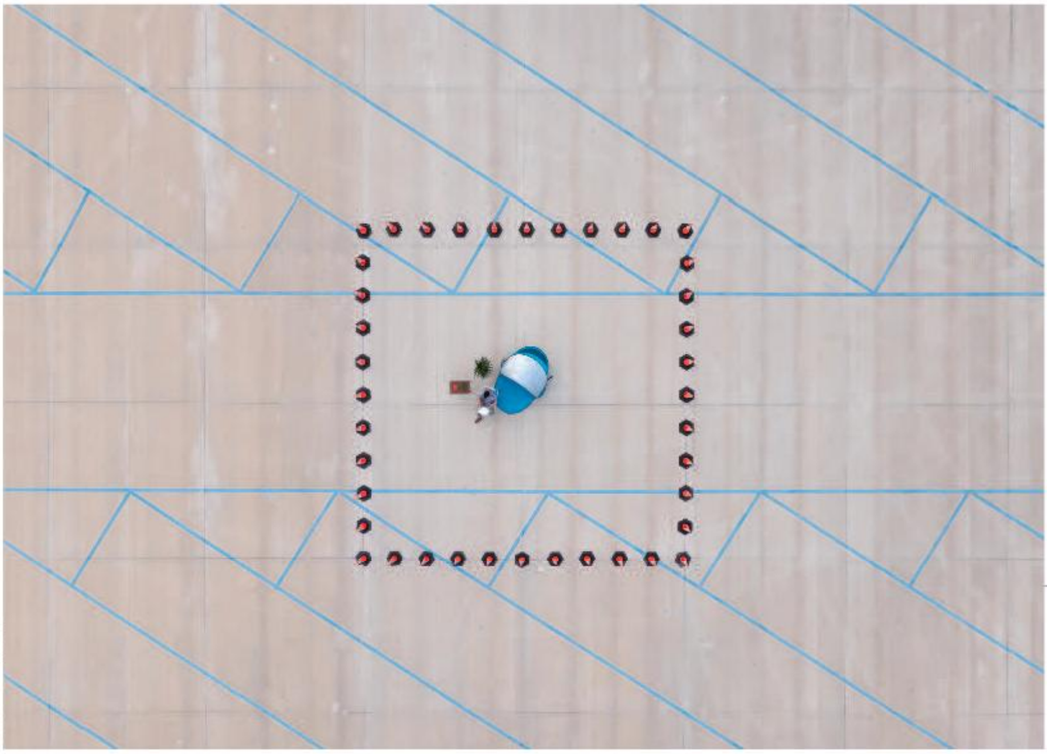
S.M. - L'exposition montre la grande diversité sociale et géographique des migrations à l'échelle mondiale et la complexité de ce phénomène loin des fantasmes et des *fake news*. Elle présente les résultats de plusieurs décennies de recherches dans des domaines aussi variés que la sociologie, la génétique ou l'archéologie. Il s'agit de sortir la migration de l'état de crise dans lequel elle est bien souvent cantonnée en la rapportant à l'histoire de l'humanité qui, très tôt et pour des raisons assez similaires à celles d'aujourd'hui, se déplace.

Quel est votre message et que faut-il retenir de cette exposition?

C.V. - Il s'agit de changer notre regard sur notre propre histoire et sur ce qu'on croit immuable alors que tout bouge tout le temps et depuis toujours.

S.M. - L'exposition s'achève sur la question de l'hospitalité qui est le propre de l'humain et existe dans toutes les cultures où elle prend des formes diverses. Nous posons la question de ce que serait une société sans hospitalité, facteur essentiel en réalité à sa survie, et nous terminons donc par un message citoyen. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR V.B.-A.



© Rubén Martín de Lucas

Rubén Martín de Lucas, ***Republic 2*** (série ***Minimal Republics***), 2019, ***Work in progress.*** Tirages photographiques. Exposition «Migrations, une odyssée humaine», musée de l'Homme.



Marco Godinho, ***Forever Immigrant,*** 2012, ***Work in progress,*** Tampon, encre. Exposition «Migrations, une odyssée humaine», musée de l'Homme.





Vue de l'exposition «Le temps d'un rêve» au musée des Confluences.

© Bertrand Stofleth / Musée des Confluences

EXPOSITION

Onirisme
LA VOIE DES SONGES

Que nous disent les rêves et que disent-ils de nous? Le musée des Confluences à Lyon a choisi d'explorer cette activité statique et évanescente à laquelle chacun consacre une part de vie.

En moyenne à l'échelle d'une existence, un être humain passerait une dizaine d'années à rêver. Pourtant, pour une grande part, cette «*seconde vie*», comme la nommait Gérard de Nerval, se dérobe. Insaisissable et mystérieux, le rêve est une expérience individuelle et intime qui ne peut se livrer que par le récit qu'en produit le rêveur. Partir sur les traces du rêve est donc un défi qu'a su relever le musée des Confluences de Lyon à travers la passionnante exposition «Le temps d'un rêve». Sa force est de mobiliser de nombreuses disciplines, des neurosciences à l'histoire, en passant par la psychologie, la sociologie, l'ethnologie, la psychanalyse ou l'histoire de l'art. Si l'apport de Sigmund Freud à l'analyse des rêves est en effet très important (*lire p. 108*), de nombreux autres angles d'approche éclairent le phénomène onirique.

Dès l'Antiquité, le rêve suscite un vif intérêt, y compris thérapeutique. C'est ainsi que l'exposition nous plonge dans les temples à rêver dans lesquels se déroulaient des rituels dits «d'incubation», comme en Grèce dans le temple d'Asclépios à

Épidaure. Des pèlerins venaient s'y endormir dans l'espoir d'un rêve qui puisse offrir la clé de la guérison. Des prêtres étaient ensuite chargés d'interpréter le songe et d'indiquer le remède. Le rituel d'incubation était présent également en Mésopotamie dans les temples dédiés à la déesse Nanshe ou en Égypte antique dans les temples de Bès, dieu protecteur du sommeil.
Dans de nombreuses cultures, le rêve est une porte vers une autre réalité. Il permet par exemple d'aller à la rencontre des esprits de ses ancêtres. Des films et des objets de l'exposition en témoignent, telle la planche d'étage kanak. Elle formait le plancher de la mezzanine d'une grande case sur lequel des prêtres et devins dormaient pour entrer en communication avec les ancêtres. Cette pratique qui consiste à dormir dans la «maison commune» pour accéder aux esprits des ancêtres se retrouve dans plusieurs populations océaniennes. Dans de nombreuses cultures, les appuis-tête sont également des objets particulièrement soignés pour aider à «*bien rêver*» et accéder à cet autre monde.
S'ils fascinent, les rêves s'offrent aussi comme des énigmes. Dès l'Antiquité s'est développée l'oniromancie, autrement dit l'art d'interpréter les rêves, comme dans l'*Onirocritique* d'Artémidore de Daldis au 2e siècle apr. J.-C. En Europe à partir du 16e siècle, de nombreuses «Clés des songes» voient le jour, qui répertorient les thèmes fréquents pour interpréter les rêves auxquels est souvent accordé un sens prémonitoire. On retrouve cette idée d'une prédiction dans la pratique de la Smorfià à Naples. Il s'agit de la conversion des rêves en chiffres joués ensuite à la loterie nationale, une pratique qui remonterait au 17e siècle. À l'inverse, la psychanalyse fait du rêve non pas un message extérieur, mais une manière de comprendre le passé du rêveur et d'aller à la découverte de son inconscient.

BANQUES DE RÊVES

Au-delà de ce qu'il nous apprend sur l'individu, comme le montre l'exposition, l'interprétation des rêves peut aussi en dire long sur nos sociétés. C'est ainsi que Charlotte Beradt a collecté pas moins de 300 rêves entre 1933 et 1939, auprès d'Allemandes et Allemands de différents milieux sociaux. Publiés sous le titre *Rêver sous le Troisième Reich* (1966), les rêves collectés donnent à voir ce que ceux qui les font ne perçoivent pas forcément encore de manière consciente, à savoir l'emprise sur leur vie du régime totalitaire qui se met en place. Comme dans le cas de ce rêve éloquent fait en 1934 par un médecin: «*Après mes consultations, vers neuf heures du soir, au moment où je m'apprête à m'allonger tranquillement sur mon sofa avec un livre sur Matthias Grünewald, la pièce, mon appartement perdent brusquement leurs murs. Effrayé, je regarde autour de moi: aussi loin que porte le regard, plus de murs aux appartements. J'entends un haut-parleur hurler: "Conformément au décret sur la suppression des murs du 17 de ce mois"*.» Des banques de rêves aujourd'hui grâce au numérique permettent de répertorier de songes consultables à l'aide de mots-clés. La Dreambank de l'université de Santa Cruz en Californie n'en compte pas moins de 22000. Ils peuvent constituer un outil précieux pour les chercheurs.



Flamant rose (*Phoenicopterus roseus*) en position de sommeil.

© Kwangmoozaa/iStock



Justine Emard, *Hyperphantasia*, 2022. Une production Le Fresnoy – Studio national des arts contemporains, projet réalisé dans le cadre de la résidence hors les murs de l'Observatoire de l'Espace, le laboratoire culturel du Cnes.

© Justine Emard, Hyperphantasia, 2022 © Adagp, Paris, 2022 – Photo: Julien Bruat : Julien Bruat



Carl Gustav Jung, *Liber novus* (1913-1930), 2009. Facsimilé du manuscrit original en allemand, enluminé et illustré par l'auteur.

Car, au-delà de cette exposition, le rêve est devenu un objet d'études y compris pour les sciences sociales. C'est ainsi que le sociologue Bernard Lahire à travers deux ouvrages s'en est emparé pour montrer la porosité du rêve et de la société. Dans *L'Interprétation sociologique du rêve* (2018), il explique combien le rêve peut être un matériau précieux pour la sociologue: «*La communication de soi à soi dans laquelle s'exprime le rêve, bouleversant les conventions langagières et narratives, libérant les rêveurs de toute espèce de retenue, constitue en quelque sorte le plus intime des journaux intimes, l'expression la plus franche de toutes les formes de franc-parler. Le rêve livre de ce fait, à qui veut s'y intéresser, des éléments de compréhension profonde et subtile de ce que nous sommes. Son étude permet, au fond, de savoir ce qui nous travaille obscurément, et de comprendre ce qui en pense en nous à l'insu de notre volonté.*» Dans *La Part rêvée* (2021), Bernard Lahire a ainsi travaillé sur un corpus de 8 cas, 4 hommes, 4 femmes, avec lesquels il interprète leurs rêves. Ces énigmes oniriques, peu à peu, font apparaître l'intrication des songes nocturnes et de la vie sociale. Se rejouent ainsi, à la lumière du passé des rêveurs, des questions aussi fortes que la domination masculine, les angoisses des transfuges de classes ou la compétition scolaire.

Chercher à percer les mystères du rêve et les décrypter, c'est aussi comprendre que le rêve est une clé pour mieux nous comprendre nous-mêmes. ●

À VOIR, À ÉCOUTER

Exposition «Le temps d'un rêve», musée des Confluences, Lyon, jusqu'au 24 août 2025. Commissaire d'exposition: Yoann Cormier.

Podcast *Les Mondes du rêve* en 6 épisodes de 25 mn (sur le site du musée des Confluences: «Rêver avec les dieux grecs», «Prendre la clé des songes», «L'inconscient sur le divan», «Rêver sous électrodes», «L'art de rêver», «Songes pacifiques».

CATHERINE HALPERN

CRÉATION
Peintres du rêve

Comment peindre le songe, rendre visible l'invisible, matérialiser l'évanescent? Dans un livre d'art grand format avec près de 150 illustrations, Victor Stoichita mène l'enquête du Moyen Âge jusqu'au début du 17e siècle quand, avec Descartes, le sujet rêvant devient sujet pensant et s'impose le rationalisme. Le rêve est une formidable machine à fabriquer des images, souvent confuses et difficiles à déchiffrer. C'est ce que donne à voir à sa manière *Le Rêve* de Michel-Ange (v. 1533), dessin où le rêve prend la forme de figures enchevêtrées tandis qu'un ange pointe une trompette sur le front du rêveur sommé de se réveiller. Chez José de Ribera dans *Le Songe de Jacob* (1639), c'est au spectateur de tenter de voir l'échelle céleste sur laquelle montent ou descendent des anges à travers de pâles silhouettes à peine visibles dans le nuage brumeux qui surplombe le rêveur. Des enluminures médiévales à Vermeer, de Dürer à Bosch, le rêve, qu'il rime avec prophétie, frayeur ou érotisme, hante la représentation picturale et enjoint chaque artiste de développer sa manière de le donner à voir ou de le suggérer. ● C.H.

SOURCE

La Fabrique du rêve, Victor Stoichita, Hazan, 2024.





© Bertrand Stofleth / Musée des Confluences

Vue de l'exposition «Le temps d'un rêve» au musée des Confluences.

FREUD
L'interprétation des rêves

Fin 1899, paraît pour la première fois *L'Interprétation du rêve* de Sigmund Freud. Pour le père de la psychanalyse, le rêve est la «*voie royale vers l'inconscient*». L'analyse des rêves est donc un outil précieux dans le cadre de la cure. Il donne des clés pour interpréter ce qui se livre sous un premier abord comme un contenu souvent insensé et qu'il faut donc déchiffrer comme une énigme. Pour Freud, le rêve est l'accomplissement d'un désir mais des mécanismes de censure conduisent à des déformations. Il faut donc distinguer le contenu manifeste du rêve, et son contenu «latent», autrement dit son sens caché. Freud dégage certains mécanismes du rêve, notamment la condensation, qui conduit à amalgamer des éléments hétérogènes (un personnage peut ainsi représenter en fait plusieurs personnes), ou le déplacement (quand par exemple un élément important du rêve apparaît en faible intensité et inversement). Le rêve est intimement lié au passé du rêveur, nous explique Freud, mais ce faisant il modèle le présent et l'avenir: «*Le rêve révèle le passé. Car c'est dans le passé qu'il a toutes ses racines. Certes l'antique croyance aux rêves prophétiques n'est pas fausse en tous points. Le rêve nous mène dans l'avenir, puisqu'il nous montre nos désirs réalisés; mais cet avenir, présent pour le rêveur, est modelé, par le désir indestructible, à l'image du passé.*» ● C.H.

SOURCE

Sigmund Freud, *L'Interprétation des rêves* [1899], coll. «Quadrige», PUF, rééd. 2012.



Entretien avec **Yoann Cormier**

« Construire un voyage sur les traces du rêve »

L'apport des sciences, du théâtre et de l'intelligence artificielle a permis de créer une expérience unique pour le visiteur de l'exposition du musée des Confluences.

YOANN CORMIER
Chargé d'exposition au musée des Confluences à Lyon.

«Le temps d'un rêve» explore le songe en l'abordant sous de très nombreux angles, des neurosciences à l'histoire, l'ethnologie ou la psychanalyse… Avec quels appuis scientifiques avez-vous construit cette exposition?

Nous avons constitué un comité scientifique composé de Jacqueline Carroy, qui est spécialiste de l'histoire culturelle et sociale des rêves, et de Perrine Ruby, qui est chercheuse en neurosciences cognitives, codirectrice de l'équipe Perception Attention Mémoire de l'Inserm. Et nous avons également pu mobiliser l'expertise de l'anthropologue Albert Constant-Piot. Outre l'expertise de chercheurs, nous avons aussi bénéficié de prêts d'œuvres ou d'objets d'une quarantaine de musées, institutions ou collections privées.

Pouvez-vous nous expliquer vos choix scénographiques?

L'exposition est construite de manière thématique à travers une succession labyrinthique d'espaces qui sont comme autant de courts rêves. La visite commence ainsi dans ce qui ressemble à un laboratoire de neurosciences. Plus loin, le visiteur pénètre dans un temple antique, dans une galerie d'art ou dans le cabinet d'un psychanalyste par exemple. Pour construire ce voyage sur les traces du rêve, nous avons joué sur l'idée d'un décor de théâtre dont on verrait aussi l'envers. De petits détails, des anomalies suggèrent l'idée que nous sommes plongés dans la supercherie du rêve. Chaque espace thématique a une identité visuelle très forte. Des divans permettent également au visiteur de s'allonger pour écouter des extraits littéraires et créer un espace d'intimité, plus proche du rêve. L'exposition s'achève enfin sur une salle consacrée au réveil et aux récits de rêves.

Cette exposition mobilise l'intelligence artificielle. Que vous permet-elle?

Nous avons, grâce à l'intelligence artificielle, créé un film qui donne lieu à une projection monumentale sur la partie haute de la salle, visible de presque partout, avec des formes fantasmagoriques en perpétuelle transformation qui suggèrent l'évanescence et la métamorphose des rêves. Et pour rendre l'exposition plus interactive, il y a également dans la dernière salle la possibilité pour le visiteur grâce à l'intelligence artificielle de traduire en image un de ses rêves en quelques secondes. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR C.H.



Photographie de Thérèse Bonney, *Exercice de masque à gaz dans une école de Londres*, Londres, 1940-1943.

EXPOSITION

Conflits contemporains L'ENFANCE EN GUERRE

Le centre La Contemporaine a rassemblé des traces et documents sur les petites victimes d'un long siècle de conflits. Une expérience de la guerre à hauteur d'enfant.

Si la guerre est une affaire d'adultes, les enfants n'en sont pas moins des victimes. Et depuis le début du 20e siècle, ils sont devenus, comme plus généralement les civils, des cibles directes. Une exposition à La Contemporaine éclaire cette réalité historique de 1914 à nos jours, à partir de 300 pièces documentaires, et interroge la place, l'expérience et la perception qu'ont les enfants de la guerre. Musée mais aussi bibliothèque et centre d'archives, à Nanterre, La Contemporaine a pour mission de collecter, conserver et communiquer des collections de l'histoire européenne des 20e et 21e siècles. Les matériaux et traces documentaires qu'elle rassemble sont précieux pour comprendre et écrire l'histoire de notre temps.

« Les politiques peuvent mobiliser, endoctriner ou instrumentaliser les petits. »



Photographie de Thérèse Bonney, *Des milliers d'entre eux attendent derrière des barbelés*, Argelès-sur-Mer (France), 1941.

C'est sous la houlette de l'historienne Manon Pignot, maîtresse de conférences HDR à l'université de Picardie-Jules-Verne, et d'Anne Tournieroux, bibliothécaire à La Contemporaine, qu'a été conçue l'exposition qui explore la question de l'enfance en guerre en plongeant au cœur de différents conflits contemporains, qu'il s'agisse de guerre entre États, de guerres civiles ou de génocides. Avec deux points de vue. « Par en haut », l'exposition montre comment les politiques peuvent mobiliser, endoctriner ou instrumentaliser les enfants, par exemple quand les récits patriotiques et guerriers envahissent la littérature enfantine ou l'école… Et certains régimes vont plus loin encore, tant par la propagande que par la mobilisation militaire des enfants comme dans le cas des Jeunesses hitlériennes, les *Hitlerjungen*, ou les « lionceaux du califat » de Daesh. Avec « À hauteur d'enfant », le visiteur découvre leur expérience dans leur diversité à travers différentes productions enfantines, qu'il s'agisse de dessins ou récits, rédactions ou journaux intimes…

La guerre marque âprement la vie quotidienne de ces enfants : pénuries ou privations, habitats précaires ou spectacle de la violence marquent leur existence et ils sont parfois victimes directes de blessures, de mutilations ou de violences sexuelles. La dernière partie de l'exposition s'attache au cas où les enfants sont ciblés pour eux-mêmes, notamment lors des génocides, en Arménie, au Cambodge, au Rwanda ou lors de la Shoah. Comment alors prendre en charge les enfants rescapés pour permettre un futur au-delà du traumatisme et rendre possible une vie après la guerre ? ●

À VOIR, À LIRE
Exposition « Enfants en guerre, guerre à l'enfance ? De 1914 à nos jours »,
La Contemporaine, Nanterre, 20 novembre 2024 - 15 mars 2025.
Commissaires d'exposition : Manon Pignot et Anne Tournieroux.
Catalogue *Enfants en guerre, guerre à l'enfance ? De 1914 à nos jours*
Manon Pignot et Anne Tournieroux (dir.), Anamosa, 2024.

CATHERINE HALPERN



Affiche de propagande, *Apprendre de l'Armée Populaire de Libération de Chine*. Récit en quatre parties : Xiaofang, enfant chinois, Chine, s.d.



© Collection personnelle

THÉÂTRE

Marc Olivier Baruch
HISTORIEN À LA SCÈNE

Cet ex-haut fonctionnaire a transformé en pièce de théâtre une archive où des serviteurs de l'État français élaborent la politique antijuive de Vichy en techniciens. La banalité du mal…

Marc Olivier Baruch a commencé sa carrière théâtrale, dit-il, «*à bac+50*». Depuis sa retraite en 2022, l'historien spécialiste de l'administration française sous Vichy a rejoint une troupe de jeunes élèves-comédiens du Centre national supérieur d'art dramatique. On peut applaudir cet homme discret un peu partout dans l'Hexagone, au centre Pompidou à Paris, dans les lycées et collèges ou aux Rendez-vous de l'histoire de Blois (1). Dans le rôle d'un «*haut fonctionnaire en retard, incompétent et grognon*», le directeur de recherches émérite à l'EHESS a donné une cinquantaine de représentations. Étonnant? Sa nouvelle activité s'inscrit dans la continuité de ses travaux: la pièce (2) donne vie à une archive cruciale sur l'antisémitisme d'État, que l'historien a découverte en préparant sa thèse sous la direction de Jean-Pierre Azéma.

RETOUR EN ARRIÈRE

Un matin de juin 1993, Marc Olivier Baruch se plonge dans un carton d'archives en provenance du secrétariat général de la présidence du Conseil, organe politico-administratif central depuis 1935 (devenu aujourd'hui le secrétariat général du gouvernement). Parmi les documents sur les «*israélites*» (*sic*) de 1940 à 1944, le doctorant tombe sur un texte «*extrêmement rare*», se souvient-il, à savoir le verbatim complet d'une réunion tenue à Vichy le 16 décembre 1940 sur l'application du statut des Juifs à la fonction publique. Alors que les réunions ne donnent lieu habituellement qu'à un bref compte-rendu, ces quarante pages sténographiées sur le vif donnent à saisir le fonctionnement des hautes instances de l'État. Imprégnés d'un «*antisémitisme d'atmosphère*», dix-huit grands commis se livrent à des considérations technicojuridiques qui seraient banales s'il ne s'agissait de mettre en œuvre une politique raciste. Par exemple, comment identifier «*les employés de race juive*» (*sic*) ou «*les contractuels doivent-ils être exclus?*». «*Glaçant*», commente sobrement Marc Olivier Baruch. L'historien soutient sa thèse en 1996, un an après que Jacques Chirac a reconnu la responsabilité de la France dans la déportation des Juifs. En 1997, il publie *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944* (Fayard).



Arrière-petit-fils du philosophe Léon Brunschwicg et de Cécile Brunschvic (une des trois premières femmes à entrer dans un gouvernement français, en 1936), tous deux traqués sous l'Occupation parce que juifs, Marc Olivier Baruch n'a évidemment pas choisi son sujet par hasard. Mais il s'y intéresse surtout, précise-t-il de sa voix égale, «*en tant que haut fonctionnaire*». Polytechnicien et énarque, l'administrateur civil au ministère de la Culture est devenu historien sur le tard, «*à bac +23*», pour comprendre «*comment l'appareil d'État a pu s'adapter si facilement à un régime autoritaire*». Terriblement utile. ●

(1) «De l'archive au théâtre», agenda en ligne. www.theatrevariable2.com/agenda.
(2) Adaptation et mise en scène par Keti Irubetagoyena. Voir Marc Olivier Baruch et Keti Irubetagoyena, *Quand l'administration française était antisémite. Le statut des Juifs, de l'archive au théâtre*, Bleu Autour, 2024.

ÈVE CHARRIN

BANDE DESSINÉE

BULLES SURRÉALISTES

Sortie fin août, peu avant l'ouverture de la grande exposition «Surréalisme» au Centre Pompidou, la nouvelle bande dessinée du Franco-Écossais Damien MacDonald, né en 1979, n'est pas un ouvrage documentaire sur l'histoire de ce mouvement décisif de l'art du 20e siècle. Dans le registre du récit fantastique, les planches nous entraînent dans le sillage de Flamelle, jeune scénariste rousse, aux prises avec un producteur qu'elle tâche de convaincre de lui confier la réalisation d'un film sur… le surréalisme! Au cours de ce dialogue, parfois de sourds, on bascule dans d'autres mondes peuplés de références au mouvement et à ses protagonistes. Dessiné dans une ligne claire, l'ouvrage fait défiler les pages où les personnages se détachent sur des fonds unis de couleurs vives. L'esprit du surréalisme est là, dans cet onirisme omniprésent et cette construction en poupées russes. Riches en clins d'œil et références, les images font volontiers écho à des œuvres surréalistes, peintures, objets ou expositions marquantes. Les lecteurs familiers du courant artistique décrypteront sans peine les allusions quand les néophytes baigneront pour leur part sans le savoir dans cette inquiétante étrangeté qui fait la quintessence du mouvement.

«*Le surréalisme est le rayon invisible qui nous permettra un jour de l'emporter sur nos adversaires*», indiquait André Breton dans son *Manifeste* de 1924 dont on fête cette année le centenaire. Et c'est sous le signe de ce «rayon invisible» que l'auteur nous entraîne successivement dans des univers fantasmagoriques, le dialogue entre l'héroïne Flamelle et le producteur jouant le rôle de fil rouge. Passionné par le surréalisme, Damien MacDonald, qui commença par suivre un parcours universitaire en histoire de l'art et en philosophie avant de se tourner vers l'écriture et le dessin, possède sur le sujet un sérieux bagage. Initié par Laurent Lebon, président du Centre Pompidou, ce projet était taillé pour lui puisque, comme Damien Mac Donald le dit lui-même, «*on ne dessine ni n'écrit jamais tout à fait seul mais avec nos pairs et tous ceux qui ont construit notre imaginaire*». ●

Damien MacDonald, ***Le Rayon invisible***, Denoël Graphic/Centre Pompidou, 2024.

VÉRONIQUE BOURUET-AUBERTOT



● cahier culture



© France TV / Simon Maisonobe – Jean Morel / Capture Sciences Humaines

MUSIQUE

LE BOOM DE L'AFROBEATS

Né au Nigeria au milieu des années 2000, l'afrobeats s'est imposé comme un des genres musicaux les plus populaires. Il résulte de la fusion de différents styles de musique africaine et se nourrit aussi du RnB, du dancehall ou du hip-hop. Wizkid, Burna Boy ou Davido récoltent des millions de vues sur Internet et jouent à guichets fermés dans les plus grandes salles du monde. Comment expliquer le succès mondial de ce style musical? Le documentaire de Simon Maisonobe et Jean Morel suit trois artistes pour éclairer les facettes du phénomène: Minz, un artiste en plein essor de la scène nigériane qui donne à voir le bouillonnement créatif de Lagos, Rebecca Winter, londonienne originaire du Niger, et Jojoskrazzy, DJ et producteur parisien. Les diasporas nigérianes jouent un rôle essentiel dans le succès de l'afrobeats, notamment à Londres où vit une importante communauté et qui a joué un rôle essentiel dans la diffusion mondiale du mouvement. Loin d'être un simple effet de mode, l'afrobeats est une manière pour la jeunesse de renouer avec ses origines et de les valoriser. ● C.H.

Simon Maisonobe et Jean Morel, ***Afrobeats, phénomène mondial***, film documentaire (57 minutes) disponible sur Francetv.fr jusqu'au 1er janvier 2027.

SUR LE WEB

L'opéra pour les nuls



© L'Opéra et ses zouz / Mia Mandineau / Capture Sciences Humaines

Pas simple souvent de suivre les intrigues de l'opéra qui n'est assurément pas le genre le plus accessible. Il faut saluer la performance de Mia Mandineau, soprano prometteuse, qui résume de manière truculente aussi bien *Don Giovanni* que *Madame Butterfly* sur YouTube. Actuellement étudiante aux États-Unis, elle n'est pas seulement une vulgarisatrice de talent puisqu'elle a obtenu en janvier 2024 le prix Laffont du Metropolitan Opera de New York. ● C.H.

Chaîne ***L'Opéra et ses zouz,*** YouTube.

PODCAST

Une nocturne au musée

À travers quatre passionnants épisodes, Matthieu Vidard et Camille Crosnier nous embarquent de nuit dans les coulisses du Muséum national d'histoire naturelle. Direction d'abord les réserves de géologie qui conservent pas moins de 800000 échantillons dans 12877 tiroirs emplis de nombreux trésors. Telles les roches prélevées entre 1926 et 1934 par Jean Martin Charcot au Groenland, très précieuses pour documenter le changement climatique. Le deuxième épisode nous emmène à la découverte des fossiles et du fameux mammouth de Durfort pour lequel a été construite la galerie de paléontologie. La troisième émission nous ouvre les portes de la salle des vélins avec sa collection de dessins naturalistes qui ont toujours un rôle pédagogique et scientifique important au musée. L'aventure s'achève par une impressionnante visite de nuit de la grande galerie de l'évolution qui compte 7000 spécimens avec pas moins de 1000 naturalisations de mammifères et oiseaux. L'auditeur n'a dès lors plus qu'une envie: découvrir ou redécouvrir ce musée exceptionnel. ● C.H.

«Les Nuits au musée», série de 4 épisodes de 49 minutes de l'émission *La Tête au carré*, France Inter.



© Radio France / Lucie Sarfaty